

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ALLEMAGNE EN PROVENCE,
BRUNET,
CORBIÈRES,
ENTREVENNES,
ESPARRON DE VERDON,
GRÉOUX LES BAINS,
LA BRILLANNE,
LE CASTELLET,
MANOSQUE,
MONTAGNAC-MONTPEZAC,
MONTFURON,
ORAISON,
PIERREVERT,

PUIMICHEL,
PUIMOISSON,
QUINSON,
RIEZ,
ROUMOULES,
ST LAURENT DE VERDON,
ST MAIME,
ST MARTIN DE BRÔMES,
STE TULLE,
VALENSOLE,
VILLENUEVE,
VINON-SUR-VERDON,
VOLX.



⊙ Edito du Président de la Communauté d'Agglomération
Durance Luberon Verdon

pag 2

PREMIÈRE PARTIE : Institution

- A. Carte d'identité du territoire
- B. La vie institutionnelle

DEUXIÈME PARTIE : Actions par pôle de compétences

- ① Pôle finances
Le compte administratif 2014
- ② Pôle ressources
D.R.H
Conseil de gestion
Marchés publics
Juridique assurances
Système d'information
- ③ Pôle cohésion sociale
Politique de la ville
Enfance Jeunesse
- ④ Pôle vie locale et culturelle
Développement culturel
Festivités
- ⑤ Pôle développement territorial
Aménagement du territoire
Economie
Développement durable
Mobilité et déplacements
S.I.G
- ⑥ Pôle technique
Patrimoine bâti
Environnement :
 - collecte des ordures ménagères
 - gestion des risques majeursVRD et ingénierie
Eau et assainissement collectif
Spanc



RAPPORT D'ACTIVITÉ

EDITO

Créée en 2013, la DLVA a terminé sa deuxième année de fonctionnement.

L'année 2014 fut marquée par les élections municipales et donc le renouvellement du conseil communautaire.

En appliquant les textes législatifs en vigueur, le conseil communautaire a vu sa composition passer de 145 membres à 61 et le bureau communautaire de 38 Vice-présidents à 15.

Bien évidemment, tous les maires sont associés à l'ensemble des décisions grâce à leur présence en conférence des maires ou lors de bureaux débats.

A l'automne 2014 j'ai souhaité que l'on engage la définition d'un projet de territoire car sans vision à long, moyen et court terme il est impossible de mener une stratégie claire et partagée, stratégie qui guidera notre action sur les prochaines années.

Les contraintes financières qui pèsent sur nos collectivités nous obligent à agir de concert sans égoïsme ou individualisme de manière à assurer le mieux possible nos missions au service de nos concitoyens.

Bernard JEANMET-PERALTA

Président

Durance Luberon Verdon Agglomération



Durance Luberon Verdon Agglomération



La communauté d'agglomération « Durance Luberon Verdon » « DLVA », structure intercommunale créée le 1er Janvier 2013, est issue de la fusion des communautés de communes :

- Communauté de communes Luberon Durance Verdon
- Communauté de communes Intercommunalité du Luberon Oriental
- Communauté de communes Sud 04
- de l'adhésion des communes de Riez et Roumoules.

Cette communauté d'agglomération est située dans les départements des Alpes de Haute-Provence, du Var et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle est au centre de deux sites naturels exceptionnels : deux parcs régionaux, les Parcs du Verdon et du Luberon. La DLVA est un territoire économique dynamique bénéficiant du premier projet mondial de coopération de recherche internationale, le réacteur nucléaire par fusion « ITER » (International Thermonuclear Experimental Reactor) ou « réacteur thermonucléaire expérimental international », avec une lisibilité industrielle à 60 ans. Elle est composée de 25 communes des Alpes de Haute-Provence et 1 commune du Var. Elle compte plus de 62 000 habitants, et son siège social se situe place de l'Hôtel de Ville à Manosque.

Les compétences de la DLVA :

LES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

- Le développement économique
- L'aménagement du territoire
- L'équilibre social de l'habitat
- La politique de la ville

LES COMPÉTENCES OPTIONNELLES

- La voirie d'intérêt communautaire
- L'assainissement
- L'eau potable
- L'environnement
- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

LES COMPÉTENCES FACULTATIVES

- Le tourisme d'affaires
- L'éclairage public
- Les massifs forestiers et les rivières
- L'agenda 21
- L'enfance et la jeunesse
- L'éducation
- Le système d'information géographique

Les communes membres de la DLVA :

- ① ALLEMAGNE EN PROVENCE,
- ② BRUNET,
- ③ CORBIÈRES,
- ④ ENTREVENNES,
- ⑤ ESPARRON DE VERDON,
- ⑥ GRÉDOUX LES BAINS,
- ⑦ LA BRILLANNE,
- ⑧ LE CASTELLET,
- ⑨ MANOSQUE,
- ⑩ MONTAGNAC-MONTPEZAC,
- ⑪ MONTRUFON,
- ⑫ ORAISON,
- ⑬ PIERREVERT,
- ⑭ PUMICHEL,
- ⑮ PUMOISSON,
- ⑯ QUINSON,
- ⑰ RIEZ,
- ⑱ ROUMOULES,
- ⑲ ST LAURENT DE VERDON,
- ⑳ ST MAIME,
- ㉑ ST MARTIN DE BRÔMES,
- ㉒ STE TULLE,
- ㉓ VALENSOLE,
- ㉔ VILLENUEVE,
- ㉕ VINON-SUR-VERDON,
- ㉖ VOLX.

A. Carte d'identité du territoire

Durance Luberon Verdon Agglomération



ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS

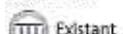


Existant



En projet

ÉQUIPEMENTS CULTURELS

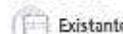


Existant

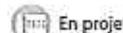


En projet

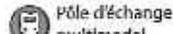
ZAC OU ZAD



Existante



En projet

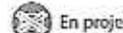


Pôle d'échange multimodal

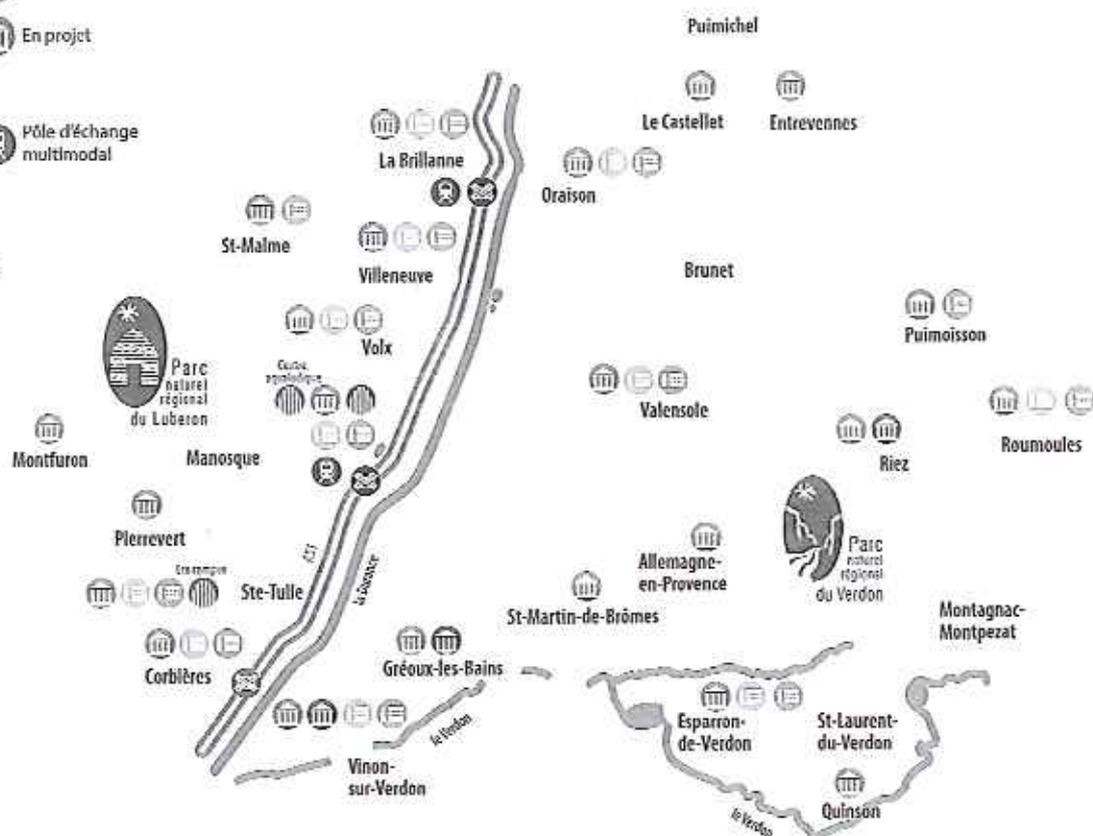
SORTIES D'AUTOROUTES



Existante



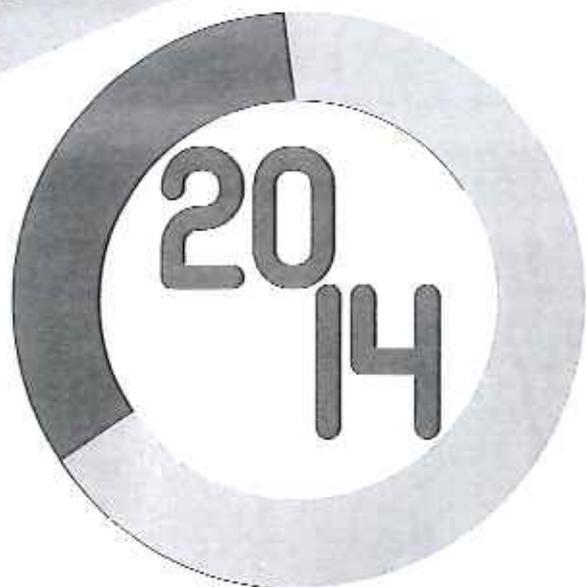
En projet



DLVA,
un espace de solidarité et
développement :

- 26 communes
- 846 km²
- 62 000 habitants

dlva
durance luberon verdon
AGGLOMÉRATION



RAPPORT D'ACTIVITÉ

LA VIE INSTITUTIONNELLE :

Le conseil et
le bureau communautaire.

Les commissions
et groupes de travail.



La vie institutionnelle :

- ▶ Le conseil et le bureau communautaire.
- ▶ Les commissions et groupes de travail.

➔ QUELQUES CHIFFRES

BUREAUX DÉLIBÉRATIFS ET CONSEILS COMMUNAUTAIRES

- ▶ 10 Bureaux délibératifs pour 100 délibérations.
- ▶ 10 Conseils communautaires pour 251 délibérations.

DATES DES RÉUNIONS DES BUREAUX DÉLIBÉRATIFS :

28/01/14 – 25/02/14 – 11/03/14 – 20/05/14 – 17/06/14 – 08/07/14 – 23/09/14 – 21/10/14 – 18/11/14 – 09/12/14.

DATES ET LIEU DES RÉUNIONS DES CONSEILS COMMUNAUTAIRES :

- ▶ 04/02/14 : VILLENEUVE
- ▶ 18/03/14 : MANOSQUE
- ▶ 14/04/14 : MANOSQUE - ELECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS
- ▶ 29/04/14 : GREOUX LES BAINS
- ▶ 27/05/14 : SAINTE TULLE
- ▶ 24/06/14 : CORBIERES
- ▶ 03/09/14 : PIERREVERT
- ▶ 30/09/14 : ROUMOULES
- ▶ 25/11/14 : RIEZ
- ▶ 16/12/14 : VALENSOLE

ARRÊTES DLVA :

- ▶ SG : 35 arrêtés
- ▶ RH : 760 arrêtés

DÉCISIONS DLVA :

- ▶ 20 décisions



RAPPORT D'ACTIVITÉ

L'année 2014 a été marquée par le renouvellement des assemblées communales et communautaires avec une particularité au niveau du mode d'élection des conseillers communautaires.

Jusqu'au mois de mars 2014, les conseillers communautaires étaient élus par les conseils municipaux des communes membres de la communauté d'agglomération.

La loi du 16 décembre 2010 sur la réforme des collectivités territoriales complétée par la loi du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, municipaux et communautaires a instauré de nouvelles règles concernant ces élections.

Dans les communes de 1000 habitants et plus, les conseillers communautaires ont été élus au suffrage universel direct.

Dans les communes de moins de 1000 habitants, les conseillers communautaires ont été désignés dans l'ordre du tableau.

La vie institutionnelle :

Le conseil et le bureau communautaire.

MEMBRES BUREAU DU 1^{ER} janvier 2014 au 14 AVRIL 2014

NOM	PRENOM	DELEGATION	
JEANMET-PERALTA	Bernard	PRESIDENT	
ECHALON	Jacques	1er Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA COORDINATION DU POLE TECHNIQUE ET ENVIRONNEMENTAL EN CHARGE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
HERMITTE	Dominique	2ème Vice-Président	VICE PRESIDENTE DELEGUEE A LA COORDINATION DU POLE TRANSVERSAL. PROXIMITE LOCALE ET DEVELOPPEMENT DURABLE
CHEILAN	Claude	3ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE
VITTENET	Michel	4ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA COORDINATION DU POLE DE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
CHARPY	Rémi	5ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA COORDINATION DU POLE COHESION SOCIALE
AUDAN	Paul	6ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU THERMALISME ET A L' EVENEMENTIEL TOURISTIQUE
DUBOIS	Jérôme	7ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A L'HABITAT ET AU LOGEMENT - MOBILITE
CASTEL	Jean-Claude	8ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AUX VOIRIES ET PARCS DE STATIONNEMENT D'INTERET COMMUNAUTAIRE
PETRIGNY	Jean-Christophe	9ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA COORDINATION DU POLE RESSOURCES EN CHARGE DES FINANCES
CARBONNEL	Martine	10ème Vice-Président	VICE PRESIDENTE DELEGUEE AUX TRANSPORTS SCOLAIRES
AURRIC	Gérard	11ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA COMMUNICATION
AIGUIER	Yves	12ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A L'ECOLE INTERNATIONALE ET AUX RELATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES PUBLICS DU SECOND DEGRE
FISCHER	Pierre	13ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A L'AGRICULTURE
COLIN	Serge	14ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A L'ENSEIGNEMENT MUSICAL ET ARTISTIQUE
MATHERON	Christian	15ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU P.A.S.
BONNAFOUX	Pierre	16ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA STRATEGIE FONCIERE COMMUNAUTAIRE
BURLE	Gérard	17ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU TOURISME
GARCIA	Henri	18ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA GESTION DE L'EAU POTABLE
BONDIL	Claude	19ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA GESTION LOGISTIQUE DES BATIMENTS COMMUNAUTAIRES
BERARD	Francis	20ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU SOUTIEN AU COMMERCE ET A L'ARTISANAT
BLANC	Daniel	21ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA GESTION DES RIVIERES
BONDIL	Jean-Albert	22ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU SPANC
BICKEL	Jean-Luc	23ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AUX RELATIONS EXTERIEURES
RAPONI	Aldo	24ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A L'ACCESSIBILITE

La vie institutionnelle :

► Le conseil et le bureau communautaire.

MEMBRES BUREAU DU 1^{ER} janvier 2014 au 14 AVRIL 2014

NOM	PRENOM	DELEGATION	
MEGIS	Gilles	25ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AUX MASSIFS FORESTIERS
ANTIQ	Pascal	26ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA COORDINATION DU POLE VIE LOCALE
CHENEZ	Christian	27ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU DEVELOPPEMENT DURABLE ET A LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE
BRES	Jacques	28ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DES DECHETS DES MENAGES
BEGNIS	Michèle	29ème Vice-Président	VICE PRESIDENTE DELEGUEE AUX ACTIONS CULTURELLES D'INTERET COMMUNAUTAIRE
LAURENTI	Robert	30ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AU SIG – MOYENS INFORMATIQUES
GARCIA	Béatrice	31ème Vice-Président	VICE PRESIDENTE DELEGUEE A LA JEUNESSE ET A LA CITOYENNETE
MORIN	Joël	32ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – NOUVELLES ZONES D'ACTIVITES D'INTERET COMMUNAUTAIRE
HINDRYCKX	Jean-Luc	33ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA POLITIQUE DE LA VILLE
GASQUET	Claude	34ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AUX RESSOURCES HUMAINES
TROUVE	Fabrice	35ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA RECHERCHE ET AU DEVELOPPEMENT
LOZANO	André	36ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A LA REGIE TECHNIQUE CULTURELLE
DIGUET	Bernard	37ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE AUX EQUIPEMENTS SPORTIFS STRATEGIQUES D'INTERET COMMUNAUTAIRE
REYMOND	Jean-Michel	38ème Vice-Président	VICE PRESIDENT DELEGUE A L'ECLAIRAGE PUBLIC

La vie institutionnelle :

Le conseil et le bureau communautaire.

DELEGATIONS DES VICE-PRESIDENTS A PARTIR DU 15 AVRIL 2015

NOM ECHALON	PRENOM Jacques	DELEGATION 1er Vice-Président	
			FAU ET ASSAINISSEMENT - TRAVAUX ET PATRIMOINE COMMUNAUTAIRES <ul style="list-style-type: none">- Voirie d'intérêt communautaire- Eclairage public- Bâtiments d'intérêt communautaire- Eau et Assainissement : suivi et contrôle des délégations de service public en matière d'eau et assainissement – élaboration des programmes d'entretien et de renouvellement – suivi de la régle Intercommunale – suivi et contrôle du fonctionnement des stations d'épuration
PETRIGNY	Jean-Christophe	2ème Vice-Président	FINANCES <ul style="list-style-type: none">- Finances et comptabilité- Documents budgétaires- Suivi du travail d'évaluation des charges transférées
CHEILAN	Claude	3ème Vice-Président	TRANSPORTS ET MOBILITES – DEPLACEMENTS <ul style="list-style-type: none">- Organisation des transports urbains- Organisation des transports scolaires- Déplacements- Mobilité- Voies vertes
ANTIQ	Pascal	4ème Vice-Président	DEVELOPPEMENT CULTUREL <ul style="list-style-type: none">▪ Création, extension, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels d'intérêt communautaire.▪ Lecture publique▪ Organisation, planification, diffusion des animations culturelles d'intérêt communautaire▪ Enseignement musical et artistique▪ Subventions aux associations d'intérêt communautaire
VITTENET	Michel	5ème Vice-Président	COMMUNICATION ET MARKETING TERRITORIAL <p>Définition d'une marque territoriale – actions de promotion et de valorisation de la DLVA et de son territoire</p>
DUBOIS	Jérôme	6ème Vice-Président	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE <p>Aménagement de l'espace communautaire : aménagement, réalisation de zones nouvelles de développement d'intérêt communautaire selon les procédures en vigueur (ZAC, lotissements). Constitution de réserves foncières nécessaires à l'exercice des compétences de la Communauté d'agglomération. Schéma de cohérence territoriale. Programme d'Aménagement Solidaire. Contrat de Plan Etat-Région</p>
LE HEN	ARMEL	7ème Vice-Président	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE <ul style="list-style-type: none">- Gestion des zones d'activités- Actions de développement économique en matière : d'accueil des entreprises, de soutien au commerce et à l'artisanat, d'agriculture

La vie institutionnelle :

► Le conseil et le bureau communautaire.

AURRIC	Gérard	8ème Vice-Président	<p>DEMOCRATIE PARTICIPATIVE – POLITIQUE DE LA VILLE – JEUNESSE ET CITOYENNETE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démocratie participative : mise en place d'un conseil économique et social - Politique de la Ville, jeunesse et citoyenneté : dispositifs contractuels de développement urbain, développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire. Actions intercommunales ciblées de lutte contre la délinquance. Ateliers Santé
BARRIERES	Michèle	9ème Vice-Présidente	<p>RESSOURCES HUMAINES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Suivi des politiques de recrutement, de gestion et de suivi des carrières, de la gestion du temps et de la formation professionnelle des agents - Suivi de la politique en matière d'hygiène et sécurité, - Relations avec les instances paritaires ainsi que les partenaires institutionnels, notamment le centre de gestion de la Fonction publique territoriale et le CNFPT
AUDAN	Paul	10ème Vice-Président	<p>TOURISME</p> <p>Coordination des actions de valorisation du territoire. Tourisme d'affaires</p>
DAUMAS	Jean-Denis	11ème Vice-Président	<p>DEVELOPPEMENT DURABLE ET POLITIQUE ENERGETIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise de la demande d'énergie - Plan climat énergie territoriale - Transition énergétique - Agenda 21
CASTEL	Jean-Claude	12ème Vice-Président	<p>DEPLOIEMENT NUMERIQUE ET ACCESSIBILITE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déploiement de la fibre optique sur le territoire Intercommunal • Système d'information géographique • Accessibilité des personnes à mobilité réduite
MEGIS	Gilles	13ème Vice-Président	<p>RURALITE</p> <ul style="list-style-type: none"> • Massifs forestiers – gestion des plans massifs • Rivières • Plan communal de sauvegarde
MILLE	André	14ème Vice-Président	<p>ENVIRONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> • Collecte et traitement des ordures ménagères et assimilés. • Création et modernisation des déchèteries intercommunales. • Schéma intercommunal de gestion des déchets inertes. • Relations avec le SYDEVOM • Lutte contre les pollutions sonores
BIANCHI	Christophe	15ème Vice-Président	<p>EQUILIBRE SOCIAL, DE L'HABITAT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Politique du logement social d'intérêt communautaire - Réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre de l'habitat. - Programme Local de l'habitat

La vie institutionnelle :

► Le bureau communautaire.

AVRIL 2014



Bernard
JEANMET-PERALTA
Président DLVA
Maire de Manosque

LE PRÉSIDENT *et les* 15 VICE-PRÉSIDENTS *de la DLVA*



Jacques
ECHALON
1^{er} Vice-président
Eau assainissement -
Travaux et patrimoine
communautaires
Maire de Villeneuve



Jean-Christophe
PETRIGNY
2^{ème} Vice-président
Finances
Maire de
St. Martin de Brômes



Claude
CHEILAN
3^{ème} Vice-président
Transports et mobilités -
déplacements
Maire de
Vion-sur-Verdon



Pascal
ANTIQ
4^{ème} Vice-président
Développement
culturel
C. Municipal Manosque



Michel
VITTENET
5^{ème} Vice-président
Communication et
marketing territorial
Maire d'Oraison



Jérôme
DUBOIS
6^{ème} Vice-président
Aménagement
du territoire
Maire de Volx



Armel
LE HEN
7^{ème} Vice-président
Développement
économique
C. Municipal Manosque



Gérard
AURIC
8^{ème} Vice-président
Démocratie participative
Politique de la ville
Jeunesse et citoyenneté
Maire de Valensole



Michèle
BARRIÈRES
9^{ème} Vice-président
Ressources Humaines
et Administration
générale
C. Municipal Manosque



Paul
AUDAN
10^{ème} Vice-président
Tourisme
Maire de
Gréoux-les-Bains



Jean-Denis
DAUMAS
11^{ème} Vice-président
Développement
durable et maîtrise
de l'énergie
C. Municipal Manosque



Joan-Claude
CASTEL
12^{ème} Vice-président
Déploiement numérique
et accessibilité
Maire de Corbières



Gilles
MÉGIS
13^{ème} Vice-président
Ruralité
Maire de Boumoules



André
MILLE
14^{ème} Vice-président
Environnement
Maire de Pierrevert



Christophe
BIANCHI
15^{ème} Vice-président
Équilibre social
de l'habitat
Maire de Riez

La vie institutionnelle :

► Le conseil et le bureau communautaire.



Dominique
ALUNNO

Adjointe
Manosque



Ghislaine
AUBERT

C. Municipale
Oraison



Michèle
BEGNIS

Adjointe
Oraison



Francis
BERARD

Maire
Brinet



Jean-Charles
BORGHINI

Maire
La Brillanne



Jacques
BRES

Adjoint
Manosque



Stéphanie
BROCHUS

C. Municipale
Manosque



Martine
CARRIOL

C. Municipale
Manosque



Michèle
COTTRET

Adjointe
Gréoux-les-Bains



Michel
D'ANGELO

C. Municipal
Manosque



Delphine
DELFINO

Adjointe
Valensole



Bernard
DIGUET

Adjoint
Manosque



François
GRECO

Maire
Montagnac-
Montpezat



Pierrette
GREGOIRE

Adjointe
Pierrevert



Simone
**JAYNE-
BROCHERY**

Adjointe
Manosque



Dominique
JOUBERT

C. Municipal
Vinson-sur-
Verdon



Bruno
MARTIN

Adjoint
Manosque



Marie-
Christine
MOSCONI

Adjointe
Oraison



Ludovic
PARISOT

Adjoint
Manosque



Valérie
PEISSON

Adjointe
Manosque



Mathias
QUILES

C. Municipal
Villemueve



Chrystel
TOUSSAINT

C. Municipale
Manosque



Guy
VEYS

Maire
Esparron-de-
Verdon



Brigitte
WEISS

C. Municipale
Manosque

La vie institutionnelle :

Le conseil et le bureau communautaire.



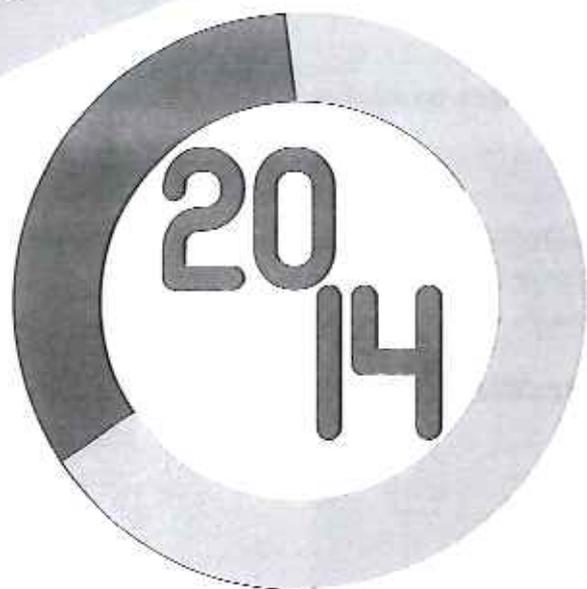
La vie institutionnelle :

► Composition des commissions thématiques après avril 2014

Ces commissions sont ouvertes aux conseillers municipaux des communes membres.

- COMMISSION DES FINANCES
- COMMISSION AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT DURABLE – TRANSPORTS ET MOBILITES
Groupe de Travail : Transports et Mobilités
- COMMISSION COMMUNICATION ET MARKETING TERRITORIAL
- COMMISSION ENVIRONNEMENT
- COMMISSION DES TRAVAUX
- COMMISSION PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET POLITIQUE DE LA VILLE
- COMMISSION EQUILIBRE SOCIAL DE L'HABITAT
- COMMISSION JEUNESSE
- COMMISSION DÉVELOPPEMENT CULTUREL
- COMMISSION MASSIFS FORESTIERS RIVIÈRES
- COMMISSION TOURISME
- COMMISSION DÉVELOPPEMENT RURAL
- COMMISSION PROSPECTIVE
- COMMISSION DE L'EAU





RAPPORT D'ACTIVITÉ

PÔLE FINANCES

Les moyens financiers :
Le compte administratif
2014



Les moyens financiers : Le compte administratif 2014

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2014 du BUDGET PRINCIPAL

- ↳ Section fonctionnement budget 2014
Le compte administratif 2014

RECETTES REELLES	44 399 990,42	45 341 193,11
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 073 249,00	6 073 249,00
OPERATION ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTION	0,00	31 629,75
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	50 473 239,42	51 446 071,86
DEPENSES REELLES	47 882 358,60	43 457 416,41
DEPENSES D'ORDRE BUDGETAIRES	1 135 870,00	1 082 045,45
OPERATION ORDRE TRANSFERT ENTRE SECTION	0,00	31 629,75
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	49 018 228,60	44 571 091,61
EPARGNE BRUTE	1 455 010,82	6 874 980,25



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE 2014

↳ Section investissement

	Budget 2014	C.A 2014
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 455 010,82	
AFFECTATION DU RESULTAT	5 752 948,00	5 752 948,00
AMORTISSEMENTS	1 135 870,00	1 082 045,45
RECETTES D'ORDRE BUDGETAIRES	8 343 828,82	6 834 993,45
ANNUITE DE LA DETTE - Capital	821 250,00	782 445,12
EXCEDENT DE FINANCEMENT	7 522 578,82	6 052 548,33
RECETTES PROPRES INVESTISSEMENT	1 030 200,00	1 243 955,11
SUBVENTIONS INVESTISSEMENT	4 412 899,53	2 824 987,37
OPERATIONS SOUS MANDAT	1 285 972,00	665 979,00
ALIENATIONS	44 000,00	31 629,75
EMPRUNTS	5 779 197,02	2 000 000,00
RECETTES REELLES	12 552 268,55	6 766 551,23
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT	20 074 847,37	12 819 099,56
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT	20 074 847,37	9 141 062,73
EXCEDENT DE CLOTURE		3 678 036,83
TOTAL RESTES A REALISER RECETTES		1 885 479,89
TOTAL RESTES A REALISER DEPENSES		8 527 267,25



RAPPORT
D'ACTIVITÉ

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

↪ Section fonctionnement (détail par postes)

	BUDGET 2014	C.A. 2014	ECART
RECETTES DE FONCTIONNEMENT			
Résultat de fonctionnement reporté (excédent)	6 073 249,00	6 073 249,00	0,00
Atténuations de charges	30 000,00	73 585,96	
Produits des services	2 325 440,00	2 435 474,41	
Impôts et taxes	32 078 734,00	32 833 479,26	
Dotations et participations	9 549 416,42	9 387 645,89	
Autres produits de gestion courante	340 600,00	428 825,53	
Produits financiers	25 800,00	25 759,01	
Produits exceptionnels	50 000,00	156 423,05	
	44 399 990,42	45 341 193,11	941 202,69
Différence sur réalisations cessions immobilisations	0,00	19 669,75	
Produits des cessions d'immobilisations	0,00	11 960,00	
	0,00	31 629,75	31 629,75
TOTAL RECETTES	50 473 239,42	51 446 071,86	972 832,44
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Charges à caractère général	17 639 012,78	14 694 726,99	
Charges de personnel	12 014 996,82	11 136 872,51	
Atténuations produits	13 283 922,00	13 280 661,52	
Autres charges de gestion courante	4 219 227,00	3 817 671,20	
Charges financières (dont ICNE)	611 500,00	462 237,65	
Charges exceptionnelles	77 500,00	65 246,54	
Dépenses imprévues	36 200,00	0,00	
	47 882 358,60	43 457 416,41	-4 424 942,19
Dotations aux amortissements	1 135 870,00	1 082 045,45	-53 824,55
Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00	31 629,75	31 629,75
TOTAL DEPENSES	49 018 228,60	44 571 091,61	-4 447 136,99
RESULTAT	1 455 010,82	6 874 980,25	5 419 969,43

Les moyens financiers : Le compte administratif 2014

↳ Section fonctionnement (détail par postes)

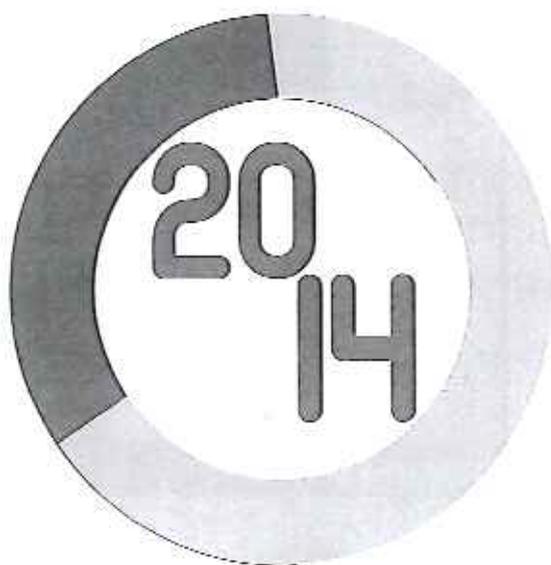
RECETTES D'INVESTISSEMENT	Budget 2014	C.A 2014
Affectation du résultat	5 752 948,00	5 752 948,00
Dotations	1 000 000,00	1 198 963,00
Subventions d'investissement	4 412 899,53	2 824 987,37
Emprunts	5 779 197,02	2 000 000,00
Immobilisations en cours	0,00	14 844,42
Autres immobilisations financières	30 200,00	30 147,69
Opérations sous mandat (DMO)	1 285 972,00	665 979,00
	12 508 268,55	6 734 921,48
Produits de cessions d'immobilisations	44 000,00	31 629,75
Dotations aux amortissements	1 135 870,00	1 082 045,45
Virement de la section de fonctionnement	1 455 010,82	
TOTAL RECETTES	20 896 097,37	13 601 544,68

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	Budget 2014	C.A 2014
Solde d'exécution reporté d'investissement (déficit)	636 473,82	636 473,82
Remboursement de la dette en capital	821 250,00	782 445,12
Immobilisations incorporelles (études)	2 672 880,18	694 845,33
Subventions d'équipements versées	1 083 223,43	175 874,99
Immobilisations corporelles (acquisitions)	3 587 832,91	1 318 477,05
Immobilisations en cours (travaux)	10 761 465,03	6 295 721,79
Opérations sous mandat (DMO)	1 332 972,00	0,00
	20 259 623,55	9 267 364,28
Différence sur réalisations cessions d'immobilisations	0,00	19 669,75
TOTAL DEPENSES	20 896 097,37	9 923 507,85
	RESULTAT	3 678 036,83

Les moyens financiers : Le compte administratif 2014

↳ Section fonctionnement
(détail par postes)

RESTES A REALISER		
RECETTES		1 885 479,89
Subventions à recevoir		1 265 486,89
Opérations sous mandat (DMO)		619 993,00
DEPENSES		8 527 267,25
Immobilisations incorporelles (études)		1 725 089,20
Subventions d'équipements versées		905 511,02
Immobilisations corporelles (acquisitions)		1 698 464,18
Immobilisations en cours (travaux)		3 033 274,85
Opérations sous mandat (DMO)		1 164 928,00



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

↳ RECETTES ET DÉPENSES D'INVESTISSEMENT 2014 (détail par postes)

➤ Aménagement du territoire

	DÉPENSES			RECETTES		
	REALISEES	RESTE ENGAGES	TOTAL	REALISEES	A RECEVOIR	TOTAL
Carrefour giratoire sur la RD554 et création voie accès ZA Pas de Menc Vinon sur Verdon	2 513 903,63	55 526,01	2 569 429,64	579 036,00	0,00	579 036,00
Carrefour giratoire ZA La Carrière Volx	3 120,00	2 990,00	6 110,00			
Plans topo	5 970,00	0,00	5 970,00			
Eco Campus Ste Tulle (études)	450 260,46	1 074 947,76	1 525 208,22	0,00	129 054,00	129 054,00
Eco Campus Ste Tulle (acquisition terrains)	0,00	796 655,40	796 655,40			
Pôle multimodal gare de la Brillanne	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
Installations bornes véhicules électriques	0,00	17 908,20	17 908,20			
Avenue Joseph Cugnot ZI St Joseph Manosque	89 810,85	5 672,00	95 482,85			
Giratoire ZI St Joseph - Canal Manosque	724 290,35	0,00	724 290,35	320 000,00	0,00	320 000,00
Aménagement piste cyclable	0,00	186 744,00	186 744,00			
Suppression passage à niveau 89 Manosque	37 412,50	275 282,70	313 195,20			
Quartier La Villette Manosque (Halte routière)	0,00	1 120 000,00	1 120 000,00	0,00	135 324,00	135 324,00
Dotation d'équipement des territoires ruraux				30 140,10	0,00	30 140,10
TOTAL	3 824 767,79	3 536 226,07	7 360 993,86	929 176,10	284 378,00	1 213 554,10



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

↳ RECETTES ET DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT 2014
(détail par postes)

➤ O.M. Déchetteries, tri sélectif

	DEPENSES			RECETTES		
Déchetterie Valensole				105 000,00	0,00	105 000,00
Achat colonnes de tri et conteneurs	171 392,15	105 593,77	276 985,92	13 353,86	0,00	13 353,86
TOTAL	171 392,15	105 593,77	276 985,92	118 353,86	0,00	118 353,86

➤ Développement du territoire

	DEPENSES			RECETTES			
Centre des Congrès Gréoux les Bains (AP/CP)	-	428 814,07	81 245,09	510 059,16	1 216 135,82	501 847,41	1 717 983,23
Centre des Congrès : matériel, mobilier (AP/CP)		391 664,24	554,41	392 218,65			
TOTAL		820 478,31	81 799,50	902 277,81	1 216 135,82	501 847,41	1 717 983,23

➤ Planification Urbaine

PLANIFICATION URBAINE	-	DEPENSES		RECETTES			
Révision générale du SCOT	-	17 435,42	146 618,40	164 053,82	24 700,40	47 860,00	72 560,40
TOTAL		17 435,42	146 618,40	164 053,82	24 700,40	47 860,00	72 560,40

➤ Espaces Forestiers

ESPACES FORESTIERS	-	DEPENSES		RECETTES			
Travaux espaces forestiers Esparron du Verdon	-	0,00	106 956,00	106 956,00	0,00	228 000,00	228 000,00
TOTAL		0,00	106 956,00	106 956,00	0,00	228 000,00	228 000,00

➤ Déplacements, Mobilité, Transports

DEPLACEMENTS MOBILITE TRANSPORTS	-	DEPENSES		RECETTES		
Mise en conformité accès bus	-	56 934,87	19 165,80	76 100,67		0,00
TOTAL		56 934,87	19 165,80	76 100,67	0,00	0,00

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

↳ RECETTES ET DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT 2014
(détail par postes)

➤ Développement économique

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	DEPENSES			RECETTES		
ZI St Maurice Manosque	-			250 000,00	0,00	250 000,00
Zones d'activités DLVA	-	20 032,82	125 867,70	145 900,52		
Zone d'activité St Pierre Sainte Tulle	-	26 280,00	20 100,00	46 380,00		
ZAD Font de Durance Oraison	-	15 428,40	67 906,20	83 334,60	6 930,56	5 569,44
Signalitique (RIS et TOTEM) zones activités	-	5 649,60	0,00	5 649,60	0,00	0,00
TOTAL		67 390,82	213 873,90	281 264,72	256 930,56	5 569,44

➤ système d'information territorial

SYSTEME D'INFORMATION TERRITORIAL	DEPENSES			RECETTES		
Acquisition matériel, logiciels	-	0,00	4 992,00	4 992,00	0,00	10 832,04
Relevé parcellaire aérien pavés numériques SCOT	-	2 320,56	39 240,00	41 560,56	0,00	0,00
TOTAL		2 320,56	44 232,00	46 552,56	0,00	10 832,04

➤ Culture

CULTURE	DEPENSES			RECETTES		
Théâtre Jean le Bleu Manosque		72 337,57	0,00	72 337,57		
Théâtre Henri Fluchère Sainte Tulle		0,00	15 378,23	15 378,23		
Médiathèque Vinon sur Verdon		394 311,50	14 470,41	408 781,91	48 298,00	48 298,00
Médiathèques : matériel, mobilier		6 512,41	2 436,80	8 949,21		
Équipement numérisation cinéma Gréoux les Bains et Vinon sur Verdon		19 489,87	0,00	19 489,87	60 833,63	0,00
Château Gréoux les Bains		0,00	14 040,00	14 040,00		
Salle Eden Oraison		15 636,00	3 993,83	19 629,83		
Restauration de l'ancien couvent des Observantins Manosque (AP/CP)		920 733,21	121 697,67	1 042 430,88	0,00	50 000,00
Hôtel Mazan Riez		620 740,65	165 578,33	786 318,98	8 500,00	350 000,00
TOTAL		2 049 761,21	337 595,27	2 387 356,48	117 631,63	400 000,00



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

↳ RECETTES ET DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT 2014
(détail par postes)

➤ Eclairage public

ECLAIRAGE PUBLIC	DÉPENSES			RECETTES		
Allemagne en Provence	4 658,90	9 040,80	13 699,70			
Brunet	0,00	1 276,80	1 276,80			
Corblères	2 334,36	28 000,00	30 334,36			
Entrevennes	0,00	8 660,40	8 660,40			
Esparron de Verdon	10 820,92	4 346,40	15 167,32			
Gréoux les Bains	8 763,09	2 692,80	11 455,89			
La Brillanne	3 308,99	1 596,00	4 904,99			
Le Castellet	42 344,14	37 399,74	79 743,88			
Manosque	212 264,85	77 996,78	290 261,63			
Montagnac-Montpezat	9 989,70	20 081,60	30 071,30			
Montfuron	42 672,00	17 328,00	60 000,00			
Oraison	11 964,80	95 930,40	107 895,20			
Pierrevert	13 132,56	38 937,86	52 070,42			
Puimichel	0,00	669,60	669,60			
Puimoisson	2 280,42	12 540,00	14 820,42			
Quinson	0,00	18 418,80	18 418,80			
Riez	0,00	33 652,80	33 652,80			
Roumoules	1 396,91	9 493,20	10 890,11			
Saint Laurent du Verdon	0,00	34 518,00	34 518,00			
Saint Maïme	0,00	1 459,20	1 459,20			
Saint Martin de Brômes	0,00	7 291,20	7 291,20			
Sainte Tulle	85 223,79	37 071,28	122 295,07			
Valensole	26 657,30	13 363,20	40 020,50			
Villeneuve	88 827,95	62 792,00	151 619,95	0,00	15 000,00	15 000,00
Vinon sur Verdon	1 589,06	0,00	1 589,06			
Volx	0,00	98 757,20	98 757,20			
Diagnostic EP	1 728,00	148 173,60	149 901,60			
Outillage spécifique	10 442,80	0,00	10 442,80			
TOTAL	580 400,54	821 487,66	1 401 888,20	0,00	15 000,00	15 000,00

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

↳ RECETTES ET DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT 2014
(détail par postes)

➤ Subventions d'équipement

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	DEPENSES			RECETTES		
Aire d'accueil Montfuron	60 000,00	0,00	60 000,00			
Bâtiments Puimoisson	0,00	46 000,00	46 000,00			
Bâtiments Quinson	24 529,95	0,00	24 529,95			
Bâtiments Corbières	0,00	0,00	0,00			
Bâtiments Le Castellet	13 900,00	0,00	13 900,00			
Bâtiments La Brillanne	13 924,13	0,00	13 924,13			
Salle polyvalente Puimichel	0,00	12 650,00	12 650,00			
Voiries Allemagne en Provence	10 000,00	0,00	10 000,00			
Voiries Saint Martin de Brômes	0,00	23 557,69	23 557,69			
Voiries Roumoules	0,00	0,00	0,00			
Voiries Brunet	0,00	58 420,00	58 420,00			
Voiries Montagnac-Montpezat	0,00	56 133,33	56 133,33			
Voiries Saint Maime	13 500,00	0,00	13 500,00			
Matériel Entrevennes	0,00	8 750,00	8 750,00			
Matériel Saint Laurent du Verdon	6 589,69	0,00	6 589,69			
Réhabilitation Ilôt Ferrier Riez	28 431,22	0,00	28 431,22			
Achat matériel - Fréquence Mistral	5 000,00	0,00	5 000,00			
PLH résidence accueil personnes en souffrance	0,00	100 000,00	100 000,00			
Concession assainissement Vinon sur Verdon	0,00	600 000,00	600 000,00			
TOTAL	175 874,99	905 511,02	1 081 386,01	0,00	0,00	0,00



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

↳ RECETTES ET DÉPENSES
D'INVESTISSEMENT 2014
(détail par postes)

ACQUISITIONS	DEPENSES			RECETTES		
Matériel de transport	26 545,61	361 757,16	388 302,77			
Terrains	420,00	360 080,00	360 500,00	162 059,00	0,00	162 059,00
Matériel et mobilier	46 699,35	20 355,44	67 054,79			
Téléphonie	33 817,10	0,00	33 817,10			
Matériels informatiques	433 529,95	31 766,42	465 296,37			
Logiciels informatiques	177 150,49	376 276,84	553 427,33			
TOTAL	718 162,50	1 150 235,86	1 868 398,36	162 059,00	0,00	162 059,00
AUTRES						
Station épuration Vinon sur Verdon (encaissement et reversement de subvention pour le compte de la SEERC)	0,00	1 057 972,00	1 057 972,00	665 979,00	391 993,00	1 057 972,00
TOTAL	0,00	1 057 972,00	1 057 972,00	665 979,00	391 993,00	1 057 972,00

TOTAL	8 484 919,16	8 527 267,25	17 012 186,41	3 490 966,37	1 885 479,89	5 376 446,26
--------------	---------------------	---------------------	----------------------	---------------------	---------------------	---------------------



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

➔ AFFECTATION RÉSULTAT FONCTIONNEMENT 2014

Excédent de fonctionnement au 31.12.2014	6 874 980,25
Excédent d'investissement au 31.12.2014	3 678 036,83
Restes à réaliser dépenses d'investissement au 31.12.2014	-8 527 267,25
Restes à réaliser recettes d'investissement au 31.12.2014	1 885 479,89
Besoin de financement	-2 963 750,53

il est demandé au Conseil Communautaire :

- d'affecter à la section d'investissement (N.1068 F.01) : 2 963 750,53 €
- de reporter en section de fonctionnement (N.002 F.01) : 3 911 229,72 €



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

➤ ZAC CHANTEPRUNIER

POLE MULTI SERVICES COMMERCIAL, Manosque

SECTION D'EXPLOITATION		
042	Constatation stock final	187 685,06
TOTAL DES RECETTES		187 685,06
042	Sortie stock initial	187 685,06
TOTAL DES DEPENSES		187 685,06
SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)		
040	Sortie stock initial	187 685,06
TOTAL DES RECETTES		187 685,06
001	Déficit reporté	187 685,06
040	Constatation stock final	187 685,06

Total des dépenses : 375 370,12

Déficit de clôture : 187 685,06

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

➤ ZAC CHANTEPRUNIER

POLE SANTÉ EDUCATIF MIXITÉ SOCIALE

SECTION D'EXPLOITATION	
Participation équipements publics	33 784,00
Participation Département 04	41 400,00
Produits exceptionnels	16 834,25
TOTAL DES RECETTES	92 018,25
Résultat de fonctionnement reporté	32 114,64
Achat terrains	919 639,56
Etudes, équipements et travaux	2 394 750,12
TOTAL DES DEPENSES	3 346 504,32
DEFICIT DE CLOTURE	3 254 486,07

SECTION D'INVESTISSEMENT	
Remboursement avance ERDF	248 049,98
TOTAL DES RECETTES	248 049,98
Déficit reporté	1 805 845,91
Dépôts et cautionnement reçus	2 988,00
TOTAL DES DEPENSES	1 808 833,91
DEFICIT DE CLOTURE	1 560 783,93

Les moyens financiers :
Le compte administratif 2014

➤ ZA LES GRANDES TERRES à Manosque

SECTION D'EXPLOITATION	
Vente de terrains	650 240,00
Constatation stock final	3 632 753,02
TOTAL DES RECETTES	4 282 993,02
Etudes, équipements et travaux	926 570,64
2 Sortie stock initial	3 356 422,38
TOTAL DES DEPENSES	4 282 993,02

SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)	
Sortie stock initial	3 356 422,38
TOTAL DES RECETTES	3 356 422,38
Déficit reporté	3 356 422,38
Constatation stock final	3 632 753,02
TOTAL DES DEPENSES	6 989 175,40
DEFICIT DE CLOTURE	3 632 753,02



Les moyens financiers :
Le compte administratif 2014

➤ LOTISSEMENT BASTIDE BLANCHE
RIVE DROITE SAINTE-TULLE

SECTION D'EXPLOITATION	
Constatation stock final	120 925,48
TOTAL DES RECETTES	120 925,48
Sortie stock initial	120 925,48
TOTAL DES DEPENSES	120 925,48

SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)	
Sortie stock initial	120 925,48
TOTAL DES RECETTES	120 925,48
001 Déficit reporté	98 152,15
040 Constatation stock final	120 925,48
TOTAL DES DEPENSES	219 077,63
DEFICIT DE CLOTURE	98 152,15

Les moyens financiers : Le compte administratif 2014

➤ ZA DU MOULIN À CORBIÈRES

SECTION D'EXPLOITATION		
042	Constatation stock final	94 735,43
TOTAL DES RECETTES		94 735,43
042	Sortie stock initial	94 735,43
TOTAL DES DEPENSES		94 735,43

SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)		
	Sortie stock initial	94 735,43
TOTAL DES RECETTES		94 735,43
	Déficit reporté	81 649,43
	Remboursement dépôts et cautionnements reçus	4 794,00
	Constatation stock final	94 735,43
TOTAL DES DEPENSES		181 178,86
DEFICIT DE CLOTURE		86 443,43

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

➤ ZA LES GRANDS JARDINS À SAINTE-TULLE

SECTION D'EXPLOITATION	
Constatation stock final	107 725,69
TOTAL DES RECETTES	107 725,69
Sortie stock initial	107 725,69
TOTAL DES DEPENSES	107 725,69

SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)	
Sortie stock initial	107 725,69
TOTAL DES RECETTES	107 725,69
Déficit reporté	107 725,69
Constatation stock final	107 725,69
TOTAL DES DEPENSES	215 451,38
DEFICIT DE CLOTURE	107 725,69

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

➤ ZA VILLENEUVE -ORAISSON

SECTION D'EXPLOITATION	
Vente de terrains	102 377,00
Participation Département 04	46 168,07
Constatation stock final	679 340,26
Transfert charges financières	28 250,12
TOTAL DES RECETTES	856 135,45
Etudes, équipements et travaux	10 251,76
Charges financières	28 250,12
Sortie stock initial	789 383,45
Intégration frais financiers au coût de production	28 250,12
TOTAL DES DEPENSES	856 135,45

SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)	
Sortie stock initial	789 383,45
TOTAL DES RECETTES	789 383,45
Déficit reporté	151 549,33
Remboursement capital emprunt	45 985,09
Constatation stock final	679 340,26
TOTAL DES DEPENSES	879 874,68
DEFICIT DE CLOTURE	90 491,23



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

➤ LOTISSEMENT L'ARGENTIERE II- ROUMOULES

SECTION D'EXPLOITATION	
Vente de terrains	106 920,00
Constatation stock final	190 328,73
TOTAL DES RECETTES	297 248,73
Etudes, Equipements et travaux	291 481,00
Sortie stock initial	5 767,73
TOTAL DES DEPENSES	297 248,73

SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)	
Sortie stock initial	5 767,73
TOTAL DES RECETTES	5 767,73
Solde exécution reporté	5 767,73
Constatation stock final	190 328,73
TOTAL DES DEPENSES	196 096,46
DEFICIT DE CLOTURE	190 328,73

Les moyens financiers : Le compte administratif 2014

➤ ZA PAS DE MENC - VINON SUR VERDON

SECTION D'EXPLOITATION

Constations stock final	290 956,34
-------------------------	------------

TOTAL DES RECETTES	290 956,34
---------------------------	-------------------

Sortie stock Initial	290 956,34
----------------------	------------

TOTAL DES DEPENSES	290 956,34
---------------------------	-------------------

SECTION D'INVESTISSEMENT (STOCK)

Sortie stock initial	290 956,34
----------------------	------------

TOTAL DES RECETTES	290 956,34
---------------------------	-------------------

Déficit reporté	290 956,34
-----------------	------------

Constatacion stock final	290 956,34
--------------------------	------------

TOTAL DES DEPENSES	581 912,68
---------------------------	-------------------

DEFICIT DE CLOTURE	290 956,34
---------------------------	-------------------



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

EAU RÉGIE

➔ A - SECTION D'EXPLOITATION

DÉPENSES

Charges à caractère général	1 298 390,24
Charges de personnel	655 489,78
Atténuations de produits	760 329,00
Dotations aux amortissements	609 885,01
Autres charges de gestion courante	8 414,06
Charges financières (intérêts)	164 133,69
Charges exceptionnelles	65 255,19

TOTAL DES DEPENSES	3 561 896,97

RECETTES

Résultat de fonctionnement reporté	1 145 796,33
Atténuations de charges	183,40
Amortissements subventions	1 071 548,04
Vente d'eau et prestations de services	3 306 238,45
Produits exceptionnels	3 910,15

TOTAL DES RECETTES	5 527 676,37

RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION DES DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES AU 31 DECEMBRE (EXCEDENT)	1 965 779,40

Dépenses engagées non mandatées au 31 décembre 2014	98 969,77
RESULTAT CUMULE (EXCEDENT)	1 866 809,63

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

EAU RÉGIE

→ B - SECTION D'INVESTISEMENT

DÉPENSES

Solde exécution reporté	226 472,59
Amortissements subventions	1 071 548,04
Remboursement capital dette	287 737,00
Etudes, insertions, licences et brevets	70 864,06
Acquisitions corporelles	86 930,32
Travaux, installations techniques	188 257,93
TOTAL DES DEPENSES	1 931 809,94

RECETTES

Dotations aux amortissements	609 885,01
Affectation du résultat 2013 de la section d'exploitation	55 549,42
Subventions d'investissements reçues	116 386,57
Emprunts	1 052 333,34
TOTAL DES RECETTES	1 834 154,34

RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION

DES RESTES A REALISER (DEFICIT) 97 655,60

Restes à réaliser en dépenses		465 090,64
Etudes, insertions, licences et brevets	86 130,12	
Acquisitions corporelles	276 748,48	
Travaux, installations techniques	102 212,04	
Restes à réaliser en recettes		926 527,49
Subventions d'investissements reçues	926 527,49	
RESULTAT CUMULE (EXCEDENT)		363 781,25

Les moyens financiers : Le compte administratif 2014

ASSAINISSEMENT REGIE

➔ A - SECTION D'EXPLOTATION

DÉPENSES

Charges à caractère général	864 995,91
Charges de personnel	389 232,73
Atténuations de produits	150 816,00
Dotations aux amortissements	599 176,71
Autres charges de gestion courante	5 211,82
Charges financières (intérêts)	143 315,16
Charges exceptionnelles	29 647,44

TOTAL DES DEPENSES

2 182 395,77

RECETTES

Résultat de fonctionnement reporté	669 581,07
Amortissements subventions	1 702 253,81
Vente d'eau et prestations de services	1 549 247,78
Subventions d'exploitation	51 018,51
Produits exceptionnels	4 705,26

TOTAL DES RECETTES

3 976 806,43

**RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION
DES DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES
AU 31 DECEMBRE (EXCEDENT)**

1 794 410,66

**Dépenses engagées non mandatées au 31 décembre
2014**

51 974,76

RESULTAT CUMULE (EXCEDENT)

1 742 435,90

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

ASSAINISSEMENT REGIE

➔ B - SECTION D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES

Amortissements subventions	1 702 253,81	
Remboursement capital dette	179 500,75	
Etudes, insertions, licences et brevets	36 106,17	
Acquisitions corporelles	45 994,14	
Travaux, installations techniques	2 014 277,51	
TOTAL DES DEPENSES		3 978 132,38

RECETTES

Solde d'exécution reporté	542 066,75	
Dotations aux amortissements	599 176,71	
Affectation du résultat 2013 de la section d'exploitation	869 056,08	
Subventions d'investissements reçues	903 556,43	
Emprunts	938 000,00	
TOTAL DES RECETTES		3 851 855,97

RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION DES RESTES A REALISER (DEFICIT)

126 276,41

Restes à réaliser en dépenses

1 142 251,09

Etudes, insertions, licences et brevets	26 568,44
Acquisitions corporelles	222 330,48
Travaux, installations techniques	893 352,17

Restes à réaliser en recettes

1 742 576,43

Subventions d'investissements reçues	1 742 576,43
--------------------------------------	--------------

RESULTAT CUMULE (EXCEDENT)

474 048,93

Les moyens financiers :

Le compte administratif 2013

ASSAINISSEMENT AFFERMAGE

➔ A - SECTION D'EXPLOITATION

Charges à caractère général	13 296,95
Dotations aux amortissements	364 733,27
Charges financières (intérêts)	9 448,87
Charges exceptionnelles	740,00

TOTAL DES DEPENSES **388 219,09**

Résultat de fonctionnement reporté	1 347 348,34
Amortissements subventions	331 174,87
Prestations de services, surtaxe communale	314 432,28
Prime épuration	220 648,03
Autres produits de gestion courante	6 193,20

TOTAL DES RECETTES **2 219 796,72**

**RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION
DES DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES
AU 31 DECEMBRE (EXCEDENT)**

1 831 577,63

Dépenses engagées non mandatées au 31 décembre 2014

1 797,13

RESULTAT CUMULE (EXCEDENT)

1 829 780,50

Les moyens financiers :
Le compte administratif 2014

ASSAINISSEMENT AFFERMAGE

➔ B - SECTION D'INVESTISSEMENT

Amortissements subventions	331 174,87
Transferts droits à déduction TVA	6 365,25
Remboursement capital dette	31 226,22
Frais d'études	21 600,00
Travaux, installations techniques	1 209 011,26

TOTAL DES DEPENSES 1 599 377,60

Solde d'exécution reporté	1 735 898,87
Dotations aux amortissements	364 733,27
Transferts droits à déduction TVA	6 365,25
Subventions d'investissement	220 189,62
Emprunts	1 420 000,00
Droits à déduction TVA	6 365,25

TOTAL DES RECETTES 3 753 552,26

**RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION
DES RESTES A REALISER (EXCEDENT)**

2 154 174,66

Restes à réaliser en dépenses 3 183 942,12

immobilisation corporelle 47 331,00
Travaux installations techniques 3 136 611,12

Restes à réaliser en recettes 1 202 808,38

Subventions d'investissement à recevoir 1 202 808,38

RESULTAT CUMULE (EXCEDENT) 173 040,92

Les moyens financiers :
Le compte administratif 2014

EAU AFFERMAGE

→ A - SECTION D'EXPLOTATION

Charges à caractère général	4 432,37
Dotations aux amortissements	525 929,28
Charges financières (intérêts)	187 094,49

TOTAL DES DEPENSES	717 456,14
---------------------------	-------------------

Résultat de fonctionnement reporté	232 753,47
Amortissements subventions	438 464,11
Surtaxe communale	581 775,06

TOTAL DES RECETTES	1 252 992,64
---------------------------	---------------------

**RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION
DES DEPENSES ENGAGEES NON MANDATEES
AU 31 DECEMBRE (EXCEDENT)**

535 536,50

Dépenses engagées non mandatées au 31 décembre
2014

11 665,25

RESULTAT CUMULE (EXCEDENT)

523 871,25



Les moyens financiers :

Le compte administratif 2014

EAU AFFERMAGE

➔ B - SECTION D'INVESTISSEMENT

Solde exécution reporté	328 717,30	
Amortissements subventions	438 464,11	
Transfert droits à déduction TVA	46 964,58	
Remboursement capital dette	123 311,90	
Immobilisations corporelles	26 231,34	
Travaux réseaux eau potable	305 334,56	
TOTAL DES DEPENSES		1 269 023,79

Dotations aux amortissements	525 929,28	
Transfert droits à déduction TVA	46 964,58	-
Affectation du résultat 2013 de la section d'exploitation	492 228,51	-
Subventions d'investissements	58 043,38	
Emprunts	1 115 000,00	-
Droits à déduction TVA	46 964,58	-
TOTAL DES RECETTES		2 285 130,33

RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION DES RESTES A REALISER (EXCEDENT)	1 016 106,54
--	---------------------

Restes à réaliser en dépenses		361 502,16
Immobilisations corporelles	4 391,00	
Travaux, installations techniques	357 111,16	
Restes à réaliser en recettes		130 906,62
Subventions d'investissements reçues	130 906,62	
RESULTAT CUMULE (EXCEDENT)		785 511,00

Les moyens financiers :
Le compte administratif 2014

SPANC

➤ (Service Public Assainissement Non Collectif)

➤ A - SECTION D'EXPLOITATION

Charges à caractère général	1,00
Charges de personnel	49 517,61
Dotations aux amortissements	209,46
Charges exceptionnelles	252,00

TOTAL DES DEPENSES 49 980,07

Résultat de fonctionnement reporté	14 697,78
Prestations de services et redevances	28 140,00
Subvention d'exploitation	1 450,00

TOTAL DES RECETTES 44 287,78

RESULTAT CUMULE (DEFICIT) 5 692,29

➤ B - SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DES DEPENSES 0,00

Solde d'exécution reporté	5 670,72
Dotations aux amortissements	209,46

TOTAL DES RECETTES 5 880,18

**RESULTAT CUMULE AVANT COMPTABILISATION
DES RESTES A REALISER (EXCEDENT)** 5 880,18

Restes à réaliser en dépenses	12 577,67
Acquisition véhicule	12 577,67

RESULTAT CUMULE (DEFICIT) 6 697,49



20
14

RAPPORT D'ACTIVITÉ

PÔLE RESSOURCES

Les moyens humains :

- DRH.
- Conseil de gestion.
- Marchés publics.
- Juridique & assurances.
- Systèmes d'information.

C. Les moyens humains : L'organisation des services

Deux collectivités autonomes, des services mutualisés :

Dans un souci d'efficacité, de performance et d'optimisation de leurs charges de fonctionnement, Durance Luberon Verdon Agglomération et la Ville de Manosque ont choisi de mutualiser leurs services.

La mutualisation revêt deux modalités principales :

- La mise à disposition des services en cas de transfert des compétences à la communauté d'agglomération. Dans ce cas, le personnel est placé sous l'autorité hiérarchique du président de la Communauté d'Agglomération
- La constitution de services communs ou moyens généraux, au-delà des compétences transférées. Il s'agit des services finances, marchés publics, informatique, juridique, ressources humaines...

Trois types de services :

LES SERVICES COMMUNAUTAIRES :

Ces services interviennent uniquement sur les compétences transférées à la DLVA et concernent toutes les communes ayant rejoint la communauté d'agglomération
Ex : Aménagement des zones d'activités, la culture...

LES SERVICES MUTUALISÉS :

Il s'agit principalement des services fonctionnels dont les services concernent à la fois la Ville de Manosque et DLVA.
Ex: le service des ressources humaines, le service commande publique, le service juridique...

LES SERVICES MUNICIPAUX :

Les compétences mises en œuvre par ces services restent municipales.
Ex : le service des affaires générales, élections, état civil, la gestion du domaine public, la Police Municipale...

une direction générale unique :

Une direction générale unique composée du directeur général des services, Jean-Paul Landais et de six directeurs généraux adjoints, veille à la mise en application des orientations décidées par les élus.

PÔLE VIE LOCALE ET CULTURELLE :

Yves Claudet - directeur général adjoint
Chargé de la culture, formalités administratives, gestion du domaine public, des festivités, du tourisme, de la lecture publique, technique culturelle, musées, archives, centre Giono et école de musique.

PÔLE COHÉSION SOCIALE :

Laure Jullien - directrice générale adjointe
Chargée de la prévention et de la médiation, politique de la Ville et habitat, police, éducation, enfance et jeunesse, sports et vie associative.

PÔLE FINANCES :

Bernard Barbié - directeur général

PÔLE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL :

Dominique Bertin - directeur général adjoint
Chargé du droit des sols, planification urbaine, foncier, développement économique et attractivité du territoire, aménagement du territoire, mobilité et déplacements et système d'information géographique.

PÔLE RESSOURCES :

Claude Teyssié - directrice générale adjointe
Chargée du conseil de gestion, de la gestion des ressources humaines, des affaires juridiques et assurances, de la commande publique et du système d'information.

PÔLE TECHNIQUE :

Florent Diaz - directeur général adjoint
Chargé du bureau d'études voirie, de l'environnement, des antennes territoriales, de l'eau potable et assainissement, du patrimoine bâti, de l'administration technique et des ressources.

L'organigramme des services

CABINET DU MAIRE et PRÉSIDENT
 Directeur
Laurent DOFOUR
 cabinet@dwa.fr
 04 92 70 34 17/21

CHEF de CABINET
 Méline ESTIÉ-BUTIN
 mestiebutin@dwa.fr
 04 92 70 34 17/21

COMMUNICATION
 Etienne SARCIN
 esarcin@dwa.fr
 04 92 70 35 76





Bernard
JEAN-PIERRE PERALIN
 Président DWA
 Maire de Marsasque
 ospalin@dwa.fr
 04 92 70 34 17 x 21



Directeur Général de Services
Jean-Paul LAMONAIS
 jpl@dwa.fr
 04 92 70 34 55



Secrétaire Général et Services aux communes
 Marie-Thérèse RISTAUD
 mristaud@dwa.fr
 04 92 70 34 56



P VIE LOCALE et CULTURELLE
D.G.A. Yves CLAUDET
 yclaudet@dwa.fr
 04 92 70 34 93



Directeur Services à la population
 Yves CLAUDET

Directeur Dev. Culturel
 Bernard SOURICE

P COHESION SOCIALE
D.G.A. Julien LEINE
 jleine@dwa.fr
 04 92 70 34 70



Politique de la Ville et Habitat
 Patrick VARRELA

Education
 Amine BOUSSCARLE

Juunesse
 Bertrand BENERRHAT

Police
 Stéphane TASSISTRO

Sport et vie
 Alsi BENERRHAT

P FINANCES
D.G.A. Bernard BRABIE
 bbrabie@dwa.fr
 04 92 70 34 92



Finances
 Corinne BRUNEL

P RESSOURCES
D.O.M. Denis TESSIE
 dtessie@dwa.fr
 04 92 70 34 59



Gestion Ressources Humaines
 Corinne RODRIGUEZ

Juridique
 Amélie GALLOT

Assurances
 Amélie GALLOT

Commande Publique
 Juliette DUFOUR

Conseil de gestion
 Christine LEVAIRE-HEMME

Systèmes d'information
 Jean-Christophe DRAPRI

P DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL
D.G.A. Dominique BERTIN
 dbertin@dwa.fr
 04 92 70 34 74



Directeur Urbanisme et Foncier
 Bruno AGOSTINI

Directeur Economie et Territoire
 Christophe RASAMIRANJANA

Aménagement du territoire
 Christophe RASAMIRANJANA

Développement Economique et attractivité du territoire
 Mélanie CASSEL

Mobilités Déplacements
 Marie-Elisabeth LEVERUE

S.I.B.
 Sylvain LAUJARO

P TECHNIQUE
D.G.A. Florent DIZZ
 fdizz@dwa.fr
 04 92 70 34 99



Directeur Services Techniques Adjoint

Bureau d'études, Voirie
 Laurent FOURNAISE

Environnement
 Alice BERKERT

Antennes Territoriales
 Jean-Claude SEGUIN

Eau Potable
 Jean-Pierre CARETTE

Assainissement
 Patrick CHARRIER

Patrimoine Bâti
 Patrick CHARRIER

Administration Technique & Ressources
 Muriel DE POUPIQUET

- Tourisme**
 Bertramin GILLAUD-SALMUR
- Formalités administratives**
 Martine LE MOUJELIC
- Gestion du domaine public**
 Houria TARHOUNI
- Festivités**
 S. SAMAZAM-TALERIC
- Lecture Publique**
 Elisabeth EULRY
- Musées**
 Fabienne GAILLICE
- Archives**
 Anne REGA
- Centre d'Art**
 Annick VIGIER
- Ecole de Musique**
 Olivier GILLET

- Technique Culturel**
 Stéphanie GONDRAW
- Politique de la Ville et Habitat**
 Patrick VARRELA
- Education**
 Amine BOUSSCARLE
- Juunesse**
 Bertrand BENERRHAT
- Police**
 Stéphane TASSISTRO
- Sport et vie**
 Alsi BENERRHAT
- Finances**
 Corinne BRUNEL
- Gestion Ressources Humaines**
 Corinne RODRIGUEZ
- Juridique**
 Amélie GALLOT
- Assurances**
 Amélie GALLOT
- Commande Publique**
 Juliette DUFOUR
- Conseil de gestion**
 Christine LEVAIRE-HEMME
- Systèmes d'information**
 Jean-Christophe DRAPRI

- Directeur Services à la population**
 Yves CLAUDET
- Directeur Dev. Culturel**
 Bernard SOURICE
- Directeur Urbanisme et Foncier**
 Bruno AGOSTINI
- Directeur Economie et Territoire**
 Christophe RASAMIRANJANA
- Aménagement du territoire**
 Christophe RASAMIRANJANA
- Développement Economique et attractivité du territoire**
 Mélanie CASSEL
- Mobilités Déplacements**
 Marie-Elisabeth LEVERUE
- S.I.B.**
 Sylvain LAUJARO

- Directeur Services Techniques Adjoint**
- Bureau d'études, Voirie**
 Laurent FOURNAISE
- Environnement**
 Alice BERKERT
- Antennes Territoriales**
 Jean-Claude SEGUIN
- Eau Potable**
 Jean-Pierre CARETTE
- Assainissement**
 Patrick CHARRIER
- Patrimoine Bâti**
 Patrick CHARRIER
- Administration Technique & Ressources**
 Muriel DE POUPIQUET

- Chargée de mission Démarche Qualité**
 Claudine FISCHER
- Chargé de mission S.I.**
 Claude AMERIC

- Chargée de mission Démarche Qualité**
 Claudine FISCHER
- Chargé de mission S.I.**
 Claude AMERIC

- Chargée de mission Démarche Qualité**
 Claudine FISCHER
- Chargé de mission S.I.**
 Claude AMERIC

- LÉGENDE :**
- SERVICES 100% C.A.
 - SERVICES C.A MUTUALISÉS
 - SERVICES VILLE 100%
 - SERVICES VILLE MUTUALISÉS

C. Les moyens humains : Le personnel (effectif, congés, absentéisme)

➤ GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

1 - Présentation du service de gestion des Ressources Humaines :

Le service RH est un service mutualisé qui assure la gestion administrative des agents et des élus de la Ville de Manosque et de DLVA.

Les missions du service concernent :

- le suivi de la carrière administrative des fonctionnaires (de la nomination à la retraite)
- les recrutements nécessaires au remplacement d'agents absents, pour des accroissements temporaires d'activité ou pour des besoins saisonniers
- la paie des agents et des élus
- la formation professionnelle des agents
- le suivi des absences pour maladies
- la gestion du temps du travail

2 - Charges de personnel :

-11 730 413 €

3 - Bilan 2014 : (chiffres au 31/12/2014):

Les effectifs :

- 296 agents (dont 252 titulaires)
- 52% des agents sont des femmes

Recrutements (stagiarisations ou mutations) dans l'année : 23

Départs dans l'année : 13 (dont 6 départs en retraite et
3 mutations à la Ville de Manosque)

Nombre de paies réalisées :

- 312 (296 agents + 16 élus)

Départs en formation (au moins 1 jour de formation dans l'année) :

- 56% des agents de catégorie C - 70% des catégories B - 83% des catégories A



SERVICE CONSEIL DE GESTION

1. Présentation du service

Le service Conseil de Gestion est un service ressource mutualisé dépendant du pôle ressources. Il peut effectuer des études pour le compte des services ville, DLVA ou mutualisés. À titre indicatif, en 2013 le service a travaillé à 54 % pour DLVA et 46 % pour la ville.

Il est composé d'un responsable de service et d'un agent qui travaillent conjointement sur l'ensemble des études confiées au service.

2. Objectifs

Le service de Conseil de Gestion a pour mission de réaliser des études de coût, d'organisation, de mode de gestion pour l'ensemble des services. Les demandes d'intervention peuvent émaner de la direction générale, des élus et des chefs de services soucieux de mesurer leur activité. La priorisation des études est définie par la Direction Générale. Elles sont effectuées sur la base d'une lettre de cadrage.

3. Bilan du service

Les études réalisées par le Conseil de Gestion en 2014 sont les suivantes :

- refacturation des services mutualisés entre DLVA et la ville de Manosque,
- refacturation des services effectués par les communes membres à DLVA dans le cadre des compétences transférées,
- gestion des salles municipales
- stationnement sur l'ensemble de la Ville,
- mise en place de la participation de l'employeur à la protection sociale. A la suite de cette étude, le service est venu en appui aux ressources humaines pour l'accompagnement des agents dans le changement de leur contrat tout au long de l'année.
- Rationalisation de l'utilisation des véhicules,
- redéploiement des compétences du SI,
- création d'un service commun pour la gestion du droit des sols sur le territoire de la DLVA à compter du 1er juillet 2015,
- mise à jour annuelle du rapport d'activité du services des formalités administratives.



Marchés publics

Deux agents gèrent la procédure administrative des marchés publics :

Un troisième agent est venu renforcer le service au mois de septembre 2014.

Nous avons passé et conclu pour la ville :

- Travaux : 15 Marchés à procédure adaptée (MAPA)
- Fournitures : 36 MAPA + 4 appels d'offres
- Services : 21 MAPA + 2 appels d'offres
- + 35 reconductions de marchés pour la Ville
- Pour la DLVA :
- Travaux : 17 MAPA + 1 appel d'offres
- Fournitures : 15 MAPA + 22 appels d'offres
- Services : 29 MAPA + 14 appels d'offres
- + 15 reconductions de marchés pour la DLVA.

Cette année, le service a porté des projets emblématiques tels qu'un concours dans le cadre de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un Eco campus à Sainte Tulle et une délégation de service public pour le camping municipal.

Nous gérons également les marchés récupérés d'ILO et de SUD 04 (environ 120)

Sachant que, pour chaque marché, il faut préparer les pièces administratives, relire et vérifier les pièces techniques, lancer la publicité, mettre le DCE sur le site approprié, répondre aux questions des candidats durant la consultation, réceptionner les offres, préparer la commission d'ouverture des offres, demander le complément des pièces de la candidature, vérifier l'analyse des offres, préparer la commission de Jugement des offres, demander les attestations au candidat retenu, envoyer un courrier aux candidats non retenus, demander l'engagement financier, faire signer le marché, l'envoyer à la reprographie pour copie, le transmettre en sous-préfecture, au retour le donner à la reprographie pour plusieurs exemplaires, notifier le marché au titulaire, distribuer les exemplaires du marché aux services concernés.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres, les délais et la procédure sont rallongés, car le marché passe par la sous-préfecture et des délais légaux variant de 11 à 16 jours, afin d'éviter tout risque de contentieux pré-contractuel sont à respecter.

Pour la ville : 893 courriers envoyés

Pour la DLVA : 1206 courriers envoyés,

Ce total ne comprend pas l'envoi des certificats de paiement aux entreprises, qui sont d'environ 6000 pour l'année 2014, ni des télécopies.

Les courriers concernent la vie d'un marché, ordre de service, avenant, résiliation, changement de dénomination, réponses aux candidats qui n'ont pas été retenus, reconduction, actes de sous-traitance...

Nous avons une personne dédiée en général à la gestion financière des marchés et en particulier à l'établissement des certificats de paiements, retenues de garantie...

Nous avons enfin un acheteur, qui centralise les besoins en matériels et mobiliers des services, rédige les cahiers des charges techniques pour les achats sur étagère, s'occupe de l'analyse des offres, assure le lien avec les fournisseurs et centrale d'achat.



Marchés publics

LISTE DES CONTRATS CONCLUS :

POUR DES TRAVAUX				
Pour la tranche supérieure ou égale à 20 000 et inférieure à 90 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-07	Restauration et Aménagement de l'ancienne Eglise des Observantins - Ecole de Musique - Lots 8 à 11 Ascenseurs	PERDIGON ASCENSEURS 05000 GAP	26 500,00	20/03/14
CA14-09	Travaux d'aménagement du lot A au quartier des Grandes Terres Éclairage Public	TRAVAUX ELECTRIQUES DU MIDI 04100 MANOSQUE	53 573,77	03/03/14
CA13-159	TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU RAVIN DES COUQUIERES Tronçon 5	COSEPI France 04510 AIGLUN	82 000,00	06/01/14
CA14-35	Restauration et aménagement de l'ancienne église des Observantins - Ecole de Musique Sols coulés	ST Groupe 34160 Buisseron	15 916,00	01/08/14
CA14-27	Restauration et aménagement de l'ancienne église des Observantins - Ecole de Musique Gradients rétractables	HUGON 46090 Mergues	37 080,00	10/07/14

Pour la tranche supérieure ou égale à 90 000 et inférieure à 5 000 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-04	Travaux de raccordement à l'assainissement collectif et renforcement du réseau d'eau potable du quartier Sainte Routagne - Valveranne - POSTE DE REFOULEMENT ET VIABILISATION ASSOCIEE -	SAUR CENTRE ALPES MEDITERRANEE 04100 MANOSQUE CEDEX 4	91 450,00	24/02/14
CA13-158	TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU RAVIN DES COUQUIERES Tronçons 1 et 2	COSEPI France 04510 AIGLUN	92 953,50	06/01/14
CA13-160	TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU D'ASSAINISSEMENT DU RAVIN DES COUQUIERES Tronçon 7	COSEPI France 04510 AIGLUN	103 000,00	06/01/14
CA14-03	Travaux de raccordement à l'assainissement collectif et renforcement du réseau d'eau potable du quartier Sainte Routagne - Valveranne Canalisations	PROVENCE ALPES CANALISATIONS 05230 MONTGARDIN	167 470,00	24/02/14
CA14-85	Travaux de débroussaillage dans la forêt communale d'Esparron de Verdon	SOCIETE ALPINES DES BOIS 01290 SALIGNAC	210 000,00	06/12/14
CA14-13	Travaux d'aménagement du lot F au quartier des Grandes Terres Voirie et Réseaux divers	Groupement CER/ ANDRE TP / EUROVIA 04100 MANOSQUE	224 711,70	08/04/14
CA14-78	Installation et mise en route d'un ensemble de déshydratation des boues sur la commune de Sainte Tulle	SAUR CENTRE ALPES MEDITERRANEE 04100 MANOSQUE CEDEX 4	256 519,00	25/09/14
CA14-08	Travaux d'aménagement du lot A au quartier des Grandes Terres Voirie et réseaux divers	BS VOIRIE 04100 MANOSQUE	550 123,00	03/03/14
CA14-56	ECLAIRAGE PUBLIC - TRAVAUX NEUFS ET GROS ENTRETIEN Neuf communes	NOEL BERANGER 13821 LA PENNE SUR HUYFAUNE	300 000,00	15/09/14
CA14-57	ECLAIRAGE PUBLIC - TRAVAUX NEUFS ET GROS ENTRETIEN Dix-sept communes	NOEL BERANGER 13821 LA PENNE SUR HUYFAUNE	300 000,00	15/09/14
CA13-132	Travaux neufs et entretien des voiries communales	Colas Midi Méditerranée 04100 Manosque	800 000,00	Reconduction



Marchés publics

LISTE DES CONTRATS CONCLUS :

Pour la tranche supérieure ou égale à 5 000 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributoire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-24	Extension de la station d'épuration Saint Maurice à Manosque	Groupeement SYERFAU / Cosepl / Goavec 34 SAINT GELYS	6 260 000,00	10/06/14

Pour des Fournitures				
Pour la tranche supérieure ou égale à 20 000 et inférieure à 90 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributoire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-22	Acquisition de matériel pour l'aménagement scénique du théâtre Henri Fluchère Fourniture de matériel de scène son et lumière	DUSHOW 13127 VITROLLES	20 000,00	27/05/14
CA14-89	ACQUISITION DE VEHICULES POUR LES REGIES DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) 2 véhicules type VL	ALPES DE PROVENCE AUTOMOBILES 04100 MANOSQUE	20 962,78	10/10/14
CA14-30	Fourniture et pose d'une pompe de gavage sur la station d'épuration de Gréoux les Bains	SOPEI (SOCIETE PROVENCALE D'EQUIPEMENTS INDUSTRIELS 04190 LES MEES	21 109,00	24/07/14
CA14-88	ACQUISITION DE VEHICULES POUR LES REGIES DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) 1 véhicule type pick up 4x4	PEDINIELLI FIAT (SA) 04100 Manosque	31 802,50	10/12/14
CA14-87	ACQUISITION DE VEHICULES POUR LES REGIES DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) 2 véhicules type SUV	RENAULT 04100 MANOSQUE	33 269,66	10/12/14
CA14-86	ACQUISITION DE VEHICULES POUR LES REGIES DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) 3 véhicules type fourgonnette	ALPES DE PROVENCE AUTOMOBILES 04100 MANOSQUE	41 076,30	10/12/14
CA14-90	ACQUISITION DE VEHICULES POUR LES REGIES DE L'EAU, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) 1 véhicule type Polds lourd camion benne	ALPES PROVENCE V.L. 04104 MANOSQUE	44 585,00	11/12/14
CA14-17	FOURNITURE, POSE ET INSTALLATION DE DEGRILLEURS AUTOMATIQUES SUR LES STATIONS D'EPURATION DE PUIMOISSON, RIEZ, ET GREOUX LES BAINS.	SAUR CENTRE ALPES MEDITERRANEE 04100 MANOSQUE CEDEX 4	47 000,00	15/04/14
CA14-66	Acquisition de livres et de documents pour les médiathèques et les bibliothèques Livres jeunesse	LE POIVRE D'ANE 04100 MANOSQUE	24 000,00	24/09/14
CA14-21	Fourniture de matériel de spectacle lumières / plateau / son	DUSHOW 13127 VITROLLES	25 000,00	16/05/14
CA14-48	ACQUISITION PAPIER A4 ET A3	LACOSTE 84250 LE THOR	29 000,00	20/08/14
CA14-79	Acquisition d'un logiciel de gestion des ressources humaines	GFI Progiciels 93400 St Ouen	70 000,00	02/10/14
CA14-67	Acquisition de livres et de documents pour les médiathèques et les bibliothèques Livres pour adultes "Littérature"	LE POIVRE D'ANE 04100 MANOSQUE	36 000,00	24/09/14
CA14-59	Entretien des locaux Intercommunaux Médiathèque de Vinon sur Verdon	ONET 04100 Manosque	20 000,00	16/09/2014
CA14-58	Entretien des locaux Intercommunaux Médiathèque de Gréoux les Bains	ONET 04100 Manosque	20 000,00	16/09/2014
CA14-41	ACQUISITION DE MATERIELS DE RESEAU POUR LA REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT Forte assainissement	SIMC 04100 MANOSQUE	30 000,00	26/08/14
CA14-34	Acquisition de mobilier de bureau	SNS BUREAUX 13400 AUBAGNE	60 000,00	31/07/14
CA14-29	Fournitures de vêtements de travail et d'Equipements de Protection Individuelle	ABRAM DISTRIBUTION SAS 04100 MANOSQUE	50 000,00	15/07/14
CA14-05	Acquisition de consommables Informatiques et fax	CALESTOR 69142 RILLEUX LA PAPE CEDEX	30 000,00	25/02/14

Marchés publics

LISTE DES CONTRATS CONCLUS :

CA13-161	Acquisition d'une solution de gestion électronique des documents	DIGITECH SA 13322 MARSEILLE CEDEX	70 000,00	07/01/14
CA13-156	Acquisition d'un logiciel des transports	GFI Progiciels 93100 St Ouen	80 000,00	Reconduction
CA13-139	Acquisition de matériels informatiques Classe mobile	Digitec 04100 Manosque	60 000,00	Reconduction
CA13-140	Acquisition de matériels informatiques Imprimantes	Digitec 04100 Manosque	10 000,00	Reconduction
CA13-141	Acquisition de matériels informatiques Divers matériels	Digitec 04100 Manosque	65 000,00	Reconduction
CA13-134	Acquisition, installation et maintenance d'un dispositif de radiocommunication	AM COM 13685 Aubagne	90 000,00	Reconduction
CA12-16	Acquisition de matériel de régie de spectacle	DUSHOW 13127 Vitrolles	60 000,00	Reconduction

Pour la tranche supérieure ou égale à 90 000 et inférieure à 200 000 € HT

N° Contrat	Objet	Attributaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-92	Acquisition d'une benne à ordures ménagères	EUROVOIRIE 60306 SENLIS	126 936,00	22/12/14
CA14-91	Acquisition de matériels électriques	Sonepar Méditerranée / Cabus et Raulot 13127 Vitrolles	180 000,00	17/12/14
CA14-47	ACQUISITION DE MATERIELS DE RESEAU POUR LA REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT Compteurs d'eau	SAPPEL (SYSTEME & COMPTAGE) 69616 VILLEURBANNE CEDEX	170 000,00	27/08/14
CA14-45	ACQUISITION DE MATERIELS DE RESEAU POUR LA REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT Fontainerie / Régulation	SIMC 04100 MANOSQUE	140 000,00	26/08/14
CA14-44	ACQUISITION DE MATERIELS DE RESEAU POUR LA REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT Accessoires plomberie	SIMC 04100 MANOSQUE	150 000,00	25/08/14
CA14-42	ACQUISITION DE MATERIELS DE RESEAU POUR LA REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT PVC et PEDH eau et assainissement	SIMC 04100 MANOSQUE	110 000,00	26/08/14
CA13-155	Acquisition d'une solution de serveur redondant	Digitec 04100 Manosque	150 000,00	Reconduction
CA12-39	Acquisition de containers enterrés pour la collecte des déchets	Citec Environnement 92737 Nanterre	100 000,00	Reconduction

Pour la tranche supérieure ou égale à 200 000 € HT

N° Contrat	Objet	Attributaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-46	ACQUISITION DE MATERIELS DE RESEAU POUR LA REGIE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT Fonte eau	SIMC 04100 MANOSQUE	200 000,00	26/08/14
CA13-138	Acquisition de matériels informatiques Ordinateurs et écrans	Digitec 04100 Manosque	200 000,00	Reconduction



Marchés publics

LISTE DES CONTRATS CONCLUS :

Pour des Services				
Pour la tranche supérieure ou égale à 20 000 et inférieure à 90 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-11	Réalisation d'une étude marketing sur le déploiement du véhicule électrique	EURECA 13006 MARSEILLE 06	24 900,00	03/03/14
CA14-37	ETUDE PRE-OPERATIONNELLE POUR L'AMENAGEMENT DU SECTEUR "SAINT PIERRE" SITUE SUR LA COMMUNE DE SAINTE TULLE (04)	ELAN CORPORATE BENETEAU FLORENCE 34730 PRADES LE LEZ	26 650,00	18/08/14
CA14-81	Réalisation de bases de données d'occupation du sol à grande échelle	ASCONIT Consultants 69366 LYON Cedex 07	32 700,00	23/10/14
CA14-33	Entretien des abords des Zones d'Activité	ATP ENVIRONNEMENT 04180 VILLENEUVE	40 000,00	28/07/14
CA14-28	ETUDE D'OPTIMISATION ENERGETIQUE	SOCIETE H4 75008 PARIS	47 800,00	10/07/14
CA14-12	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un schéma communautaire des transports	EURECA 13006 MARSEILLE 06	59 475,00	08/04/14
CA14-59	Nettoyage des locaux Intercommunaux (DLVA) Médiathèque - Vinon sur Verdon	ONET SERVICES 04100 MANOSQUE	20 000,00	16/09/14
CA14-58	Nettoyage des locaux Intercommunaux (DLVA) Médiathèque Lucien Jacques - Gréoux les Bains	ONET SERVICES 04100 MANOSQUE	20 000,00	16/09/14
CA14-55	CONTROLE ET ENTRETIEN DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET DE L'ECLAIRAGE DE SECURITE, AINSI QUE DES MOYENS D'EXTINCTION ET DE DESENFUMAGE Moyens d'Extinction et de Désenfumage	AQUA PROTECTION 06270 VILLENEUVE LOUBET	30 000,00	09/09/14
CA14-20	COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS DANGEREUX DES MENAGES ET DES DECHETS VERTS Collecte, élimination et valorisation des déchets verts	TRAVAUX ET ENVIRONNEMENT 04190 LES MEES	80 000,00	22/05/14
CA14-19	COLLECTE, TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS DANGEREUX DES MENAGES ET DES DECHETS VERTS Collecte, tri et élimination des Déchets Dangereux des Ménages	ALPES ENVIRONNEMENT 04310 PEYRUIS	45 000,00	22/05/14
CA13-151	Entretien et dépannage des installations thermiques	DMC Services 04160 Château-Amoux	20 000,00	Reconduction
CA13-131	Organisation d'un service de ramassage scolaire sur la commune de Vinon sur Verdon	BREMOND Frères 83300 Dragulgnan	90 000,00	Reconduction
CA12-13	Entretien des abords des voiries des zones industrielles ZI de Manosque	ATP Environnement 04180 Villeneuve	45 000,00	Reconduction
CA12-11	Location de matériel de spectacle	DUSHOW 13127 Vitrolles	20 000,00	Reconduction

Pour la tranche supérieure ou égale à 90 000 et inférieure à 200 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributaire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-49	Révision du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération Durance Luberon Verdon Agglomération	Groupement Opéra 63 / Ecovia	119 650,00	28/08/14
CA14-75	FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS Téléphonie Mobile	ORANGÉQUIP 84100 ORANGE	165 556,00	22/09/14
CA13-50	Entretien ouvrages EU et ACP	SAUR 04100 Manosque	122 194,00	Reconduction



Marchés publics

LISTE DES CONTRATS CONCLUS :

Pour la tranche supérieure ou égale à 200 000 € HT				
N° Contrat	Objet	Attributoire Adresse	Montant HT Notifié	Date Notification
CA14-74	FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS Téléphonie Fixe	ORANGÉQUIP 84100 ORANGE	298 084,00	22/09/14
CA14-83	DIAGNOSTICS ET CONTROLES DES DISPOSITIFS D'ECLAIRAGE PUBLIC	Groupement JEAN PIERRE MOYA / Alpha JM 04110 AUBENAS LES ALPES	700 000,00	10/11/14
CA14-76	FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS VPN et Internet	COMPLETEL 13015 MARSEILLE	373 210,00	22/09/14
CA14-40	Transports scolaires routiers Secteur géographique du SUD	SOMATRAV 04100 MANOSQUE	510 000,00	21/08/14
CA14-36	VALORISATION DES BOUES DES STATIONS D'EPURATION	SAUR REGION SUD EST 30936 NIMES Cedex 9	350 000,00	27/08/14
CA14-39	Transports scolaires routiers Secteur géographique du NORD	Groupement SOMATRAV/SCAL/BREMOND 04100 MANOSQUE	900 000,00	21/08/14
CA14-38	Transports scolaires routiers Secteur géographique du VERDON	VOYAGES SUMIAN 04800 GREOUX LES BAINS	990 000,00	20/08/14
CA14-77	FOURNITURE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS Accès Internet Professionnel	COMPLETEL 13015 MARSEILLE	918 000,00	22/09/14
CA14-80	M.O. construction Eco-Campus à Ste Tulle	Groupement R+4 / Leteissier-Corriol / Verd Ingénierie / Gaujard / Adret / H et R / Génie Acoustique 04300 Forcalquier	900 671,85	13/10/14

Pour information : cette liste n'est pas exhaustive (65 marchés mentionnés). Elle ne comprend pas les marchés conclus entre 15 000 et 20 000 € HT.

En 2014, 100 marchés - travaux - fournitures ou services - ont été conclus pour la DLVA.



RAPPORT
D'ACTIVITÉ

Juridique assurances

Présentation du service :

Le service Juridique / Assurances est un service ressource mutualisé qui exerce une mission générale d'assistance et de conseil aux services communaux, communautaires et mutualisés. Le service assure également d'une part le suivi des contentieux devant les juridictions administratives et judiciaires et, d'autre part, la gestion des contrats d'assurances ainsi que des dossiers de responsabilité en liaison, le cas échéant, avec les assureurs.

Le service est composé de deux agents à temps plein : un poste responsable de service et un poste en charge du secrétariat.

Objectifs du service :

- ✓ assurer une sécurisation juridique optimale des actes et procédures de manière à limiter les risques de contentieux
- ✓ assurer la défense de la collectivité en cas de mise en cause
- ✓ assurer la gestion des dossiers de responsabilité
- ✓ assurer la gestion des contrats d'assurances

Moyens financiers du service :

Les moyens financiers consistent en l'attribution au service d'un budget suffisant pour le recours aux prestations juridiques et assurances externes.

Les principaux moyens financiers nécessaires à l'exercice 2014 des missions du service furent les suivants :

DEPENSES	2014	
	VILLE	DLVA
Assurances	70 931,81	43 896,91
Matériel de transport	55 875,00	26 615,69
Documentation générale	155,48	9 584,33
Honoraires	4 154,94	7 675,20
Frais d'actes et de contentieux	11 280,36	1 200,00
Droits d'enregistrement et de timbres	0,00	0,00
Activités artistiques – Assurance	-	1 050,00
TOTAL	142 397,59	90 022,13

Juridique assurances

Bilan du service

Synthétiquement, le bilan de l'activité du service (avec une comparaison par rapport à 2013) peut se présenter comme suit :

BILAN ACTIVITE SERVICE JURIDIQUE / ASSURANCES ENTRE 2012 ET 2014

CONTENTIEUX ET ASSURANCES

VILLE DE MANOSQUE

	2012	2013	2014	% ENTRE 2013 ET 2014
CONTENTIEUX	92	84	37	-56%
ASSURANCES	100	82	113	38%
CONSULTATIONS	21	15	46	207%

ADMINISTRATION GENERALE (Courriers, Fax, BE, Notes...)	624	295	232	-21%
---	-----	-----	-----	------

DLVA

CONTENTIEUX	23	24	15	-38%
ASSURANCES	10	45	46	2%
CONSULTATIONS	6	15	17	13%

ADMINISTRATION GENERALE (Courriers, Fax, BE, Notes...)	139	117	144	23%
---	-----	-----	-----	-----

Au vu des fortes demandes et pour une gestion plus efficace, de nombreux dossiers sont traités directement par téléphone et par courriers électroniques.
A titre Informatif, le service Juridique / Assurances a traité une moyenne de 2 000 mails sur l'année 2014.



Systeme d'information

Présentation du service :

Dans le cadre de l'expansion massive de la DLVA, le service Système d'Information fonctionne avec quatre techniciens à temps plein qui assurent l'homogénéité des réseaux et des solutions applicatives ainsi qu'une secrétaire à mi-temps pour la gestion des factures et autres tâches administratives.

Le service Reprographie fonctionne avec 2 agents à temps plein qui assurent l'impression et la mise en forme de dossiers, de la gestion et distribution des consommables bureautiques ainsi que de la numérisation de plans.

Objectif du service :

- Gérer les stocks (matériel, cartouches...)
- Gérer le parc informatique et le parc logiciel
- Gérer les problèmes des utilisateurs avec une prise à distance
- Mettre en place des applications mutualisées pour couvrir les différentes compétences de la communauté d'agglomération
- Coordination stratégique sur des projets de grande envergure comme le maillage fibre optique sur le territoire

Moyens financiers du service :

Ont été votés :

- En investissement, 1 058 095, 05 €
- En fonctionnement, 245 354, 42 €

Bilan du service :

En 2014, 2538 interventions par mail ont été réalisées, 456 par téléphone. En termes de Reprographie, 230 456 photocopies (couleur et noir & blanc) ont été effectuées.

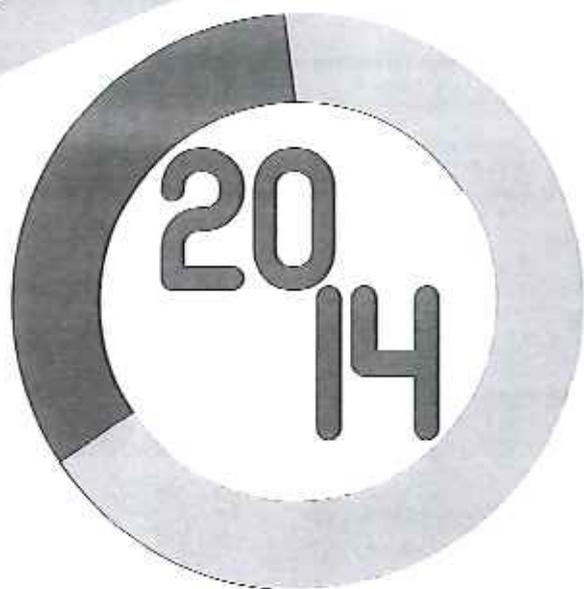
33 sites distants sont dans notre réseau (Théâtre, médiathèques...) gérés par 4 techniciens

Systeme d'information

Les principaux projets menés pendant l'exercice 2014 furent les suivants :

PROJETS	DEPENSES (TTC)
AMO – Réseau informatique	5 580,00 €
Achat de petit matériel informatique	2 300,94 €
Licences Microsoft	2 636,24 €
Migration du serveur AirsDélib vers Windows	4 752,00 €
Mise à niveau du système de téléphonie	7 730,43 €
Remplacement sensibilisateur médiathèque	3 522,00 €
Acquisition carte téléphone pour le théâtre	2 266,16 €
Module numérisation supplémentaire pour le courrier	2 478,00 €
Progiciel ASTRE-RH et modules	77 910,60 €
Logiciel de gestion du RAM	4 880,40 €
Achats de matériel informatique : 52 ordinateurs fixe, 1 iMac, 10 ordinateurs portables, 40 écrans	61 799,94 €
Acquisition de 20 Chromebook (mini portables)	7 750,80 €
Achats de matériel informatique : 4 imprimantes noir et blanc, 1 imprimante couleur	3 815,21 €
Cartes lecteurs médiathèques (5000), antivols dvd et livres	5 854,80 €
Espace citoyen – Hébergement et licences	12 270,00 €
Espace citoyen – Gestion des interventions	16 224,00 €
Solution de visioconférence	4 724,40 €
Licence ORACLE pour transfert serveur	6 702,00 €
Modules complémentaires pour serveur redondant principal	34 083,07 €
Acquisition divers logiciels (Suite adobe, project, dreamweaver)	6 072,97 €
Acquisition de la solution logicielle GESTOR.NET	33 720,00 €
Montée de version ERMES (portail des médiathèques) et extension de licences à 3 bibliothèques supplémentaires	15 437,40 €
Acquisition du logiciel de gestion des Transports, 2eme bon de commande	58 960,00 €
Acquisition de switch – Mise à niveau du matériel actif	31 766,42 €
Acquisition de téléphones portables (démarrage nouveau marché Orange)	2 997,36 €





RAPPORT D'ACTIVITÉ

PÔLE Cohésion Social

- ⇒ Politique de la ville
- ⇒ Enfance Jeunesse



Politique de la Ville - Habitat

Présentation du service

Le service Politique de la Ville-Habitat intervient dans plusieurs domaines complémentaires sur des politiques publiques portées soit par la commune de Manosque, soit par la communauté d'agglomération DLVA.

C'est un service de DLVA mutualisé avec la commune centre. La compétence « Équilibre social de l'habitat » et la compétence « Politique de la Ville » font partie du bloc des compétences obligatoires d'une communauté d'agglomération. Lors de la création de DLVA, l'ensemble du service a été transféré à la communauté d'agglomération.

Le service est composé de 8 agents :

Fonction	Grade	Effectifs	ETP
Chef de service	Attaché	1	T.complet
Animation Prévention de la délinquance	Attachée	1	T.complet
Animation Programme Local de l'Habitat	Rédacteur Principal 2eme Classe	1	T.complet
Politique d'aide à l'habitat	Rédacteur	1	T.complet
Lutte contre l'habitat indigne			
Politique d'aide à l'habitat	Adjoint administratif 1ere classe	1	T.partiel 80%
Lutte contre l'habitat indigne			
Logement social	Adjoint administratif 2e classe	1	T.complet
Médiation de tranquillité publique	Adjoint d'animation 2e classe	2	T.complet

1. Prévention de la délinquance – Ingénierie de projets et gestion de dispositifs locaux en matière de prévention de la délinquance

Les élus de la communauté d'agglomération ont défini des orientations en matière de prévention de la délinquance :

- la création, l'animation et la coordination d'observatoires de citoyenneté et de tranquillité publique ;
- la mise en commun de matériels (dans le domaine de la lutte contre la pollution sonore et la sécurité routière) ;
- le soutien et la coordination des actions en faveur de l'accès au droit ;
- la coordination de la mise en œuvre de mesures de justice alternatives ;
- les actions de sensibilisation et d'information autour des lieux de baignade (en période estivale) et les comportements à risque liés à la consommation d'alcool et de stupéfiants.

2. Les Observatoires de Citoyenneté et de Tranquillité Publique et les Cellules de Citoyenneté et de Tranquillité Publique :

Ces deux outils de prévention de la délinquance ont été présentés à Monsieur le Procureur de la République ainsi qu'à Madame le Préfet en octobre 2014. Six réunions de présentation ont eu lieu en octobre à Riez, Oraison, Sainte-Tulle, Volx et deux à Manosque (observatoires de Manosque et de Vinon-sur-Verdon).

Afin de garantir la confidentialité des échanges, des chartes régissant les échanges d'informations entre les acteurs institutionnels sont en cours de signature. Elles concernent tous les membres des Observatoires et des CCTP, le Parquet, les Forces de l'Ordre, le Département et l'Éducation Nationale.

Les premières réunions de ces instances se tiendront au cours du mois d'avril 2015, elles réuniront les acteurs du territoire autour de la prévention de la délinquance des jeunes.



Politique de la Ville - Habitat

3. Action de prévention :

Une action de prévention sur les conduites addictives organisée par la DLVA et l'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie des Alpes de Haute-Provence (ANPAA 04) a eu lieu le 9 décembre 2014 au Théâtre Jean le Bleu de Manosque. Cette opération a permis de sensibiliser une cinquantaine de personnes dont une trentaine de lycéens sur les comportements à risques liés à toute forme d'addiction, notamment l'alcool et les produits stupéfiants.

4. Médiation de tranquillité publique :

Pour l'année 2014, les deux médiateurs ont réalisé 241 actions de médiation, dont 173 interventions directes.

➤ 75 actions de médiation ont eu lieu aux Vannades, 73 aux abords des collèges et lycées, 51 sont relatives aux bus et 20 se sont déroulées dans le centre-ancien.

➤ La majorité des actions (48) concernent la présence d'animaux sur lieux interdits (Vannades), de la gestion de conflits (28), des dépassements du nombre de passagers dans les bus (18), des incivilités mineures (18) et des conduites dangereuses (14).

5. Politique de la ville :

La communauté d'agglomération – aux termes de ses statuts – intervient en matière « d'ingénierie, projets et gestion de dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et social d'intérêt communautaire ».

Cette compétence est déclinée par « l'élaboration et la gestion des politiques contractuelles en faveur de la cohésion sociale : contrat urbain de cohésion sociale en partenariat avec les services de l'État, pour la ville de Manosque ».

Le contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) a pris fin en 2014 pour être remplacé, dans le cadre de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, par le nouveau contrat de ville. De fait, deux nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville ont été définis ; ils sont tous deux situés sur le territoire de la commune de Manosque.

La conséquence directe de cette évolution législative est la mise en œuvre d'une démarche partenariale visant à la signature du nouveau contrat de ville pour la période 2015-2020.

Ce dispositif contractuel comporte un volet cadre de vie habitat pour lequel la communauté d'agglomération est éligible au nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU) dans le cadre d'une opération d'intérêt Régional.

Pour l'année 2014, la communauté d'agglomération a voté un budget de 112 000 € pour le CUCS ; sur la même période budgétaire DLVA a cofinancé vingt quatre (24) porteurs de projets pour un montant total de 73 430 €.

6. Equilibre social de l'habitat :

Rapport activité 2014 Page 7 / La communauté d'agglomération a élaboré – dans le cadre de sa compétence obligatoire – un programme local de l'habitat (PLH) qui a été adopté en septembre 2014.

Ce document partenarial et contractuel de planification court sur la période 2014-2020 ; il a vocation à structurer une politique du logement, sur l'ensemble du territoire, en cohérence avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT), il vise notamment à répondre aux besoins en logement et à favoriser la mixité sociale en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements.

Le rôle du service Politique de la Ville tout au long de la durée du PLH est d'accompagner les communes dans la mise en œuvre opérationnelle des orientations qui ont été définies. Cette démarche associe en permanence, les différents acteurs du logement : État, Région, Département, Bailleurs sociaux, financeurs, promoteurs...

Au cours de l'année 2014, le service a organisé et animé les différentes séances de la commission Habitat, initié la définition et l'élaboration d'un observatoire de l'habitat en partenariat avec l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix (AUPA)

Enfance Jeunesse



Relais assistantes maternelles (RAM)



Accompagnement des assistantes maternelles et des familles employeurs, animation d'ateliers, observatoire de la petite enfance. Le Relais touche 300 assistantes maternelles, soit une capacité d'accueil de 850 enfants de moins de 3 ans. Le RAM regroupe les assistantes maternelles des communes de la DLVA et du sud du département.

- Convention signée avec la CAF, la MSA et le Conseil Général
- Financement à 70% par la CAF (prestation de service, contrat enfance jeunesse) et le CG.
- RAM et RAMi : 2 ETP

Mise en place en 2014 du RAM Itinérant, sur les communes d'Oraison, de Gréoux et de Riez. Animations à destination des assistantes maternelles et des enfants le matin, et permanences administratives pour les professionnels et les familles l'après-midi.



accompagnement à la citoyenneté des adolescents et jeunes adultes 16/25 ans

Bureau Information Jeunesse (BIJ) et point cyber : accueillent et informent le public conformément aux dispositions de la charte de l'information jeunesse. « Composante fondamentale de l'autonomie, de la responsabilité, de l'engagement social et de la participation citoyenne, de l'épanouissement personnel, de la lutte contre l'exclusion, de la mobilité des jeunes notamment dans le cadre européen, l'accès à l'information doit être garantie comme un véritable droit pour tous les jeunes, sans aucune discrimination ».

- Convention signée avec le ministère de la jeunesse et des sports et avec le CRIJ (centre régional d'information jeunesse) - Pas de cofinancement
- BIJ et RIJ 2,3 ETP / Point cyber : 1 ETP

Mise en place en 2014 du RIJ (relais Infos Jeunes Itinérant), sur les communes d'Oraison, de Vinon, de Valensole et de Riez.

Forum « Job d'été », le samedi 29 mars 2014, en partenariat avec le service de développement économique et la mission locale. En chiffres : 100 offres d'emplois récoltées, 18 entreprises présentes et 300 jeunes mobilisés.

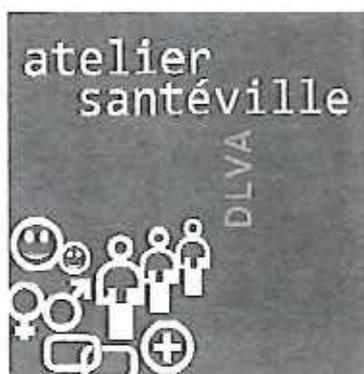
AUTRES COMPÉTENCES rattachées au service jeunesse

INFORMATION
JEUNESSE



➔ Mission Locale : un partenariat renforcé avec le BIJ.

La Mission locale des Alpes de Haute Provence est une association qui exerce une mission de service public pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire à l'échelle du département. En 2014 la DLVA a versé en 2014 une subvention de 33 800€.



➔ Atelier santé ville (ASV) : réalisation en 2014 d'un diagnostic santé sur le territoire DLVA et sur le périmètre de la géographie prioritaire de la politique de la ville.
-Convention signée avec l'ACSé / financement à hauteur de 9 000€.
-0.5 ETP



20
14

RAPPORT
D'ACTIVITÉ

PÔLE

Vie locale
et culturelle

⇒ Développement
culturel.

⇒ Festivités.



Développement culturel

L'année 2014 fut principalement axée sur la finalisation de l'organisation de la lecture publique sur le territoire de la DLVA avec :

-l'ouverture de la médiathèque de Vinon sur Verdon en mars 2014 dans les anciens ateliers municipaux transformés en un espace contemporain, chaleureux et coloré, conçu comme un plateau unique ouvrant sur des jardins et une terrasse. L'absence de cloisonnement facilitant la venue en famille et l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. L'équipe de 3 personnes qui a préparé l'ouverture a été renforcée par l'arrivée d'un quatrième agent.

-la création, en novembre 2014, d'un poste de directrice de la lecture publique a été pourvu par Claire Zahra, directrice de la médiathèque de Vinon sur Verdon. La direction de la lecture publique regroupe l'ensemble des bibliothèques et médiathèques de la DLVA, le centre Jean Giono et coordonne les partenariats avec les associations culturelles comme les Correspondances et Éclat de Lire.

-la finalisation de l'informatisation et de la mission réseau des médiathèques et des bibliothèques ainsi que la formation des bénévoles.

-la finalisation et la phase de test du portail des médiathèques.



Développement culturel

▶▶ Pôle musée :

Fin des travaux de toiture, hullserie et façades de l'Hôtel Mazan, futur musée d'archéologie et de la gypserie à Riez, sous maîtrise d'ouvrage DLVA. Cette tranche de travaux d'un million d'euros a été financée à 100 % par l'État.

Le service développement culturel a élaboré avec les services techniques et le service des marchés publics le cahier des charges pour l'aménagement intérieur et la muséographie.

Travaux évalués à 2 300 000 €.

▶▶ Ecole de musique Edouard Chappe :

L'année 2014 a permis de régulariser les contrats de travail des professeurs suivant leurs différents statuts et de préparer l'ouverture d'une autre école à Vinon sur Verdon en septembre 2014. L'école de musique accueille environ 320 élèves sur les deux antennes (280 à Oraison et 40 à Vinon sur Verdon).

▶▶ Pôle technique culturel :

Le pôle technique culturel est intervenu à la salle de l'Éden à Oraison et au théâtre Henri Fluchère à Sainte Tulle pour des travaux de remise aux normes de sécurité. Il est aussi intervenu pour la mise à disposition de techniciens et de matériel pour de nombreuses manifestations sur l'agglomération : festival Blues à Oraison, Vinestivales à Vinon sur Verdon, les Nuits du Château à Gréoux les Bains, les Estivales sur 19 communes de l'agglomération, les Correspondances, la Fête du livre, Blues et Polar, les Rencontres Giono sur Manosque en complément des programmations régulières au théâtre Jean le Bleu et au théâtre Moulin St André à Vinon sur Verdon. Et bien sûr, le festival Musiks à Manosque qui, en 2014 a battu des records d'affluence malgré l'annulation d'une soirée en raison de la pluie.

Au total, plus de 300 Journées d'intervention.

▶▶ Tournée d'été, tournée d'hiver :

- Les estivales co-organisées avec l'association « A l'Affiche »,
19 soirées musicales ou théâtrales gratuites dans les communes de la DLVA en juillet et en août.

- La tournée d'hiver, 20 spectacles pour les écoles maternelles et élémentaires,
co-organisées avec la MJC de Manosque.

Les Estivales et la tournée d'hiver s'adressent aux communes n'ayant pas ou peu de propositions culturelles au long de l'année.



Développement culturel

►► Soutien aux associations :

Environ 820 000 € de subventions ont été allouées à une cinquantaine d'associations. Le service de développement culturel assure aussi aux associations un soutien en conseils, matériel, en graphisme pour la mise en forme de documents de communication des associations.

Le service développement culturel assure une coordination de l'ensemble des acteurs culturels ainsi qu'une gestion d'utilisation des équipements culturels.

2014 a été une année de construction, 2015 verra le projet phare de la politique culturelle de l'agglomération se concrétiser, la lecture publique pour tous et sur tout le territoire.

D'autres secteurs sont à restructurer, à réorganiser dans un unique objectif : offrir à tous les habitants de la DLVA un accès à la culture.



Service Festivités



Le service Festivités a pour missions principales l'organisation de l'animation de la ville (Bals, concerts, parade des chars, feux d'artifice...), les comités de jumelage avec les villes de Leinfelden-Echterdingen (Allemagne) et Voghera (Italie), mais aussi, en service partagé, l'organisation des réceptions.

En 2014, le service a effectué pour la DLVA 86 interventions qui se décomposent de la façon suivante :

- 21 petits-déjeuners, cafés d'accueil, collations et goûters
- 45 apéritifs (Inaugurations, conférences de presse, bureaux et conseils communautaires)
- 12 buffets, fourniture de plateaux repas
- 8 livraisons de denrées alimentaires (boissons, café, sucre...)

La dotation budgétaire prévue pour mener à bien ces missions était de 20000€.

A noter : les dépenses réalisées se sont élevées à 15828,41€ ; soit une économie de 4171,59€.

Tous les services de la Communauté d'Agglomération ont fait appel au service Festivités/Réceptions/Jumelage.



20
14

RAPPORT D'ACTIVITÉ

PÔLE

Développement Territorial

- ⇒ Aménagement du territoire.
 - ⇒ Economie.
 - ⇒ Développement Durable.
 - ⇒ Mobilité et déplacements.
 - ⇒ S.I.G.

dlv
Duronco Luberon Verdon
AGGLOMÉRATION

Développement territorial

-Direction de l'Economie et du Territoire

La Direction de l'Economie et du territoire trouve son articulation dans le Développement Territorial depuis la création de la Communauté d'agglomération le 1er. Janvier 2013.

Sa mission est d'agir sur tous les leviers présentant un intérêt pour le développement du territoire, tant dans l'aménagement, l'économie et les déplacements, dans le respect de l'environnement et de la durabilité.

Les actions de la Direction de l'Economie et du territoire s'organisent autour de trois services comme suit :

Service Aménagement

Le service Aménagement est composé de trois personnes.

Service Economie

Le service Économie est composé de deux personnes.

Service Mobilité Déplacements

Le service Mobilité Déplacements est composé de cinq personnes.



Développement territorial

➔ Aménagement du Territoire

▶ PAS (Programme d'aménagement solidaire)

Suivi des études :

- des extensions urbaines
- des berges du Verdon

Accompagnement des communes dans les démarches PAS auprès du Conseil Régional:
Quartier de Vière à Esparron de Verdon, Logements sociaux à Vinon sur Verdon,
Chemin Piéton à Gréoux les Bains

▶ Projets structurants de la communauté d'agglomération

Définition des projets d'aménagement et pilotage des études préalables (étude d'impact, enquête publique, DLE, Natura 2000) sur la création des pôles multimodaux sur Manosque et La Brillanne, la suppression du PN89 sur Manosque, la réhabilitation du Château Gassaud, le quartier des Naves.

▶ Aide aux communes

Ingénierie de projet selon les demandes des communes : création d'une zone de stationnement à Vinon, diagnostic centre ancien à Riez.

▶ Gestion des zones d'intérêt communautaire

Gestion (commercialisation) et suivi des travaux d'aménagement de la ZAC Chantepunier et des zones d'activités telles que le Technoparc des Grandes Terres à Manosque, suivi du lotissement des Bouillouettes à Oraison (Préparation des modifications des lots du lotissement).

▶ Centre ancien de Manosque

Mise en place de mobiliers urbains sur la Place Aubert Millot (bancs et fontaine)
Réactualisation de l'étude du Centre Ancien de Manosque.

▶ Gestion de CIQ de Manosque

Interlocuteur des 5 CIQ de la ville, relevé des demandes, arbitrage, avec les élus de la commune et suivi de la réalisation des actions.



Développement territorial

➔ Economie

▶ Accueil des porteurs de projet

90 porteurs de projets accueillis dans l'année

L'accueil concerne à la fois :

· la recherche de terrains, d'immobilier,

· un appui divers : documentation pour la réalisation d'études de marché, informations concernant les projets de la communauté d'agglomération, mise en relation avec d'autres entreprises du territoire, résolution de problématiques particulières avec recherche de solutions adaptées auprès des services concernés...

Suivi des ventes, relances (en cas de désistement mais aussi lors de repérage de terrains et locaux)

Préparation des dossiers pour accueil des entreprises avec visites sur site et suivi convention MDE04 (Réunion, AG,...)

Courriers de réponses et réunions avec les services concernés (Foncier, Urba) pour des problématiques spécifiques

Traitement des demandes entreprises (signalétique, voirie,...)



RAPPORT D'ACTIVITÉ

Développement territorial

➔ Economie

▶ Animation économique

Lancement d'un schéma de développement économique permettant d'identifier les enjeux de territoires et les actions à mener sur les 5 prochaines années.

Préparation de l'événement « Mon agglo pour l'emploi » : tableau de bord projet, réflexion sur les contenus des trois jours et articulations, montage du budget avec demande des devis, construction du plan communication, courriers divers, réunions avec les partenaires (préparation en amont, préparation et animation des Comités de Pilotage et groupes de travail), organisation logistique (rése salle, signalétique, organisation des salles, matériels à disposer,...), réunions intra DLVA avec les services concernés (GDP, festivités, communication,...), montage du dossier de subvention LEADER et Conseil Régional PACA.

Participation au forum Jobs d'été : phoning, entretiens avec des entreprises susceptibles de proposer des offres d'emploi, participation aux réunions préparatoires, travail sur les questionnaires d'évaluation, présence du service développement économique lors de la journée jobs d'été et représentation des entreprises qui n'ont pas pu être présentes.

Recensement de données économiques : veille documentaire, mise à jour régulière des bases de données entreprises sur les ZA

Suivi des travaux menés les différentes structures de la création et de la reprise d'entreprise (Comité de Pilotage, recensement de données,...)

Recensement de toutes les entreprises présentes sur les 17 parcs d'activités de la communauté d'agglomération avec mise en place d'une base de données entreprises : coordonnées de l'ensemble des entreprises, mise à jour régulière, positionnement géolocalisé.

Repérage sur site des offres (ventes et locations) pour la tenue d'une base de données.

Liens avec les associations des entrepreneurs de zone : rencontres, traitement des demandes et liens avec les services concernés.

Animation des commissions développements économiques, attribution des lots et synthèse et validation des travaux effectués par le service développement économique.



Développement territorial

➔ Développement Durable

▶ Agenda 21

Reconnaissance « Agenda 21 local France » par le Ministère du Développement Durable et de l'Ecologie, par le biais de la remise d'un diplôme officiel.

Réception d'un CD-ROM avec, d'une part, la convention signée pour l'utilisation du logo Agenda 21 local France et, d'autre part, la synthèse de nos actions qui a contribué à l'attribution de ce label après entretien téléphonique portant sur nos objectifs.

Reconnaissance attribuée pour une période de trois ans, à partir de la date de promulgation, qui pourra être prolongée pour une durée de 2 ans (après un rapport d'étape établi par la DLVA).

- Différentes réunions, à l'initiative du Préfet de Région et de la Région PACA, pour renforcer la place des Agendas 21 et des projets territoriaux -Articulation des démarches de Développement Durable et Contrat de Plan Etat-Région, avec une finalisation et une synthèse de tous ces ateliers lors d'un colloque national en décembre 2014.

- Suivi des réunions de réseau Agendas 21 de la région PACA.

- Suivi des animations Agenda 21 avec l'ARPE (Agence Régionale pour l'Environnement) - mise en place d'un outil « baromètre de développement durable »

- Suivi des actions des associations CPIE et AERE dans les domaines de l'Agenda 21 et dossiers de développement Durable.

- Après adhésion avec le CPIE, Adhésion à venir avec l'AERE devrait intervenir en 2015

- Accompagnement de l'association AERE dans l'animation de nos actions d'Agenda 21 (PCET).

▶ PCET /BILAN CARBONE

Rappel 2011 : participation de la DLVA au projet collectif de déclinaison du PCET porté par le Département. Objectif principal de la DLVA : faire de la thématique Energie-Climat une composante transverse à l'ensemble des politiques engagées.

Construction du PCET en cours d'élaboration (trois étapes) :

1 - Elaboration du Profil Climat portant sur deux volets :

▶ Réalisation d'un volet atténuation avec analyse des caractéristiques de notre territoire (consommation d'énergies, production ENR et émissions GES).

▶ Réalisation, de janvier à octobre 2014, d'un bilan des émissions des GES Patrimoine et Services de la DLVA et de la Ville de Manosque. Sollicitation de tous les services Ville et DLVA ainsi que la Direction Générale.

Présentation générale du bilan carbone Ville et DLVA en Direction Générale, mais également en Conseil Municipal et en Conseil Communautaire.


Durance Luberon Verdon
AGGLOMÉRATION

Développement territorial

➔ Développement Durable

➤ Résultat du bilan carbone de la Ville de Manosque (année de référence 2013) :
3 400 TCO²

1er poste d'émissions : Energie/Bâtiment : 43 %

2nd poste d'émissions : Déplacements : 26 % (déplacements professionnels, domicile-travail et visiteurs).

Autres postes d'émissions :

les immobilisations (émissions amorties sur une durée de vie et liées à la fabrication et/ou la rénovation des bâtiments, de la voirie, de la flotte de véhicule et du parc informatique) : 13 % des émissions de la collectivité.

les achats et services : 13 %

la consommation de carburants des engins de services techniques : 3 % des émissions

Les déchets d'activités : 1% et le fret : 0,3 % viennent compléter le profil carbone de la ville de Manosque.

➤ Résultat du bilan carbone de la DLVA (année de référence 2013) : 12 730 TCO²

Le traitement des déchets représente 75 % de ces émissions globales. Par souci de lisibilité, la thématique « déchets » a été traitée à part.

Voici la répartition des émissions hors traitement déchets.

Le 1er poste d'émissions : Immobilisations (amortissement carbone de la fabrication de la voirie, des réseaux, des bâtiments) : 22 %

2nd poste d'émissions : transports collectifs (les lignes régulières et les lignes scolaires) : 18 %

3ème poste d'émissions : la collecte des déchets : 16 % hors traitement correspondent aux consommations de carburant des engins de collecte en régie et en DSP. Ce poste est équivalent à celui des déplacements, avec un impact de 498 TCO², soit 16 % des émissions de la DLVA.

Autres postes d'émissions :

Les consommations d'énergie du patrimoine bâti : 13 %

Les consommations de l'éclairage public : 9 %

Les achats et les services (5 % avec 165 t CO²).

➤ Réalisation d'un volet adaptation avec étude de vulnérabilité de notre territoire : Identification des secteurs les plus touchés par l'évolution du climat.

Etude d'identification du potentiel en ENR (énergies renouvelables) sur notre territoire : Analyse des ENR suivantes avec un potentiel global en électrique et thermique de 705 mw. Potentiel de production important : la production couvre 97 % des besoins du territoire, dont 86 % issus de la production grande hydraulique.

-Hydroélectricité

-Photovoltaïque

-Eolien

-Bols/énergie

-Géothermie

-Solaire thermique



RAPPORT
D'ACTIVITÉ

Développement territorial

➔ Développement Durable

2 -Elaboration du livre blanc Issu de réunions de concertation sur notre territoire :

Mise en place d'ateliers publics entre décembre 2013 et fin février 2014, en présence d'Elus de l'agglomération, d'acteurs locaux et du public.

Thématiques abordées choisies en lien avec les compétences obligatoires de la DLVA.

Elaboration de propositions pour répondre aux enjeux d'atténuation et d'adaptation du territoire qui découlera vers un plan d'actions en 2015.

Organisation de réunions techniques et entretiens individuels avec les Chefs de Service de la Ville de Manosque et de la DLVA, pour transmission des résultats du bilan carbone et élaboration des marges de manœuvre et propositions quantifiées en terme de faisabilité et d'impact carbone.

En 2015, élaboration en 2015 d'un plan d'actions pluriannuel et chiffré du PCET (durée de 5 ans) en cohérence avec les différents échelons territoriaux et intégration des objectifs régionaux déclinés dans le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE).

Transition énergétique :

Suivi des ateliers de transition énergétique organisés par l'AERE en partenariat avec les institutionnels et les associations sur le territoire de la DLVA mais également sur la région PACA avec différentes thématiques abordées (rencontres atelier/ateliers prospectives/ voiture électrique, voiture de demain, l'université populaire de la transition, faites du développement...)

Contrats de territoire :

Diverses réunions à l'initiative de la Région PACA sur les objectifs territorialisés du SRCAE (Energie Air Climat) à l'échelle 2020/2050. Des fiches actions seront alors élaborées qui permettront de répondre au Contrat de Plan Etat Région et d'obtenir ainsi un soutien financier (aides à l'ingénierie, aux études...).



Développement territorial

➔ Mobilité et déplacements

▶ Introduction

2014 est la deuxième année de fonctionnement du service mobilité qui poursuit la mise en place de la politique des transports de la DLVA.

Le contrôle et le suivi des réseaux de Transports en Commun, scolaires et lignes régulières, (contrôle qualité, suivi des réclamations, évolution et adaptations des horaires, discipline, renseignements au public, budget, étude et mise en place de nouveaux arrêts, mise en des règlements, sécurisation des réseaux...), restent les principales activités du service et forgent son quotidien, exigeant rigueur et assiduité.

En mars a débuté l'élaboration du schéma communautaire des transports sur le territoire de la DLVA, menée par le bureau d'études Eureka et le service.

Parallèlement, le Plan Global de Déplacements (PGD) s'est poursuivi et une étude sur le déploiement des bornes électriques et l'auto-partage de véhicules électriques a démarré lors du deuxième trimestre.

Côté scolaires, le logiciel Pégase a été mis en place avec succès, tout comme la mise en place des premiers élèves payants.

La convention avec le CG 04 des transports scolaires est arrivée à échéance en septembre 2014 et le service a repris en gestion la quasi-totalité des lignes scolaires.

Enfin, pour la sortie du mobigulde de l'agglomération, le service a organisé une série d'actions de communication subventionnées à 80% par le programme LEADER.

Chaque dossier est étudié par la commission transport réunissant 43 participants. C'est à partir de cette commission que sont formés les différents comités de pilotage des études menées par le service, à qui s'ajoutent, le cas échéant, des collectivités partenaires ou des experts.

La commission s'est réunie 8 fois en 2014.

Le budget du service est, pour l'année 2014, de 4 800 000€ en fonctionnement.



Développement territorial

➔ Mobilité et déplacements

▶▶ Les études :

EN COURS

▶▶ Plan Global de Déplacements :

- définir les grandes orientations en matière de déplacements, tous modes confondus. - réalisée par l'AUPA (janvier 2013-octobre 2014).

▶▶ Schéma communautaire des transports :

- définir les transports de la DLVA : scolaires, voyageurs (interurbains, urbains, touristiques, TAD). - réalisé par EURECA, le réseau doit être opérationnel le 1er septembre 2015.

▶▶ Déploiement des véhicules électriques en autopartage :

- première expérience en France d'autopartage en milieu rural.
- déploiement de bornes électriques, réalisé par le bureau d'études EURECA (mars 2014-octobre 2014)

▶▶ Les gares multimodales :

- études d'aménagement des gares de Manosque et de la Brillanne pour les transformer en pôles multimodaux, projet porté par le service aménagement.

SCHÉMA COMMUNAUTAIRE DES TRANSPORTS SUR LE TERRITOIRE DE LA DLVA :

Septembre 2015 est la date de la mise en place du schéma de transport en commun de la DLVA.

Le travail d'analyse du territoire et de concertation avec les maires des communes de la DLVA a été mené en amont par l'AUPA, lors de la première partie du PGD.

Le bureau d'études a donc réalisé un état des lieux succinct des transports, notamment sur les coûts et la fréquentation. Il a ensuite proposé plusieurs scénarios de desserte répondant aux objectifs de la collectivité qui ont été déterminés en comité de pilotage.

Ce dernier a opté pour une solution médiane qui organise le transport en lignes structurantes et TAD permettant de desservir toutes les communes de la DLVA.

En fin d'année ont été actés le budget transport, les tarifs, les modalités du marché.

Une information sur l'Agenda d'Accessibilité Programmée a été donnée à cette occasion (réalisation en 2015).



Développement territorial

➔ Mobilité et déplacements

» Les objectifs et moyens du nouveau réseau déterminés en comité de pilotage :

- A- Desservir toutes les communes de la DLVA, en adaptant le service aux besoins,
- B- Ouvrir tout le réseau aux voyageurs adultes (actifs, loisirs) et augmenter la fréquentation des commerciaux,
- C- Maîtriser les coûts du transport,
- D- Améliorer la vitesse commerciale des parcours,
- E- Sécuriser des lignes,
- F- Rendre le réseau accessible en 3 ans pour répondre aux exigences de la loi,
- G- Permettre au réseau d'évoluer en fonction des grands projets de la DLVA.

Grâce aux moyens suivants :

- 1- Un réseau pour 3 ans afin d'en tester l'organisation,
- 2- Une structuration permettant un niveau de desserte correspondant à l'importance des communes,
- 3- Une évolution des lignes scolaires en lignes régulières complétées par des doublages scolaires, sauf RPI et lignes spécifiques collèges,
- 4- Un recentrage du transport scolaire sur les missions obligatoires,
- 5- Une mutualisation de plusieurs lignes avec les conseils généraux,
- 6- La rationalisation des points d'arrêt,
- 7- Des lignes entrantes desservant les principales destinations de Manosque (hôpital, zones d'activités),
- 8- le renforcement des points modaux de la gare SNCF et de la halte routière (lignes entrantes, TER, LER Manobus), augmentation des correspondances,
- 9- L'introduction de nouveautés :
 - a. Le Transport à la demande,
 - b. Passage d'une ligne par l'autoroute,
 - c. Création d'une ligne estivale, desserte des ZA des communes,
- 10- Une politique de communication offensive.

Ce travail a été validé en bureau élargi en février 2015.

» LE PLAN GLOBAL DE DEPLACEMENTS

Le vélo a été à l'honneur cette année avec la réalisation du schéma directeur cyclable, qui a nécessité 2 comités de pilotage.

Les derniers travaux du PGD et son vote en conseil sont prévus pour 2015.

» LES VEHICULES ELECTRIQUES

Trois comités de pilotage lui ont été consacrés, puis le dossier a été transféré au service aménagement (cellule énergie).



Développement territorial

➔ Mobilité et déplacements

» Le transport scolaire

La mise en œuvre du logiciel pégase est prévue sur 3 ans. Cette première année l'équipe du service a inscrit tous les scolaires et tous les trajets de cars scolaires dans le logiciel. Près de 2800 élèves sont ainsi répertoriés et ont reçu leur carte scolaire.

En juin a été voté un nouveau règlement scolaire qui met en place le paiement pour les élèves ne respectant pas la carte scolaire, les BTS et les apprentis rémunérés : 17 cartes payantes ont été attribuées

En juin ont été passés les marchés de transports scolaires pour l'année 2014-2015, la convention avec le CG 04 qui gère pour la DLVA les principales lignes scolaires a pris fin en septembre 2014. Ces lignes seront intégrées au schéma de transport dès septembre 2015.

Ces marchés coûtent : 922 000€ pour la période de septembre à décembre (marchés DLVA).

Le budget sur l'année du transport scolaire est de 2 385 000€

La ligne Vinon-Manosque est gérée par le CG du Var.

Notre réseau compte aujourd'hui 27 lignes spécifiquement scolaires auxquelles s'ajoutent 8 lignes régulières transportant dans leur majorité des scolaires, ainsi que 5 regroupements pédagogiques intercommunaux

» Le MANOBUS et les autres transports

LE MANOBUS

Le contrôle du Manobus va être renforcé en 2015, afin d'augmenter le niveau de service (ponctualité et fiabilité).

484 867 v/an ont été effectués en 2014 pour 467 927 en 2013.

37 réclamations écrites ont été envoyées par les usagers du Manobus, principalement pour avance et problème de comportement des chauffeurs.

LES NAVETTES DE LA VILLETTE

Elles se sont arrêtées le 28 novembre 2014 suite à la fin des travaux du parking de la Villette.

Leur fréquentation a été de 73 768 voyages en 18 mois. Principalement des habitants des quartiers du Mont d'or et de la Rochette qui pouvaient ainsi se rendre au centre-ville avec un transport cadencé.

LE TAD

L'expérience du Transport à la demande (TAD) se poursuit, 57 trajets et 90 personnes ont été transportées sur ces lignes qui se déclenchent sur réservation la veille. (chiffres de tous les TAD confondus)

Cette expérience sera étendue sous une autre forme en septembre 2015 aux communes non desservies par les lignes régulières de la DLVA.



Développement territorial

➔ Mobilité et déplacements

» La communication

Force est de constater que peu d'habitants de la DLVA connaissent le réseau de lignes de l'agglomération, gérées encore aujourd'hui par les Conseils Généraux des Alpes de Haute Provence et du Var.

En 2013, le comité de pilotage a souhaité créer un outil de communication, le mobiguide, rassemblant tous les transports impactant l'agglomération, distribué au plus grand nombre ayant pour objectif de :

- ▶ Favoriser l'usage de modes de transports alternatifs à la voiture solo pour inscrire, à terme, le territoire dans une logique de mobilité durable par le déploiement d'une palette de solutions.
- ▶ Faciliter l'appropriation par les populations des offres de transport en commun et de déplacements doux en misant sur une information de proximité.
- ▶ Promouvoir ces dispositifs dans un cadre coordonné entre Autorité Organisatrice de Transport régionale, départementale, et locale.
- ▶ Augmenter la mobilité des habitants des communes isolées grâce à la mise en place d'un TAD.

Pour accompagner la sortie du mobiguide (18 500 mobiguides distribués sur une trentaine de lieux) et en permettre une plus grande diffusion, nous avons organisé pendant la semaine de la mobilité une série d'animations :

- ▶ Je vous écris du bus : des écrivains publics ont fait écrire sur des cartes postales éditées pour l'occasion, dans les bus, aux arrêts, sur les marchés... 5 jeux de cartes postales édités, 800 cartes postales écrites, 10 lignes, 4 marchés...
- ▶ Les ambassadeurs de la mobilité : en collaboration avec le Pays de Haute-Provence, des ambassadeurs ont permis au public de tester les sites régionaux consacrés aux transports, au co-voiturage... 12 interventions 10 lignes de bus et cars et une trentaine de lieux d'interventions,
- ▶ Les rencontres : les traditionnels petits déjeuners sont un rendez-vous attendu. Ils se passent dans les gares, halte routière et sur les marchés (5 rencontres),
- ▶ Un jeu concours primé a complété ces animations, 261 participants



Développement territorial

➔ Mobilité et déplacements

➤ Les infrastructures

LA HALTE ROUTIERE

Le service a repris en gestion la halte routière de Manosque.
Un premier travail sur l'information voyageur et l'attribution des quais a été réalisé.

Mais surtout, en collaboration avec le bureau d'étude de la DLVA, des travaux de sécurisation de la halte ont été réalisés en novembre 2014. Cela a permis d'éradiquer les voitures du périmètre de la halte et d'améliorer l'arrêt minute, leur présence étant incompatible en particulier avec la sécurité des élèves qui utilisent la halte.

LA HALTE ROUTIERE SCOLAIRE DE LA VILLETTE

C'est le deuxième équipement dont la gestion est confiée au service mobilité.
Si sa mise en service sera effective en mai 2015, plusieurs tests grandeur nature ont dû être organisés pour permettre une plus grande fluidité du trafic, en collaboration avec le centre technique. Ils ont donné lieu à des modifications à la marge de l'aménagement de la halte et à des travaux de sécurisation.

Le partenariat inter AOT

Outre sa participation aux réunions régionales Inter-AOT (Autorité Organisatrice de Transports), le service s'inscrit dans une démarche partenariale avec les principaux acteurs du territoire.

PROJETS

- Le site PACAMOBILITE (calculateur d'itinéraires de la région),
- Le site de co-voluntage du CG 04,
- Le schéma régional de la mobilité et des infrastructures du transport,
- Le schéma régional des pistes cyclables,
- L'étude des transports (LER) du Val de Durance.

➤ Prospective 2015

- Ce sera l'année de mise en service du nouveau réseau de l'agglomération dès septembre, de la communication correspondante, de la mise en place de l'inscription scolaire en ligne, la fin du PGD et enfin la réalisation de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP).



Développement territorial

Continuer à :

- ▶ Développer l'attractivité territoriale pour accueillir de nouveaux investisseurs et habitants sur le territoire.
- ▶ Renforcer la politique foncière menée pour soutenir les projets d'aménagement
- ▶ Concrétiser les projets d'aménagement par la livraison de nouveaux logements, bureaux, locaux d'activités artisanales et industrielles, équipements et espaces verts.
- ▶ Évaluer les opérations d'aménagement en matière de développement durable.
- ▶ Finaliser le PCET sur l'ensemble du territoire.
- ▶ Accroître les actions sur le développement durable en lien avec les communes de la DLVA
- ▶ Maintenir l'assistance technique aux communes dans le domaine de compétences.
- ▶ Continuer les efforts en matière d'attractivité pour les activités économiques.
- ▶ Renforcer la coopération avec les acteurs économiques du secteur (Association de zones d'activités, Chambres consulaires, Aides à l'installation d'entreprises ...etc).
- ▶ Développer et maintenir le même niveau de service au niveau des transports scolaires et urbains.
- ▶ Développer les déplacements doux au sein de l'Agglomération.
- ▶ Communiquer sur les actions de la DLVA en matière d'économie, de développement durable et de déplacements.

Systeme d'Information Territorial

► Les données relevées ou numérisées entre le 1er janvier et le 30 décembre 2014

Les données collectées

Les données relevées entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014

Métier	Type	Nombre collectés 2014	Nombre total en base (depuis 2010)
<i>AEP</i>	Éléments	201	8783
<i>EU</i>	Éléments	1833	11895
<i>EP</i>	Armoire /point	910	10621
<i>OM</i>	PAV	149	298
<i>OM</i>	Bacs	9907	9907
<i>OM</i>	Point de collecte	2336	23336
<i>Transport</i>	Point arrêt	76	274
<i>Panneaux</i>	de Police	1566	1566
<i>Panneaux</i>	Directionnels	446	446
<i>Panneaux</i>	Dénomination de voie	906	906
<i>Panneaux</i>	Publicité	263	263
<i>Fibre</i>	Tronçon	55	55
		18648	68350



Systeme d'Information Territorial

Les données numérisées entre le 1er janvier et le 31 décembre 2014

Métier	Type	Nombre collectés 2014	Nombre total en base (depuis 2010)
Transport	Lignes scolaires	180	180
Transport	Lignes régulières	21	25
Panneaux	Publicité	263	263
Bâti	Résidences	368	368
Bâtiments	Culturels	40	40
		872	876

Ces données sont intégrées au fur et à mesure dans le SIT et ainsi visibles par la totalité des agents communaux et intercommunaux habilités.

Les données d'urbanisme numérisées

La reprise de la numérisation des documents d'urbanisme de certaines communes pour les préparer au standard CNIG (ordonnance de décembre 2013 pour intégration au Géoportail de l'Urbanisme)

Commune	Document valide	Travail réalisé par le SIT
Allemagne en Provence	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Corbières	PLU	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Pierrevert	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Puimichel	PLU	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Puimoisson	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Quinson	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Riez	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Roumoules	PLU	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Saint Maimé	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Saint Martin de Brômes	PLU	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Sainte Tulle	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Valensole	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Villeneuve	PLU	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG
Volx	POS	Reprise de la numérisation pour le rendre conforme au standard CNIG

Systeme d'Information Territorial

Les formations réalisées

Des formations ont été assurées aux agents communaux et aux agents de la DLVA en fonction des demandes et des besoins (Sainte Tulle, Villeneuve, La Brillanne, Riez, Roumoules, Esparron de Verdon, Gréoux les Bains, Puimichel, Entrevennes, Le Castellet, Quinson, Régie des Eaux, GDP)

La Sensibilisation des agents communaux en charge de la déclaration des réseaux au Guichet Unique et l'accompagnement lors de la démarche de validation des réseaux et de leur cartographie.

Formation d'agents communaux (Manosque, Oraison, Riez, Voix) à OpenStreetMap en mode consultation et en réalisant des mises à jour.

Les cartes réalisées

La fabrication de plus de 150 cartes pour les besoins des services (Communication, Mobilité Transport, Régie des Eaux, Développement économique, Aménagement, Urbanisme, Foncier, Environnement, VRD, etc.).

L'intégration et l'extraction de données

La fourniture de données aux bureaux d'études en charge de prestation pour la DLVA ou ses communes membres (47 jeux de données préparés).

La vérification de plans de recollement

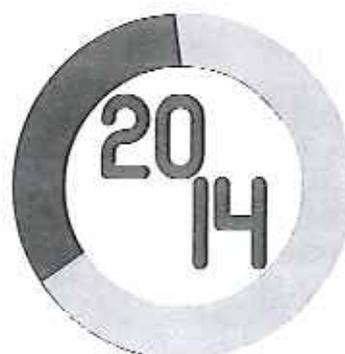
La vérification de plans récupérés par les services ou les communes (34 plans):

- vérification de la conformité du géoréférencement
- vérification de la construction des données présentes
- et, si nécessaire, intégration des données aux bases de la DLVA dans le cadre de la construction d'un Référentiel à Grande Échelle Local (RGEL)

Administration du SIT

Nombre d'utilisateurs du SIT en 2014 : 268

Avec une moyenne de 2950 connexions par mois



RAPPORT
D'ACTIVITÉ

20
14

RAPPORT D'ACTIVITÉ PÔLE

TECHNIQUE

▶ Patrimoine bâti.

▶ Environnement :

⇒ collecte des ordures ménagères

⇒ Gestion des risques majeurs.

▶ VDR et ingénierie.

▶ Eau et assainissement collectif

▶ Spanc

dlv

Durance Luberon Verdon
AGGLOMÉRATION

► PÔLE BÂTIMENT

Communément appelé « Services Techniques ou CTM » le Pôle Bâtiment, dépend de la Direction du Pôle Technique, de par son organisation, Service mutualisé Ville de Manosque - DLVA, Il s'articule au travers de quatre cellules ce qui lui permet de répondre dans les meilleurs délais aux diverses sollicitations et tâches qui lui incombent. Dans le cadre de son activité principale, il assure la maintenance et l'entretien du patrimoine bâti, apporte une aide et un conseil à la décision auprès des élus communaux (avis techniques, estimation financière, constitution de dossiers travaux...), participe ou représente le maître d'ouvrage dans des opérations de réhabilitation, d'extension ou de construction de bâtiments communaux et assure la logistique lors de manifestations festives ou événementielles.

ORGANISATION du SERVICE



► Direction	1 pers
► Technique administratif	9 pers
► Adjoint de direction	1 pers
► Technique-Adm	4 pers
► Responsable fluides	1 pers
► Elec + Thermic	3 pers
► Régie Bâtiment	15 pers
► Responsable régies	1 pers
► Plomberie	3 pers
► Serrurerie	2 pers
► Menuiserie	2 pers
► Peinture	2 pers
► Multi services	3 pers

►► TECHNIQUE - ADMINISTRATIF

L'activité, en cette année 2014, a été axée sur la conduite d'opération, portée par les services de la communauté d'agglomération

- Établissement de programme en fonction des besoins des futurs utilisateurs (hôtel MAZAN,)
- Dossiers à consultation pour assistance à maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'œuvre (ECO CAMPUS,)
- Suivis techniques, administratifs et financiers, études de travaux, pièces écrites DCE (Manosque, Vinon sur Verdon, Oraison, Sainte Tulle, Gréoux les bains.)
- Pilotage et coordination des différents prestataires (CSPS, Contrôleur Technique, Coordinateur de sécurité, Ordonnancement pilotage, Concessionnaires)
- Gestion administrative (factures, courrier, lignes budgétaires affectées au projet)
- Suivis des contrats de maintenances et des contrôles réglementaires



► PÔLE BÂTIMENT

► SUIVIS D'OPÉRATIONS

Hôtel MAZAN à RIEZ

L'Hôtel Mazan, riche demeure édifée au début du XVI^e siècle dans le centre ancien de Riez, le bâtiment se distingue incontestablement par son escalier à vis orné de magnifiques gypseries et de superbes colonnes torsées, sa façade à meneaux nouvellement restaurée, donnent déjà un aperçu du potentiel du bâtiment qui ne demande qu'à s'ouvrir aux visiteurs.

De nombreuses études et travaux ont été réalisés sur l'hôtel de Mazan, depuis 1977 jusqu'à aujourd'hui. Ces deux dernières années, les travaux se sont portés sur la réfection de la toiture et la réfection des façades avec leurs menuiseries.

Adresse	12 rue Grandes
Commune	04500 RIEZ
Nature de l'exploitation	Musée
Nom du propriétaire	Commune de Riez
Nom de l'exploitant	Durance Lubéron Verdon Agglomération
Architecte du projet	Michel TRUBERT Architecte en chef des monuments historiques, 2 rue de Fleury, 77300 FONTAINEBLEAU
Montant marchés de travaux	1 118 804,57 € TTC
Date de démarrage des travaux	24-sept-12
Date d'achèvement des travaux	avr-15

A ce jour, il reste à réaliser et terminer les aménagements des espaces intérieurs en vue de la création d'un musée d'archéologie et de la gypserie. Pour cette dernière tranche de travaux, le pôle bâtiment a réalisé le programme technique et fonctionnel en compétence partagée avec le service développement culturel pour la partie programme muséographique, programme soumis et déjà validé par la DRAC

Estimation, conception réalisation : 2 millions d'euros



► PÔLE BÂTIMENT

► SUIVIS D'OPÉRATIONS

LES OBSERVANTINS à MANOSQUE

Avant travaux, l'abside présentait un intérêt patrimonial certain dans une architecture médiévale élégante bien que d'une grande sobriété. Les campagnes de travaux menées sur l'abside à la fin du XX siècle ont réservé les fonctionnalités permettant d'associer cet espace à la partie orientale de la nef et d'aménager cet ensemble en auditorium avec tribune rétractable de 74 places, en fauteuils individuels.

Adresse	Rue des Ecoles, 04100 Manosque
Commune	04100 MANOSQUE
Nature de l'exploitation	Ecole de musique
Nom du propriétaire	Commune de Manosque
Nom de l'exploitant	Durance Lubéron Verdon Agglomération
Architecte du projet	Francesco Flavigny Architecte en chef des monuments historique, 3 allée des chênes verts, 30400 Villeneuve-lès-Avignon
Travaux	Restauration Façade et aménagement de l'ancienne église des observantins
Montant global des marchés de travaux	919 764.09 € TTC
Achèvement des travaux	Mars -15



RAPPORT D'ACTIVITÉ

► PÔLE BÂTIMENT

► SUIVIS D'OPÉRATIONS

ECO-CAMPUS à SAINTE TULLE

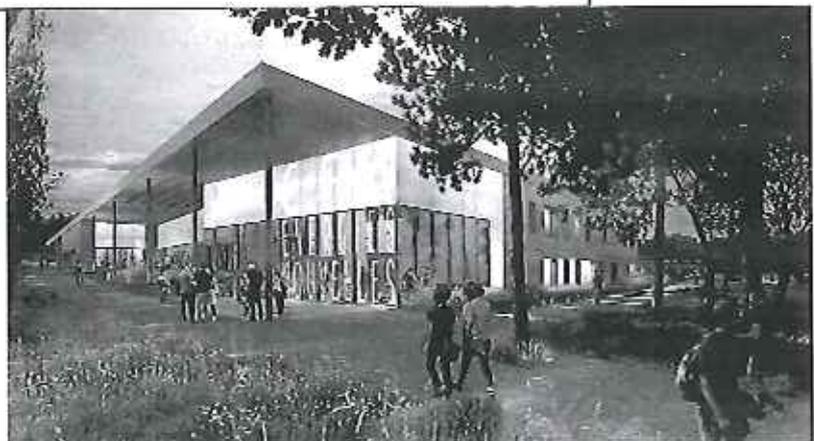
Futur centre de formation et d'apprentissage cette construction située sur la commune de Sainte Tulle, sera dédiée aux métiers des énergies nouvelles, «centre regain» Il pourra accueillir entre 350 à 400 apprenants.

La construction, qui doit débuter courant 2015, sera réalisée dans une démarche de haute qualité environnementale BDM «démarche Bâtiment Durable Méditerranéen, Niveau OR.

Cette démarche souhaitée par les élus communautaires, passera par la mise en œuvre d'éco matériaux, de produits bio-sourcés avec une provenance locale, d'une exigence forte en terme d'économie d'énergie «bâtiment autosuffisant» BEPOS, et dans le cadre de la RT 2012, celle-ci sera appliquée conformément à la réglementation en vigueur mais avec un coefficient de -10% sur la base des critères de la région PACA (50 kWh) - m² an

Estimation du projet 10 millions d'euros

Adresse	Rue Gabriel Besson - Centre Regain
Commune	04220 Sainte TULLE
Nature de l'exploitation	Centre de Formation D'apprentissage - CFA -
Nom du propriétaire	Commune de Sainte TULLE
Nom de l'exploitant	Durance Lubéron Verdon Agglomération
Architecte du projet Ordre de service Oct - 2014	Architecte mandataire; R14 Architectes 8, Avenue Marcel André 04300 FORCALQUIER Architecte Associés ; LEIÉSSIER CORRIOL Architecture et Urbanisme 43, rues Dragon 13003 MARSEILLE
Achèvement des travaux	Sept - 2016



► PÔLE BÂTIMENT

► Action préventive

Une étude de stratégie patrimoniale est en cours de réalisation par le service.

Cette étude porte sur trois thématiques :

- Diagnostic du patrimoine (45 bâtiments)
- Entretien des bâtiments
- Accessibilité aux personnes à mobilité réduite

L'objectif sera de définir, en concertation avec les élus communautaires, un programme pluriannuel d'entretien préventif du patrimoine bâti en y intégrant les performances énergétiques, et la mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

► Contrôles réglementaires – ERP

Au travers de la cellule technique administrative, le service a fait réaliser 100 points de contrôles par un organisme agréé. Les levées d'observations sont en cours de réalisation par nos services, l'objectif en terme de responsabilité est de maintenir les installations dans un parfait état de fonctionnement et être en conformité avec la réglementation en vigueur,

En parallèle la mise en place de contrats de maintenance portant sur les installations, incendie, électriques, ascenseur, traitement d'air, chauffage et le traitement amiante, plomb, légionellose, font partis des actions préventives et correctives mises en place et réalisées par le service en 2014.

NOMBRE DE CONTRÔLE RÉALISÉS ET SUIVIS PAR LE SERVICE

►► Contrôles des chaufferies	18
►► Contrôles électriques	21
►► Contrôles sécurité incendie	47
►► Contrôles des équipements mécaniques	12
►► Contrôles des scènes et tribunes	2
►► Maintenances sécurité incendie	6
►► Maintenance portes et portails automatiques	17
►► Maintenance des chaufferies	11



▶ PÔLE BÂTIMENT

▶▶ Bref tour d'horizon

- ▶ Réception des travaux et ouverture de la médiathèque de Vinon sur Verdon
- ▶ Remplacement du système de sécurité incendie de la salle de l'Eden à Oraison
- ▶ Mise en conformité de la scène du théâtre de Sainte Tulle
- ▶ Suivi des travaux des Observantins à Manosque
- ▶ Représentant de la maîtrise d'ouvrage et suivi des travaux de l'Hôtel Mazan à Riez,
- ▶ Elaboration du programme d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'eco campus à Sainte Tulle
- ▶ Remplacement du plateau de scène au château de Gréoux les Bains
- ▶ Mise en place de contrats de maintenance et de contrôles réglementaires (ERP)
- ▶ Désinfection des réseaux, centrale de traitement d'air médiathèque d'Herbes à Manosque
- ▶ Traitement de la dalle béton grande salle de l'Etoile à Gréoux les Bains

▶▶ 135 contrôles

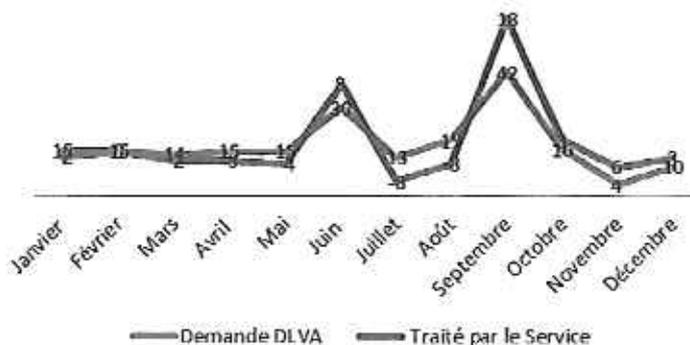


► PÔLE BÂTIMENT

►► RÉGIE BÂTIMENT

L'activité, en partenariat avec certains services techniques hôtes de l'équipement, aura été d'assurer tout au long de l'année une partie des opérations d'entretiens courants dans les bâtiments communautaires (médiathèques, théâtres, musées,...) ainsi que la réalisation de travaux de plus ou moins grande importance. Il s'agit essentiellement de demandes formulées par les chefs d'établissement sur de petites opérations de remise en état du patrimoine; elles sont majoritairement réalisées par du personnel qualifié en plomberie, électricité et menuiserie.

Régie Bâtiment



Centre Jean Giono

►► PETITS CHANTIERS

- Réfection du bassin de cour du Centre Jean Giono de Manosque
- Aménagement de bureau archiviste Centre Giono de Manosque
- Pose d'une alarme intrusion à la médiathèque de Puimolsson
- Aménagement et mise en sécurité Bibliothèque de Valensole
- Pose d'étagères/rayonnages adaptation mobilier de la Bibliothèque-médiathèque Vinon sur Verdon
- Aménagement du patio de l'office du tourisme de Manosque
- Remplacement de la centrale d'éclairage de sécurité au théâtre de Sainte Tulle
- Alimentation électrique et pose des cuves GNR à Riez et Quinson

►► 207 interventions

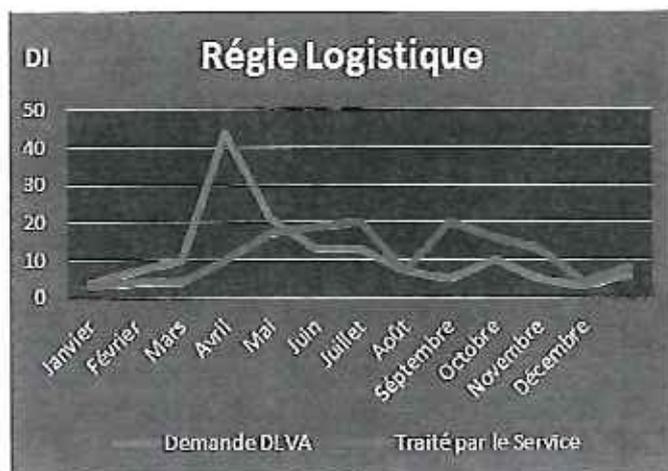
► PÔLE BÂTIMENT

►► RÉGIE LOGISTIQUE

L'activité en partie, aura été de répondre aux demandes d'associations sportives, culturelles, publiques ou d'élus communautaires sur la mise à disposition de matériel (tables, chaises, tribunes,...) dans le cadre de leurs activités festives ou événementielles,

- Installation et réalisation du démontage des différents espaces de réceptions et de manifestations (estrades, scènes, barrières, mobiliers élections..),
- Mouvements de mobiliers (bureau, armoire, table,...) avant travaux ou réaménagement de service
- Mise à disposition de matériels (tables, chaises, barnums, estrades, barrières...) pour les manifestations,
- Entretien du patrimoine mobilier,
- Gestion du courrier (23), planning, participation aux réunions de coordinations festives ou autres,

Dans un souci de répondre favorablement «selon le matériel disponible», les agents ont dû assurer une polyvalence et une disponibilité indispensable au bon fonctionnement du service. Cette année, ils ont répondu à 132 demandes pour la DLVA, principalement pendant la période estivale.



On observera sur le graphique un pic de demande au mois d'avril. Il est principalement dû à des demandes de matériel en livraison différée

*DI - demande d'intervention

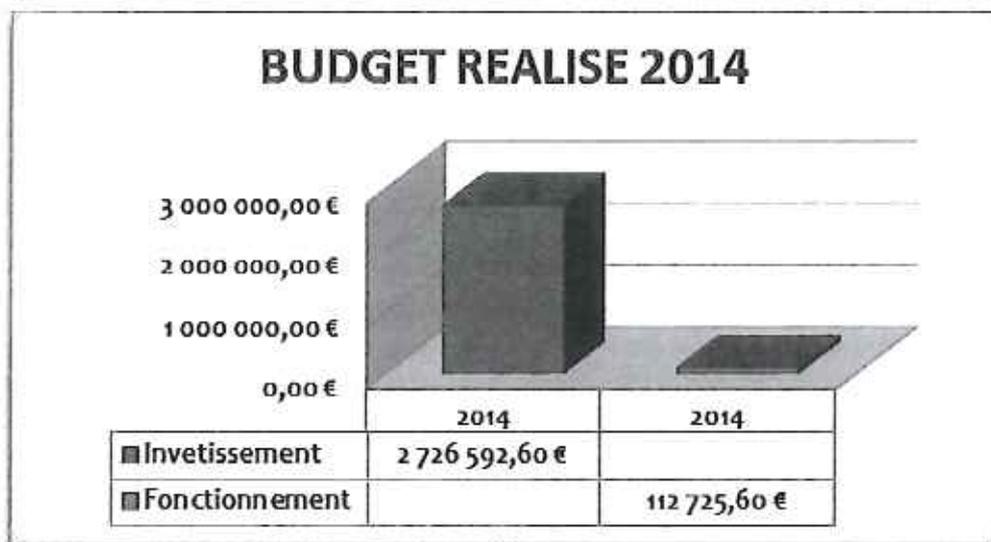
►► En bref.....

- Festival de la musique à Manosque
- Forum des associations à Pierrevert
- Podium à Corbières
- Fête votive à Montfuron
- Fête votive à Entrevennes
- Fête de la lavande à Riez
- Prêt de matériel à Esparron du Verdon
- Fête Saint Antoine à Montagnac

►► 135 interventions

► PÔLE BÂTIMENT

► Budget réalisé en 2014



► Perspectives

Dans l'année à venir, le pôle Bâtiment aura tout à la fois, à assurer l'assistance technique et administrative sur les projets de constructions communautaires, qui devraient cependant diminuer dans les années à venir, et à accentuer les efforts sur l'optimisation des bâtiments existants, tant sur le plan qualitatif et fonctionnel, qu'énergétique et financier.

Signalons cependant pour 2015 :

- Début de la construction du CFA sur la commune de Sainte Tulle
- Livraison du bâtiment des Observantins avec son auditorium à Manosque
- Livraison de la gare routière (scolaire) de la Villette à Manosque
- Rendu du PPEAR (plan pluriannuel entretien et aménagement réglementaire)

► PÔLE BÂTIMENT

►► Liste du patrimoine bâti à disposition

DLVA ALLEMANGNE-EN-PROVENCE	MEDIATHEQUE	DLVA ROUMOULES	MEDIATHEQUE
DLVA CORRIERES	MEDIATHEQUE	DLVA SAINT-LAURENT-DU-VERDON	MEDIATHEQUE
DLVA ENTREVENNES	MEDIATHEQUE	DLVA SAINT MAIME	MUSEE DE LA MINE MEDIATHEQUE
DLVA ESPARON	MEDIATHEQUE	DLVA SAINT MARTIN DE BRÔMES	SALLE D'EXPOSITION TOUR DE L'HORLOGE MEDIATHEQUE
DLVA GREOUX-LES-BAINS	CHATEAU SALLE DES GARDES SALLE DE L'ETOILE MEDIATHEQUE MAISON DE PAULINE DECHETTERIE	DLVA SAINTE-TULLE	THEATRE CTM GARAGE MEDIATHEQUE
DLVA LA BRILLANNE	MEDIATHEQUE	DLVA VALENSOLE	DECHETTERIE MEDIATHEQUE
DLVA MANOSQUE	CENTRE JEAN GIONO THEATRE JEAN LE BLEU / MJC ECOLE DE MUSIQUE ECOLE DE DANSE MEDIATHEQUE D'HERBES DECHETTERIE	DLVA VILLENEUVE	DECHETTERIE MEDIATHEQUE
DLVA MONTAGNAC-MONTPEZAT	MEDIATHEQUE	DLVA VINON	SALLE DE SPECTACLE ECOLE DE MUSIQUE MEDIATHEQUE
DLVA MONTFURON	MEDIATHEQUE	DLVA VOLX	CTM MEDIATHEQUE
DLVA ORAISON	SALLE DE L'EDEN ECOLE DE DANSE DECHETTERIE ECOLE MUSIQUE	DLVA PUIMOISSON	MEDIATHEQUE
		DLVA QUINSON	MEDIATHEQUE

►► Nombre de bâtiments : 43
►► Surface plancher : 15 347.70 m²

Environnement :

Collecte des ordures ménagères



Environnement

GESTION DES DÉCHETS

➤ EFFECTIFS :

Le service compte 34 agents répartis comme suit :

- 1 responsable de pôle
- 1 agent administratif
- 2 chefs de secteurs
- 1 agent de suivi terrain
- 8 gardiens de déchetteries
- 13 agents de collecte des ordures ménagères
- 5 agents de collecte du tri
- 5 agents de la brigade de propreté

En mars 2014, un agent administratif a été recruté pour assurer le suivi des marchés, de la facturation et de l'activité du service.

Le gardien de la déchetterie de Valensole, est en arrêt maladie depuis le début du mois de novembre 2014 et ce jusque fin mars 2015. C'est la société Alpes Assainissement qui assure le gardiennage de la déchetterie en son absence, dans le cadre d'un marché à bons de commande.

Les renforts de personnel ont été bénéfiques au rendu du service : nous avons observé une baisse des plaintes des mairies et nous avons pu effectuer des travaux d'entretien, ce qui n'avait pas été possible en 2013 (reprise des PAV, entretien des déchetteries...).

➤ Les véhicules :

Notre flotte de véhicules est vieillissante, particulièrement les BOM (Benches à Ordures Ménagères). Nous avons été dans l'obligation de procéder à la location longue durée d'une micro benne pour la collecte des ordures ménagères à Entrevennes et d'une BOM de 14 m³ pour la tournée d'oraison.

Trois acquisitions de benches à ordures ménagères ont été prévues sur le budget 2014, deux ont été retenues, la troisième est reportée sur le budget de 2015 :

- Une micro benne de moins de 3,5 tonnes, dont la livraison a été réalisée le 28 janvier 2015. La prise de service a été faite début février 2015 ;
- Une BOM de 14 m³ dont la livraison est prévue pour le premier semestre 2015.

➤ AUTRES ACQUISITIONS :

- Acquisition de 210 bacs à ordures ménagères : 120 conteneurs de 660 litres, 60 conteneurs de 330 litres et 30 conteneurs de 120 litres.
- Acquisition de 60 bacs pour les Emballages Ménagers Recyclables : 30 de 1 000 litres et 30 de 660 litres.
- Acquisition de 2 conteneurs sécurisés pour accueillir les D3E sur les déchetteries de Pierrevert et de Valensole.
- Acquisition de 2 benches pour le camion Ampliroil
- Acquisition de 2 cuves pour le Gasoil Non Routier pour Riez et Quinson
- Novembre 2014 : Installation de colonnes enterrées à Gréoux les Bains : 2 colonnes à ordures ménagères et des colonnes de tri sélectif sur le parking du marché et 2 colonnes à ordures ménagères devant le laboratoire d'analyses médicales (rue des Alpes).

Environnement

GESTION DES DÉCHETS

Description	Référence	Quantité	TOTAL HT (en €)
Conteneurs OM CITEC	660 litres	120	11 880
	330 litres	60	2 340
	120 litres	30	600
Conteneurs EMR CITEC	1 000 litres	30	5 100
	660 litres	30	3 930
Cuves Diesel FRANCOSELF	1 000 litres	2	2 466
Conteneurs enterrés Gréoux les Bains - CITEC	B5M3 OM 89 L	7	23 744
	B5M3 EMR	1	2 914
	B4M3 Papier	1	2 942
	B4M3 Verre	1	2 987
	Cuves béton 5M3	10	26 160
	Kit AJT INST 4M3 en 5M3	2	0
Conteneurs de stockage sécurisés - G. GILLARD Benues pour l'Ampliroll - DALBY	20'	2	9 820
	30M3	2	7 508,80
TOTAL HT (en €)			102 391,80



RAPPORT
D'ACTIVITÉ

Environnement

GESTION DES DÉCHETS

➤ LES ACTIONS :

- **Déchetterie de Gréoux les Bains** : fermeture de l'aire d'accueil des déchets verts à la demande de la DDT. La réhabilitation de cette zone rentrera en compte dans l'étude globale de réhabilitation des déchetteries prévue pour le 1er semestre 2015 ;
- **Intervention conjointe** entre le service gestion des déchets et le service nettoyage à la co-propriété les Serrets avec enlèvement des encombrants et de nombreux déchets déposés à même le sol ;
- **101 bennes à végétaux** mises en place dans les différents quartiers de Manosque d'avril à novembre ;
- **Campagne de lavage des colonnes enterrées** en août 2014, en raison de nombreuses plaintes d'administrés, gênés par l'odeur. Réalisée par la société VEOLIA ;
- **Lavage des colonnes de tri sélectif** par la société SITA SUD ;
- **Fermeture de la déchetterie de Pierrevert** du 18 août au 3 novembre 2014 en raison des travaux de voirie réalisés sur l'ancienne route de Sainte Tulle et sur le chemin des Mouillères Longues. Les usagers ont été orientés vers la déchetterie de Manosque et des bennes à déchets verts ont été installées à Pierrevert, Sainte Tulle et Corbières ;
- **Marquage des D3E et sécurisation des locaux** de stockage sur les déchetteries de Manosque et de Gréoux les Bains dont les résultats sont déjà observables : nette augmentation des tonnages à partir de septembre 2014 (+ 180 %) ;
- **Consultation pour la reprise de vieux conteneurs** et de colonnes de tri stockés derrière la caserne des pompiers. La reprise du plastique, effectuée par la société ABR PLASTIQUES, ne représente pas un montant élevé (518,40 €) mais a permis le nettoyage de la zone et l'absence d'un coût de traitement ;
- **Travaux sur la déchetterie de Villeneuve** pour l'alimentation électrique des locaux des gardiens ;
- **Broyage des déchets verts à Montagnac-Montpezat**, réalisé par l'entreprise Travaux et Environnement en novembre 2014 ;
- **Sécurisation du stockage des D3E** sur les sites de Pierrevert et de Valensole (acquisition de 2 conteneurs sécurisés livrés en décembre 2014) ;

Environnement

GESTION DES DÉCHETS

➤ LES TONNAGES COLLECTÉS :

OMA (Ordures Ménagères et Assimilés)

Flux	Ordures ménagères	Verre	EMR	JRM	Papiers	Cartons	TOTAL TONNAGES
Tonnages	23 085,55	1 251,24	485,88	1 078,17	13,48	550,28	26 464,60

Soit 457,24 Kg par habitant.

➤ DÉCHETTERIES :

Flux	Amiante	Bois	Carton	DDM	Déchets verts + apport + benne week-end	Encombrants	Ferrailles
Tonnages	17,96	1 820,80	331,20	83,57	7 891,22	4 363,12	295,22

Flux	Gravats	Plastiques	Pneus	TOTAL TONNAGES
Tonnages	6 544,59	38,08	32,04	21 417,80

Soit 370,04 Kg par habitant.



RAPPORT
D'ACTIVITÉ

Environnement

GESTION DES DÉCHETS

► Les coûts :

La collecte et le traitement des OMA (Ordures ménagères et Assimilés) - en euros HT

		Les Ordures Ménagères (OM)		Les recyclables					TOTAL
		Collecte et transport OM	Traitement OM	Verre	EMR	JRM	Papiers	Cartons	
Dépenses	Ex-CCLDV + Ex-SIVOM	1 553 374,89	1 315 000	45 927,88	148 955,04	52 056,97	11 127,07	110 672,49	3 237 064,34
	Régies	770 868,83	594 162,11	28 252,82	112 816,46	38 259,19		71 935,01	1 566 294,42
Total Dépenses		2 324 193,72	1 909 162,11	74 180,70	261 771,50	90 316,16	11 127,07	132 607,50	4 803 358,76
Rachats				6 182,06	34 063,54	74 497,72	932,03	30 794,90	146 465,25

NB : Nous n'avons pas connaissance du montant qui nous sera reversé par le SYDEVOM en juillet 2015 au titre de l'année 2014, qui englobe le rachat des emballages et du verre.

- ✓ Entretien et lavage des conteneurs à ordures ménagères : **85 467,76 €**
- ✓ Entretien et lavage des colonnes de tri sélectif : **27 399,57 €**



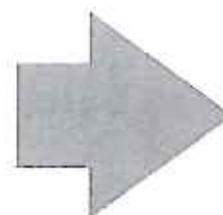
Environnement

GESTION DES DÉCHETS

► Coûts des déchetteries par matériaux - en euros HT :

	Gardiennage	MAD Mairies	Location engins + réparations + gasoll + frais divers	Amiante	Bois	Carton	DDM (Déchets Dangereux des Ménages)
Esparron de Verdon		13 338					
Gréoux les Bains	66 203,50				18 117,53	6 260,93	12 709,23
Manosque	66 203,50				49 065,22	7 963,43	23 763,27
Le Castellet		5 636					
Oraison	38 598,91		91,85	3 782,30	18 236,70	9 263,03	8 960,16
Pierrevet	99 068,12		15 186		16 559,53	5 929,19	15 498,04
Quinson	34 554,23		29 276,50				
Riez	32 261,42		29 881,78				
Valensole	62 364,04	6 267	157,37		16 131,80	5 641,79	8 553,51
Villeneuve	60 149,73		563,61	2 117,05	19 838,40	8 939,01	11 536,49
TOTAL	459 403,45	25 241	75 157,11	5 899,35	137 949,18	43 997,38	81 020,70
Rachats						22 119,65	497,97

Suite
du
tableau



Environnement

GESTION DES DÉCHETS

	Déchets verts	Encombrants	Ferrailles	Gravats	Plastique 5	Pneus	TOTAL
Esparron de Verdon		4 465,31					17 803,31
Gréoux les Bains	77 302,50	55 876,27		22 270,84		1 766,59	260 507,39
Manosque	80 759,34	113 699,45	1 967,24	25 537,74		3 703,79	372 662,98
Le Castellet	2 640	11 483,75	1 241,24	967,30			21 968,29
Oraison	17 970	62 578,12	2 262,26	28 581,60			190 324,93
Pierrevert	14 176,04	55 766,44	600	13 383,39			236 166,75
Quinson		18 816,19					82 646,92
Riez	76,92	78 167,47	1 837,11				142 224,70
Valensole	20 014,11	30 330,76	1 117,34	12 740,23		1 809,62	165 127,57
Villeneuve	69 880,75	49 439,03	5 125,12	23 289,90	5 438,63	1 144	257 461,72
TOTAL	282 819,66	480 622,79	14 150,31	126 771	5 438,63	8 424	1 746 894,56
Rachats			20 097,40		518,40		43 233,42

► Explication du tableau :

Les déchets verts sur les déchetteries ex-Illo, Le Castellet, Oraison et Villeneuve :
1 benne de location sur Le Castellet et 2 bennes de location sur Oraison. Les bennes sont collectées et vidées sur l'aire à déchets verts de la déchetterie de Villeneuve où tout est broyé.

LES DÉCHETS VERTS SUR LA DÉCHETTERIE DE MANOSQUE :

Le coût équivaut à celui de la location de bennes sur la déchetterie de Manosque, au traitement et à la valorisation des déchets verts apportés en déchetterie
+ le traitement et valorisation des apports directs sur le site ALPES ASSAINISSEMENT en ZI Saint Maurice (apports réalisés par les services espaces verts et nettoyage de la ville de Manosque)
+ la collecte des bennes installées les week-end dans les différents quartiers de Manosque ainsi que le traitement et la valorisation des déchets qui y sont déposés.

Environnement

GESTION DES DÉCHETS

♦ COMMUNICATION :

-Distribution de sacs de tri aux colicurs de la DLVA, de guides du tri et de guides du tri pour les enfants ; campagne menée par le service communication.

-Commande de 28 cartons de gobelets réutilisables et 2 cartons de carafes au SYDEVDM avec le logo de la DLVA. Livrés en décembre 2014, ils sont stockés à Sainte Tulle. Ces gobelets et carafes sont destinés aux agents et seront distribués lors d'une prochaine campagne de communication interne.

-Demande de subvention réalisée auprès du Conseil Général pour un plan de communication sur 3 ans : 2014 à 2016, conjointement avec le service communication.

-Présence au Salon Botanique de Valensole en coopération avec le service communication.

♦ MARCHÉS :

Le marché de collecte, traitement et valorisation des déchets dangereux des ménages et des déchets verts de la déchetterie de Pierrevert à été notifié en mai 2014 :

LOTS	Attributaire
Lot 1 : Déchets Dangereux des ménages (DDM)	ALPES ENVIRONNEMENT
Lot 2 : Déchets verts	TRAVAUX ET ENVIRONNEMENT

Un marché d'acquisition de matériel de pré-collecte a été lancé en septembre 2014. Composé de 6 lots, il a été attribué en novembre 2014 :

Lots	Attributaire
Lot 1 – Conteneurs à ordures ménagères et à emballages ménagers recyclables	CONTENUR
Lot 2 – Colonnes de tri sélectif parement bois	STCM
Lot 3 – Colonnes de tri sélectif parement plastique	CITEC ENVIRONNEMENT
Lot 4 – Colonnes métalliques sérigraphies pour la collecte en apport volontaire	UTPM REALISATION
Lot 5 – Colonnes pour la collecte des huiles usagées	PLASTICS OMNIUM SYSTEMES URBAINS
Lot 6 – Colonnes de tri sélectif facilement transportables	PLASTICS OMNIUM SYSTEMES URBAINS

Environnement

GESTION DES DÉCHETS

♦ Les soutiens :

Les éco-organismes tels qu'Eco-emballages et OCAD3E assurent les filières de Responsabilité Élargie des Producteurs.

Ainsi, l'élimination de certains déchets ne coûte rien à la collectivité et permet une diminution sensible des tonnages enfouis ainsi qu'une protection de l'environnement face à des déchets polluants. C'est le cas des D3E, les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques, collectés par Eco-systèmes.

De plus, certains éco-organismes versent des soutiens financiers aux collectivités en fonction des tonnages collectés afin d'encourager la communication sur le geste de tri.

ORGANISMES	MONTANT
Eco-emballages	66 500 €
OCAD3E	17 096,72 €
Eco-folio	44 551,31 €
TOTAL	123 563,31 €

Rq : Nous n'avons pas connaissance du montant des soutiens qui nous seront reversés par le SYDEVOM en juillet 2015 au titre de 2014.

En 2015, la DLVA s'inscrit dans 2 nouvelles filières REP : le mobilier avec l'organisme Eco-mobilier et les DDS (Déchets Diffus Spécifiques) ménagers avec Eco-DDS. La signature des conventions avec ces deux éco-organismes permettra une baisse des coûts de traitement de ces déchets et l'obtention de soutiens financiers supplémentaires.



GESTION DES DÉCHETS

► BILAN FINANCIER 2014 :

PRESTATIONS	COÛTS (EN € HT)
COLLECTE ET TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES	4 233 355,83
COLLECTE ET TRAITEMENT DES RECYCLABLES	570 002,92
COLLECTE DES DECHETS VERTS EN PORTE A PORTE (COMMUNES DE GREOUX LES BAINS ET LA BRILLANNE)	29 623
COLLECTE DES ENCOMBRANTS EN PORTE A PORTE	31 640
DECHETTERIES	1 746 894,56
ENCADREMENT	197 228,06
BRIGADE DE PROPLETE ET MISE A DISPOSITION DES COMMUNES POUR LA COLLECTE DES ENCOMBRANTS	177 702,13
ACQUISITION DE MATERIEL DE PRE-COLLECTE	131 098,80
ACQUISITION D'OUTILLAGE	3 835,28
LAVAGE DES BACS A ORDURES MENAGERES ET DES COLONNES DE TRI SELECTIF	112 867,33
ENFOUISSEMENT DES DECHETS INDUSTRIELS BANAUX (DIB)	66 953,91
TOTAL	7 301 191,82

Dans le cadre des rachats de matières et des soutiens versés par les éco-organismes, la DLVA a perçu 313 261,98 € (sans les rachats de verre et emballages qui nous seront versés en juillet 2015, au titre des rachats 2014).

Ce qui ramène le coût du service à 6 987 929,84 €.

OBJECTIFS 2015 :

► Le marché passé par l'ancienne communauté de communes SUD 04 « Prestation de traitement de déchets ménagers banaux collectés en déchetterie » a pris fin en décembre 2014. Une nouvelle consultation a été lancée au mois de janvier 2015, pour un marché jusqu'au 26 mai 2016. La procédure est en cours.

► Participation de la DLVA à l'appel à projet d'Eco-emballages sur la relance du tri

► Plan de communication sur les déchets, essentiellement sur le tri sélectif, avec le service communication.

► Montage du prochain marché de collecte, transport et traitement des déchets ménagers et recyclables et de gestion des déchetteries.

► Marché en vue de la mise en place de la déchetterie mobile sur le Bas Verdon

Environnement

GESTION DES
RISQUES MAJEURS

Environnement

Gestion des risques majeurs

En 2014 le séisme du 07 avril, un feu de forêt sur Sainte Tulle, des accidents de la route impactant des véhicules transportant des matières dangereuses, des mouvements de terrain impactant la circulation, notamment à Pierrevert, des inondations, des vents violents, la gestion de la pollution d'eau potable, des épisodes neigeux..., quelques événements qui n'ont de cesse de nous rappeler la réalité de notre territoire et le besoin de réactivité.

Pour faire face à tout événement à risque, il est important d'être sensibilisé, de se préparer et de mettre en œuvre, ensemble, les moyens disponibles et nécessaires le moment venu.

Le diagnostic territorial des risques majeurs 2014 a relevé un niveau assez faible de culture du risque sur la DLVA. A cet effet, en plus de l'assistance à l'élaboration des documents opérationnels de gestion de crise et la mise en place du projet d'un plan intercommunal de sauvegarde pour la mutualisation des moyens sur notre territoire, la DLVA souhaite intégrer la population à la gestion des risques majeurs. Des actions de sensibilisations seront élaborées pour la résilience du territoire dans les années à venir.

ACTIONS 2014 :

PCS (Plans communaux de sauvegarde) et DICRIM (Document d'Information Communal sur les risques majeurs)

- ♦ Travail avec la commune de Valensole du PCS et du DICRIM (finalisation premier trimestre 2015) ;
- ♦ Finalisation début 2014 du PCS et du DICRIM de Quinson avec l'ancienne municipalité, puis refonte en cours suite au changement de municipalité ;
- ♦ Assistance et finalisation du PCS de Pierrevert avec présentation aux acteurs communaux de gestion des risques. Le DICRIM est en cours de finalisation ;
- ♦ Assistance à la réalisation du DICRIM de Corbières, en cours de finalisation ;
- ♦ Réalisation des cartes opérationnelles pour le PCS de Vinon-sur-Verdon ;
- ♦ Assistance à la mise en place de la réserve communale de sécurité civile de Villeneuve.

PPMS - Plans particuliers de mise en sûreté des établissements scolaires

- ♦ Assistance à la réalisation du PPMS du groupe scolaire de la Ponsonne à Manosque ;
- ♦ Réalisation d'un exercice PPMS « SEISME » au groupe scolaire des Tilleuls à Manosque.

SENSIBILISATION

- ♦ Réalisation d'une plaquette d'information sur les bons réflexes face aux risques majeurs (impression 2015).

VRD
&
INGÉNIERIE



VRD & INGÉNIERIE

↳ PRÉSENTATION DU SERVICE

L'effectif du service VRD & Ingénierie reste inchangé en 2014, à savoir 38 agents répartis sur les trois secteurs d'activités (dont 3 agents contractuels pour des remplacements d'agents de la voirie).

1 Ingénieur (catégorie A)

Bureau d'études « Travaux & Ingénierie » :

3 Techniciens (catégorie B)

2 Adjointes techniques 1ère classe (catégorie C)

Patrimoine Voirie :

2 Techniciens (catégorie B)

2 Agents de maîtrise (catégorie C)

23 Adjointes techniques (catégorie C) dont 3 Agents techniques Contractuels

Patrimoine Réseaux Secs :

1 Technicien (catégorie B)

1 Agent de maîtrise (catégorie C)

3 Adjointes techniques (catégorie C)

I. LE BUREAU D'ETUDES « INGÉNIERIE & TRAVAUX »

Le Bureau d'études (BE) œuvre à la fois pour la ville de Manosque et les 25 autres communes de la DLVA, dans le cadre des compétences transférées.

Les missions principales du BE sont le conseil technique et la conduite de projets d'aménagement en matière de voirie, de réseaux divers, d'infrastructures d'envergure ou de zones d'activités...

1) L'ANNÉE 2014 DU BUREAU D'ÉTUDES EN CHIFFRES :

137 dossiers traités : - 40 dossiers **Ville de Manosque**
 - 97 dossiers **DLVA**

◆ Dossiers à l'étude DLVA : 51

◆ Dossiers DLVA (AEP-EU) : 10

◆ Projets livrés DLVA : 25

◆ MBC DLVA : 11

Entre 2013 et 2014, on a constaté une augmentation de 13,2 % de la charge de travail du Bureau d'études « Ingénierie & Travaux » (BE).

Ce dernier répond à la fois à des demandes émanant de la Ville de Manosque (services Urbanisme, Foncier, GDP...) et de la DLVA dans ses compétences transférées (services mutualisés comme l'Aménagement, le Développement économique, la Mobilité...).

Le BE vient ainsi régulièrement en appui du service de l'Eau et de l'Assainissement ou de l'Éclairage Public, y compris dans le suivi de certains de ses chantiers (compétences communautaires).

Et l'on constate aujourd'hui la sollicitation du BE pour des avis techniques sur bon nombre de projets des autres communes de la DLVA.

VRD & INGÉNIERIE

I. LE BUREAU D'ETUDES « INGÉNIERIE & TRAVAUX »

En 2014, le Bureau d'études a ainsi travaillé à 70 % pour la DLVA...

La cellule « Conception et gestion de projets » du BE a établi cette année :

- 20 relevés topographiques (14 en 2013) ; à noter que les prestations de géomètres ne sont plus quantifiées puisque leur gestion a été confiée à l'Aménagement
- 70 prestations graphiques (pour MOE interne, études foncières...) et une trentaine de plans « basiques » (plans de situation, plans modificatifs, plans cadastre, etc.), soit 43 % d'augmentation des prestations de dessins par rapport à 2013
- 12 études de circulation (10 sur la Ville de Manosque et 2 pour la commune de Sainte-Tulle), avec synthèse des comptages routiers effectués
- 82 déclarations de projet de Travaux (28 DT en 2013)
- 16 plannings d'opération pour le suivi d'études ou de travaux, réalisés sous le logiciel MS Project, sans compter les différentes mises à jour de chaque planification initiale (réalisation et suivi de plannings d'opérations d'envergure, comme pour les projets « Ecocampus », « Bornes d'accès », « Giratoire La Carretièrre » ou encore « Zone des Grandes Terres »...)
- le suivi hebdomadaire des dossiers (tableaux de suivi) et la coordination de l'ensemble des travaux menés par le service VRD & Ingénierie (en matière de voirie, d'eau et d'assainissement, d'éclairage public, achat et entretien...)
- la préparation d'une dizaine de présentations PowerPoint pour des Commissions Techniques (COTEC Voirie et Eclairage Public), des réunions publiques (liaison Vilette-Soubeyran, travaux RD 4096...) ou auprès des élus (Vidéoprotection, Illuminations de Noël, Bornes Centre Ancien...)

♦ LA CELLULE MOE ETUDES & TRAVAUX :

Les 2 chargés d'opération du BE ont assuré la gestion de 137 dossiers, certains en phase d'études, d'autres en phase travaux (MOE externe ou interne).

Au travail de terrain (réunions et comptes rendus de chantier), doivent être ajoutées toutes les tâches administratives inhérentes au montage des dossiers (chiffrages estimatifs, conventions, suivis financiers, AVP, PRO...) et des marchés (consultations, pièces techniques comme CCTP BPU, DQE...).

Le rôle de conseil technique du BE a pris également de l'ampleur cette année, au vu de l'accroissement des demandes reçues en direct par les techniciens ou sur la messagerie « ingenierie@dlva.fr ».



VRD & INGÉNIERIE

I. LE BUREAU D'ETUDES « INGÉNIERIE & TRAVAUX »

↳ ETUDES & TRAVAUX – BILAN 2014

a) Les projets qui ont été menés à leur terme par le BE en 2014 :

La cellule « Conception et gestion de projets » du BE a établi cette année :

+ MANOSQUE

- + Avenue Joseph Cugnot (réaménagement)
- + Rond-point Fehrenbach (création en ZI St-Joseph – Hyper U)
- + ZAC Chanteprunier « Phase 1 bis SMS » (achèvement d'une partie de la ZAC)
- + Crèche multi-accueil ZAC Chanteprunier (viabilité)
- + Technoparc des Grandes Terres – Lot A et Lot F (viabilité)
- + Ravin des Couquières (remplacement du collecteur EU et nettoyage du Riou)
- + AEP-EU Ste-Roustagne (reprise AEP-EU + station de relevage)



Crèche ZAC Chanteprunier



Lot A des Grandes Terres (Sportive)



EU Ravin des Couquières



Av. Cugnot et Rd-Pt Fehrenbach

VRD & INGÉNIERIE

I. LE BUREAU D'ETUDES « INGÉNIERIE & TRAVAUX »

↳ ETUDES & TRAVAUX – BILAN 2014

✦ PIERREVERT

Reprise de voirie Route du Chaffère



✦ ROUMOULES

Aménagement de la ZA L'Argentière

✦ VINON-SUR-VERDON

Création du Barreau d'accès
du Pas de Menc



a) Les projets en cours, qui devraient se poursuivre en 2015 ::

◆ Signalétique des ZI-ZA pour toute la DLVA

ALLEMAGNE-EN-PROVENCE

◆ Aménagement de la traversée du village

MANOSQUE

◆ Phases 2 et 3 de la ZAC Chanteprunier (aménagement)

◆ PN88 et PN89 (suppression de passages à niveau)

◆ Statue Rond-point de l'Hôpital ZAC Chanteprunier (mise en place)

◆ Voies vertes (Cugnot/Précombaux - Vannades/Centre-Ville - Villette/Esclangon)

◆ Avenue du ter Mal (réaménagement)

◆ Digue de la Durance en ZI St-Maurice (reconstruction)

◆ Réservoir La Paysanne (réhabilitation et sécurisation)

◆ EU Pimoutier-Caire (création d'un 2ème collecteur)

◆ Quartier Naves-Savels (extension EU Naves-Pimoutier)

PUMICHEL

◆ Raccordement AEP Val de Rancure

ROUMOULES

◆ Tranche conditionnelle ZA L'Argentière

SAINTE-TULLE

◆ Viabilité Ecocampus et Aménagement de la ZA St-Pierre

VOLX

◆ Création du Giratoire de La Carretière



VRD & INGÉNIERIE

I. LE BUREAU D'ETUDES « INGÉNIERIE & TRAVAUX »

A noter que le souci budgétaire des collectivités, tant pour la Ville que pour la DLVA, risque d'aboutir à l'abandon de certains projets en cours d'étude. Le vote des budgets est attendu pour permettre également la priorisation des projets sur lesquels le Bureau d'études devra mettre l'accent en 2015. Il se peut aussi que de nouveaux projets viennent prendre le pas sur les tâches en cours, comme par exemple, dans le cadre du SCOT révisé au 26 juin 2012, les études à mener sur la LISEM-LINEM...

3) LES OBJECTIFS DU BUREAU D'ETUDES SUR L'ANNEE 2015

- Optimisation de la planification des projets sous MS Project (1 planning par projet, définition des taux d'avancement de tâches, etc.)
- Elaboration et mise en place d'une charte graphique pour les plans, en relation avec le service SIG
- Mise en route du logiciel VERDITECH avec montage d'un CCTP type
- Amélioration des indicateurs de suivi d'activités pour permettre une meilleure évaluation des tâches de travail chronophages (prestations graphiques et modificatifs, réalisation et suivi des plannings, montage des DCE...)
- Embauche d'un dessinateur-projeteur spécialisé en VRD pour conforter les capacités graphiques du Bureau d'études
- Mise en place d'une programmation pluriannuelle des projets à moyen et long terme, pour aider les élus à prendre et tenir des engagements adéquats et pertinents

BUREAU D'ETUDES : CONCLUSION

L'année 2014 a assis la position du BE auprès des différents services Ville et DLVA ; les élus municipaux et communautaires sollicitent également de plus en plus le BE, démontrant ainsi sa pertinence et la nécessité d'une programmation pluriannuelle des études et des travaux.

Cette planification des projets est à présent essentielle et indissociable des restrictions budgétaires qui s'annoncent.

En 2014, le BE a notamment bénéficié d'une formation sur les logiciels MS Project et Verditech ; ces outils, qui devraient être pleinement opérationnels au printemps 2015, vont permettre au Bureau d'études d'améliorer ses prestations et d'avancer dans son organisation.

Il devient cependant indispensable aujourd'hui de trouver un renfort pour les prestations graphiques.

Le dessinateur, qui suffisait aux demandes Ville/CCLDV, a vu sa planification de tâches augmenter de 43 % cette année. L'embauche d'un dessinateur-projeteur confirmé est donc vivement souhaitée, avec la possibilité d'étendre l'aide aux communes de la DLVA qui, ne disposant pas de personnel qualifié pour ce genre de prestations, se tournent parfois vers le BE (modifications de PLU, plans de situation, esquisses de projets...).

Face aux restrictions budgétaires que subissent les collectivités territoriales, l'année 2015 va être, pour le BE, une année consacrée aux études et à la programmation pluriannuelle des projets.

Voilà l'occasion de montrer toutes ses compétences en termes d'organisation, de conseil technique, de gestion financière et de priorisation des intentions, pour une optimisation de l'aide à la décision auprès des élus Ville et DLVA...

VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

Le secteur en charge de la gestion du Patrimoine de Voirie est actuellement composé de 24 agents et 3 contractuels assurant des remplacements.

La Gestion du Patrimoine Voirie est décomposée en 4 modules aux missions administratives et techniques bien définies :

- MBC Ville & DLVA, Suivi Travaux, Régie et Entreprises, Domainalités, Renseignements urbanisme et foncier
- Sinistres VRD, Entretien Hydrants, Entretien pluvial et DT/DICT
- Une Régie municipale « Travaux de Voirie »
- Une Régie municipale « Mobilier urbain, Signalisation horizontale et verticale - GIR (Groupement d'intervention Rapide)
- PAVE (Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics) »

1) Les dossiers « DLVA » suivis par le service Gestion du Patrimoine Voirie

PRESTATION POUR LE BUREAU D'ETUDE		
Assainissement	Collecteur Vallon de l'Auvestre PUIMOISSON vers RIEZ	
Voirie et Réseaux	Réhabilitation de la RUE DE L'ILE (Manosque)	200 000 €

BUDGET	CHANTIER DLVA MARCHE A BONS DE COMMANDE	
EAU	Extension AEP allée des Micocouliers	16 356,36 €
EAU	Extension AEP HAUT PILON SANSANO	78 547,80 €
EAU	ROUMOULES	80 000,00 €
Assainissement	ROUMOULES	50 380,20 €
EAU	Renforcement AEP Montée des Genêts	54 180,00 €
DLVA transport	aménagement Quais de bus Allemagne en Provence	19 165,80 €
DLVA transport	Aménagement Halte Routière	48 762,00 €
DLVA Dev Terr	Voie d'accès LAV Provence à Sainte Tulle	24 870,00 €
DLVA Dev Terr	Sécurisation Moulin Neuf (grillage surverse)	5 971,20 €
DLVA Dev Terr	voie verte Cugnot	186 000,00 €
DLVA Dev Terr	Venelle piéton Salle des Fêtes vers Champs Pruniers	72 286,24 €
DLVA Dev Terr	Venelle piéton de Champs Pruniers vers hôpital	195 713,44 €
DLVA Dev Terr	Jardin public crèche	150 243,00 €
DLVA déchets	accès déchetterie	12 324,00 €
DLVA Dev Terr	ORAISON allée des Roubines	125 000,00 €
DLVA Dev Terr	Purge Oraison + IBC Volx (lavage auto)	10 166,40 €

VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

2) Détail représentatif des prestations suivies par la Gestion du Patrimoine Voirie

a) Pour le marché d'entretien du pluvial :

- Total des bons de commande réalisés : 10
- Correspondant à : 40 Journées de camion hydrocureur pour nettoyer ou déboucher le réseau pluvial, les avaloirs ou les grilles.
- Pour le marché entretien et réparation des hydrants :
- Total des bons de commande réalisés : 5, qui correspondent à :
 - 2 poteaux d'incendie entièrement rénovés
 - 1 poteau d'incendie remplacé ou réparé
 - 5 poteaux en implantation nouvelle
- Vérification de l'intégrité des poteaux incendie, avec fourniture d'un rapport aux services d'incendie et de secours (SDIS 04)

c) Les DT/DICT de la Régie Travaux VRD :

- Avec la réforme des DT/DICT, cette tâche devenant primordiale avant tout type de travaux effectués, Pascal RAU s'est donc occupé en partie de demander aux divers concessionnaires les précieux « sésames » ouvrant droit au démarrage de chantier de canalisations ou de terrassement.
- Total DT/DICT réalisés : 75 DT/DICT (soit 7 % d'augmentation par-rapport à 2013)

d) Pour les services Urbanisme, Foncier et Aménagement :

- Différents chiffrages
- Demandes d'avis techniques (Génie civil & VRD)
- Instruction de Permis de Construire, Certificat d'Urbanisme...

Travaux et suivi en ce qui concerne les réseaux

- Etat des lieux, Avis technique suite à des demandes de prise en charge de lotissement, Avis technique préalable à des cessions de parcelles communales
- Avis technique relatif à l'établissement de conventions d'occupation du domaine public ou privé de la commune, Alignement de voirie

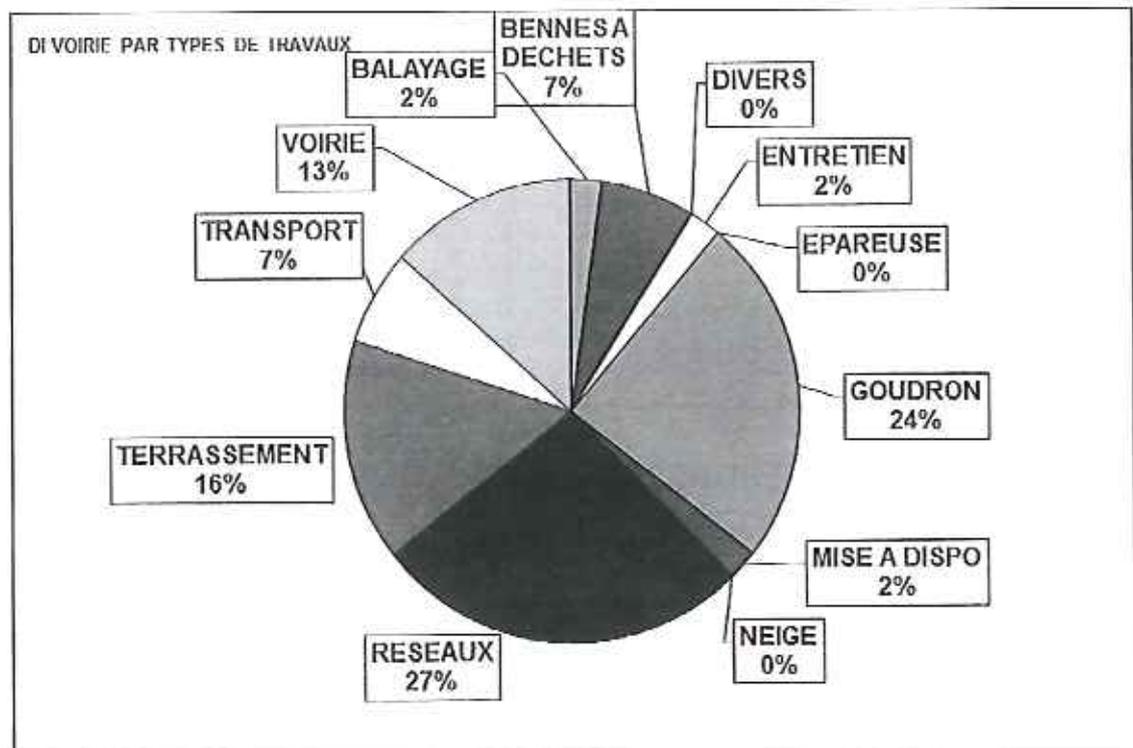
3) Détail représentatif des travaux de la Régie VRD

VRD 2014	BALAYAGE	BENNES A DECHETS	DIVERS	ENTRETIEN	EPAREUSE	GOUDRON	MISE A DISPO	NEIGE	RESFAUX	TERRASSEMENT	TRANSPORT	VOIRIE	TOTAL / MOIS
JANVIER (22)	1	3	0	1	0	11	1	0	12	7	3	6	45
FÉVRIER (20)	0	1	0	0	0	19	0	0	5	5	5	3	38
MARS (21)	0	1	0	0	0	11	0	0	10	0	0	8	30
AVRIL (21)	0	1	1	0	1	9	0	0	5	6	2	0	25
MAI (19)	0	0	2	0	0	11	0	0	6	1	0	5	25
JUIN (20)	0	0	1	0	1	8	0	0	6	3	0	6	25
JUILLET (22)	0	0	2	0	0	4	0	0	6	4	0	7	23
AOÛT (20)	0	0	4	0	0	5	0	0	13	3	0	2	27
SEPTEMBRE (22)	0	0	0	0	0	1	0	0	5	2	0	19	27
OCTOBRE (23)	0	0	0	0	0	3	1	0	2	1	0	18	25
NOVEMBRE (19)	0	0	0	0	0	2	1	0	5	4	0	17	29
DÉCEMBRE (22)	0	0	0	0	0	4	0	0	1	1	0	5	11
TOTAUX	1	6	10	1	2	88	3	0	76	37	10	96	330

VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

3) Détail représentatif des travaux de la Régie VRD

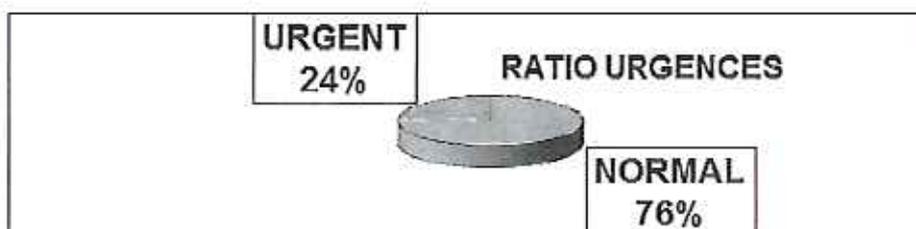
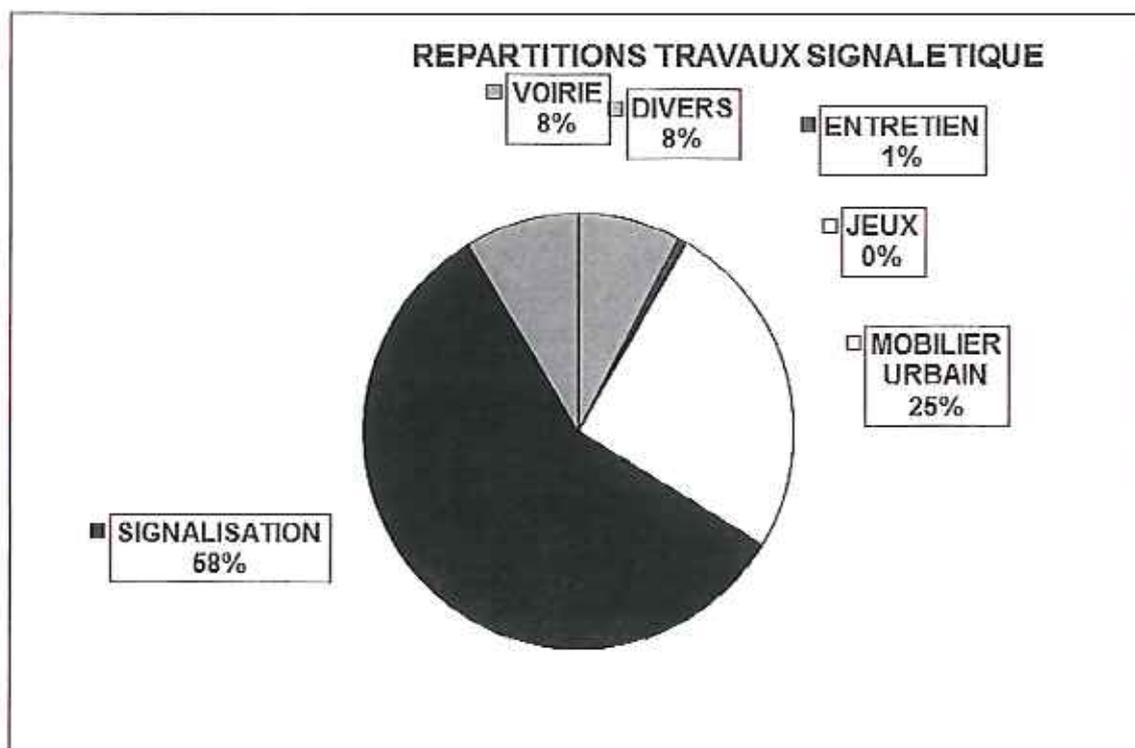


VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

4) Détail représentatif des travaux de la Régie Signalisation

SIGN 2014	DIVERS	ENTRETIEN	JEUX	MOBILIER URBAIN	SIGNALISATION	VOIRIE	TOTAL / MOIS
JANVIER (22)	5	4	0	16	53	11	89
FÉVRIER (20)	6	1	0	18	28	8	61
MARS (21)	5	0	0	15	26	4	50
AVRIL (21)	12	0	0	23	24	16	75
MAI (19)	10	0	0	16	27	5	58
JUIN (20)	11	0	0	20	30	8	69
JUILLET (22)	6	0	0	11	47	4	68
AOÛT (20)	1	0	0	21	32	1	55
SEPTEMBRE (22)	2	0	0	7	45	1	55
OCTOBRE (23)	0	0	0	13	29	1	43
NOVEMBRE (19)	0	0	0	17	51	2	70
DÉCEMBRE (22)	0	0	0	15	44	4	63
TOTAUX	58	5	0	192	436	65	756

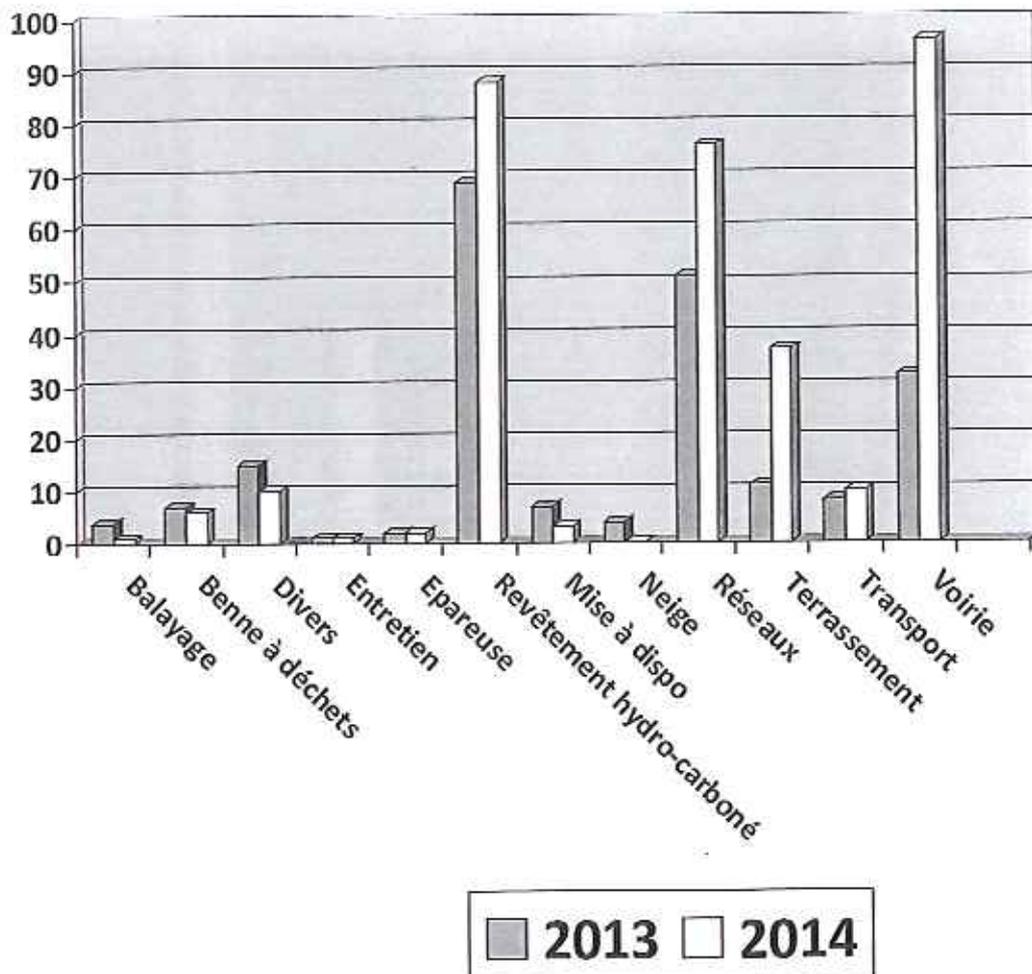


VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

5) Evolution positive des Demandes d'Intervention (DI) traitées

a) Pour la Régie VRD :



En un an, la Régie VRD a vu le nombre de ses DI augmenter de 25,5%, passant de 263 à 330 DI.

Ce sont essentiellement les postes-clés « Terrassement », « Voirie », « Revêtement hydrocarboné » et « Réseaux » qui sont impactés par cette évolution positive.

Au travers de cette sollicitation accrue de la Régie Voirie, il faut certainement y voir une valorisation du savoir-faire technique de ses agents.

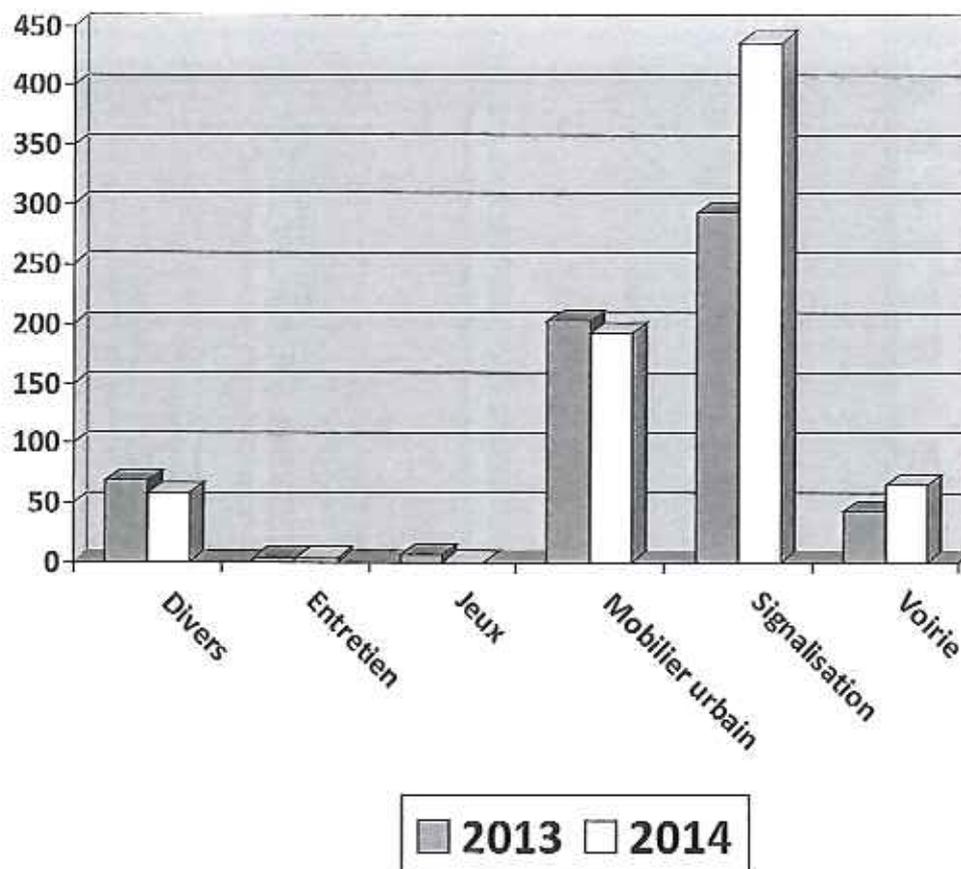
Il convient de poursuivre ces progrès par la formation continue et la mise à disposition de moyens toujours plus performants et en bon état de marche.

VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

5) Evolution positive des Demandes d'intervention (DI) traitées

b) Pour la Régie Signalisation :



En un an, la Régie Signalisation a vu le nombre de ses DI augmenter de manière identique à la Régie VRD, soit environ 26 % d'augmentation (756 en 2014 contre 601 en 2013).

C'est surtout le poste « Signalisation horizontale et verticale » qui fait monter les statistiques DI, avec une augmentation de près de 50 % de ses interventions.

Le souci du respect de la réglementation de voirie est l'explication principale de cette évolution positive, avec :

- la mise aux normes du PAVE (Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics);
- la nécessité du maintien de l'ordre dans le cadre du pouvoir de police du maire.

La Régie Signalisation entend rester vigilante en 2015 sur cette mission de sécurisation routière.

VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

6) Quelques exemples de réalisations de la Régie VRD



† La Régie en action



† Terrassement et reprise de réseaux



† Réalisation de coussins en enrobé sur l'allée de Provence



RAPPORT
D'ACTIVITÉ

VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

7) Quelques exemples de réalisations de la Régie Signalisation



+ Travaux de signalisation horizontale : reprise d'un passage piétonne



+ Travaux de signalisation verticale

8) Quelques réalisations gérées en MBC



+ Gabions et passerelle de la Venelle piétonne (MBC COLAS - ATP Environnement)

VRD & INGÉNIERIE

II. LA GESTION DU PATRIMOINE VOIRIE

8) Objectifs 2015 pour la Gestion du Patrimoine Voirie

- Continuer à développer le savoir technique des agents en interne et en externe, via la formation (accessibilité, génie civil, topographie, béton armé...);
- Réalisation d'un état exhaustif du patrimoine Voirie (voiries, hydrants, éléments de signalisation, mobilier urbain...), avec relevés cartographiques et priorisation des interventions, afin de mettre en place une Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO)
- Finalisation de l'état du patrimoine des ZA de la DLVA ;
- Optimisation de la mise en œuvre des produits, en prenant également en compte l'entretien futur des ouvrages « plus de surfaces, moins de matériaux » (dalles, panneaux de signalisation...); choix de matériaux nobles et faciles d'entretien.

GESTION DU PATRIMOINE « VOIRIE » : CONCLUSION

L'année 2014 a bien été encore remplie en termes de charge de travail, tant pour la Régie « Voirie et Réseaux » que pour la Régie « Signalisation ».

L'acquisition, en début 2015, d'un tractopelle neuf et d'un camion gravillonneur est le signe de la confiance des décideurs dans le savoir-faire de la Régie municipale VRD & Signalisation.

Une mise à disposition de ses agents qualifiés peut aujourd'hui être envisagée pour des missions ponctuelles sur l'ensemble du territoire de la DLVA, notamment compte-tenu de l'état actuel de certaines voiries de ZA (qui relèvent de la compétence communautaire). Et, pour mener à bien les missions Ville qui se multiplient et satisfaire également les besoins d'autres communes de la Communauté d'agglomération.



VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION DU PATRIMOINE RÉSEAUX SECS

Le secteur Gestion du Patrimoine Réseaux secs est actuellement composé de 5 agents :

- 1 responsable de secteur
- 1 contrôleur de travaux
- 3 agents d'exploitation

La Gestion du Patrimoine Réseaux Secs est un service mutualisé, avec des missions Ville de Manosque variées mais clairement définies et des missions DLVA strictement de maintenance de l'éclairage public (une maintenance gérée en Régie et une autre avec un partenariat d'entreprises).

Les agents et le matériel nécessaire à l'éclairage public sont basés sur la commune de Ste-Tulle, bien que dépendants du Pôle Technique.

Pour une meilleure coordination entre les 3 secteurs du service VRD & Ingénierie, le rapatriement géographique de l'équipe « Eclairage Public » au CTM, en zone St-Maurice, est toujours d'actualité.



RAPPORT D'ACTIVITÉ

VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION DU PATRIMOINE RÉSEAUX SECS

1) Les dossiers suivis par la Gestion du Patrimoine Réseaux Secs

a) Marché à Bon de Commande DLVA « Travaux neufs et gros entretien » :
marché détenu par l'entreprise BERANGER (à compter du 19 août 2013)

n° BC	Commune	Désignation	Imputation	Estimation
1401	Oraison	56 Passages de BF en IM	81409 2315	4 435,20 €
1402	Volx	72 Passages de BF en SHP + chgt 46 lanternes	81405 2315	20 557,20 €
1403	Villeneuve	195 Passages de BF en SHP	81411 2315	8 892,00 €
1404	Oraison	77 Passages de BF en SHP + chgt 47 lanternes	81409 2315	20 995,20 €
1405	La Brillanne	35 Passages de BF en SHP	81413 2315	1 596,00 €
1406	Le Castellet	19 Passages de BF en SHP	81415 2315	866,40 €
1407	Saint Maime	38 Passages de BF en SHP	81423 2315	1 459,20 €
1408	Saint Martin de Brômes	23 Passages de BF en SHP + chgt 14 lanternes	81424 2315	7 291,20 €
1409	St Laurent du Verdon	34 Passages de BF en SHP	81410 2315	1 518,00 €
1410	Quinson	91 Passages de BF en SHP + chgt 41 lanternes	81421 2315	18 418,80 €
1411	Montagnac	70 Passages de BF en SHP + chgt 11 lanternes	81412 2315	4 662,09 €
1412	Roumoules	129 Passages de BF en SHP + chgt 11 lanternes	81422 2315	9 493,20 €
1413	Riez	48 Passages de BF en SHP + chgt 92 lanternes	81403 2315	33 652,80 €
1414	Entrevennes	4 Passages de BF en SHP + chgt 24 lanternes	81417 2315	8 660,40 €
1415	Pulmiche	9 Passages de BF en SHP	81419 2315	669,60 €
1416	Puimoisson	98 Passages de BF en SHP + chgt 24 lanternes	81420 2315	12 540,00 €
1417	Esparron de Verdon	47 Passages de BF en SHP + chgt 3 lanternes	81418 2315	4 346,40 €
1418	Montpezat	16 Passages de BF en SHP + chgt 4 lanternes	81412 2315	2 170,80 €
1419	Allemagne	121 Passages de BF en SHP + chgt 7 lanternes	81408 2315	9 040,80 €

VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION DU PATRIMOINE RÉSEAUX SECS

1) Les dossiers suivis par la Gestion du Patrimoine Réseaux Secs

a) Marché à Bon de Commande DLVA « Travaux neufs et gros entretien » :
marché détenu par l'entreprise BERANGER (à compter du 19 août 2013)

<u>n° BC</u>	<u>Commune</u>	<u>Désignation</u>	<u>Imputation</u>	<u>Estimation</u>
1420	Valensole	58 Passages de BF en SHP + chgt 27 lanternes	81404 2315	13 363,20 €
1421	Brunet	28 Passages de BF en SHP	81414 2315	1 276,80 €
1424	Gréoux	Chgt de mât accidenté	81402 2315	2 692,80 €
				188 868,09 €
1422	Manosque	Chgt de mât accidenté	81400 2315	1 255,82 €
1423	Manosque	Parking du souvenir français	81400 2315	22 464,36 €
1425	Manosque	Chgt de lanternes Place des Ormeaux	81400 2315	12 666,31 €
1426	Manosque	Chgt de lanternes Rue de la Saunerie	81400 2315	10 448,03 €
1427	Manosque	Chgt de lanternes Place du contrôle	81400 2315	2 321,78 €
1428	Manosque	Chgt de lanternes Rue du Voland	81400 2315	3 482,68 €
				52 638,98 €
			TOTAL	241 237,07 €

b) Soutien sur les chantiers en DMO

<u>Commune</u>	<u>Désignation</u>	<u>Imputation</u>	<u>Estimation</u>
St Tulle	Rue du Clos	81404 2315	13 363,20 €
Pierrevert	Chemin Mautemps	81414 2315	1 276,80 €
Villeneuve	Chemin du stade	81402 2315	2 692,80 €
			188 868,09 €



VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION DU PATRIMOINE RÉSEAUX SECS

- 1) Les dossiers suivis par la Gestion du Patrimoine Réseaux Secs
 c) Entretien du réseau Eclairage public assuré par la Régie DLVA et par l'entreprise BERANGER
 (Marché d'entretien détenu sur les lots 1 et 2 et mise en place de ce marché le 01/10/2013)

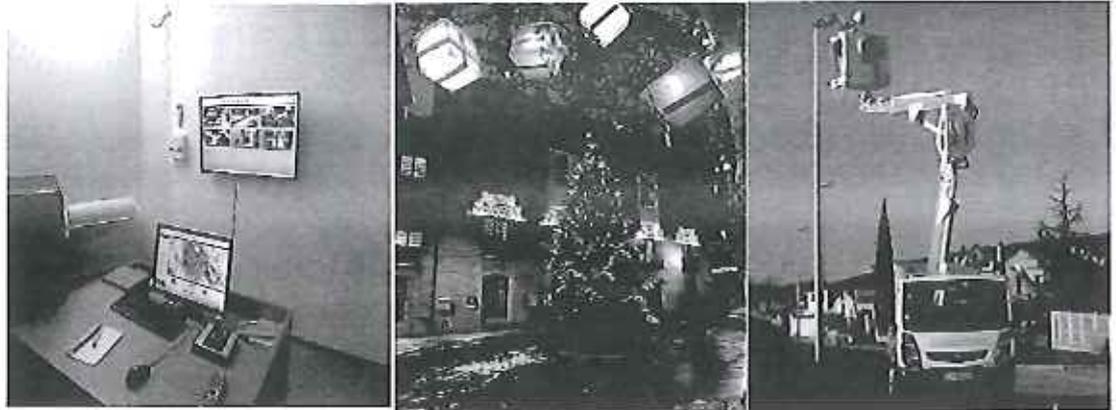
Communes	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Ets Beranger	Régie
Esparron de Verdon	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	2	
Allemagne en Provence	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	3	0	5	
Valensole	1	0	0	0	1	0	2	10	1	2	2	0	19	
Roumoules	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	3	
Riez	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	3	
Manosque	37	50	64	30	45	49	46	39	44	69	41	11		525
Puimichel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3	
Entrevennes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Communes	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Ets Beranger	Régie
Le Castellet	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	
Oraison	0	0	5	0	4	5	9	0	1	21	8	6	53	
La Brillanne	0	0	0	3	0	2	0	0	0	1	1	0	7	
Saint Malme	0	0	3	1	0	2	1	3	0	1	0	0	11	
Volx	2	0	2	2	6	1	1	5	3	1	7	3	30	
Villeneuve	3	5	4	4	3	2	3	2	1	30	18	3	75	
Montfuron	4	0	0	0	1	0	2	2	0	0	0	0		9
Montagnac-Montpezat	0	0	1	0	0	1	0	1	0	1	0	1	4	
Brunet	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Puimoisson	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0	3	0	8	
Vinon sur Verdon	4	11	4	6	3	10	3	7	13	2	3	2		68
Saint Martin de Brômes	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	2	
Saint Laurent du Verdon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Quinson	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Gréoux les Bains	17	16	8	3	2	4	1	7	12	14	3	6		93
Sainte Tulle	15	5	10	11	2	3	8	5	7	13	16	0		95
Corbières	0	2	0	2	0	1	1	4	0	0	4	1		15
Pierrevert	18	7	1	8	5	3	3	8	7	8	3	2		73
Total	101	96	105	71	72	84	83	98	89	169	114	35	226	878

Nota : Ce tableau ne reprend pas le temps passé sur la mise en valeur ou la remise en état de sites sportifs.

VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION DU PATRIMOINE RÉSEAUX SECS

2) Diagnostic « Eclairage public »



Etat des lieux sur le parc d'éclairage public de la DLVA comprenant 12 515 points lumineux au dernier recensement.

Le diagnostic a débuté par le contrôle mécanique représentant près de 300 mâts de plus de 6 m, début décembre par les communes de :

- Saint Laurent du Verdon
- Quinson
- Riez
- Montagnac/Montpezat

3) Activités autres que l'éclairage public

➤ Pour le service des sports :

Interventions sur les sites sportifs de Manosque, Sainte Tulle, Oraison...
Pour l'année 2014, cela représente 5 interventions.

➤ Pour la mise en valeur du patrimoine :

Interventions sur les sites concernés sur l'ensemble de la DLVA.

Pour l'année 2014, cela représente 11 interventions et parmi elles, la définition du matériel pour la mise en valeur du pont de la Mine de Gaude sur Manosque. Cela représente une progression de 37% sur les demandes d'interventions.

➤ Pour la signalisation lumineuse tricolore (SLT) et la signalisation lumineuse permanente (SLP) :

Interventions sur les sites de Manosque uniquement.

En début d'année 2014, les interventions d'urgence et d'entretien ont été assurées par la Régie à 3 reprises. Les 6 mois restants, l'entreprise Cegelec, titulaire du marché, est intervenue quant à elle par 4 fois.

3 Bons de commande ont été faits pour la réfection des boucles de détection :

- sur le carrefour des Plantiers
- sur le carrefour Bd Giono/Bd de Haute Provence
- avec la mise en conformité du carrefour Bd Ch. De Gaulle/Bd R. Char

III. LA GESTION DU PATRIMOINE RÉSEAUX SECS

➤ Pour les Illuminations de Noël :

Il existe deux marchés relatifs aux Illuminations de Noël de Manosque.

-> Un marché d'installation des motifs lumineux, qui se décompose comme suit :
Pose et dépose de 115 motifs, 302 guirlandes type B22, 145 arbres équipé de rideaux Led et d'étoiles Led, 87 cadeaux, 20 tresses de lumière, lustre et vasque...
Au total, plus de 623 éléments décoratifs posés

-> Un marché de location de motifs lumineux, qui correspond :

Au prêt de 25 décors de candélabres, 2 traversées de rue, 3 motifs au sol, 1 cœur sur la porte de la Porte Saunerle, 2 racks de rangement

➤ Pour les coffrets festifs :

La Régie Eclairage Public est intervenue à 3 reprises, à raison ½ journée de travail d'une équipe constituée de 2 agents.

Ces interventions, une sur la place du Docteur Joubert et les deux autres sur le Parc de Drouille, ont été menées par la Régie en l'absence du marché « Coffrets forains ».

➤ Panneau d'information lumineux

Suivi de la mise en place du 1er panneau lumineux de la Ville de Manosque, positionné sur la place du Dr Joubert

➤ Pour le service Police Municipale/Politique de la Ville :

Suivi, en parallèle avec le Maître d'œuvre, de la mise en place de la vidéoprotection sur la commune de Manosque

➤ Pour les Services Urbanisme, Juridique :

Chiffrages sur les différents réseaux (augmentation des demandes de 38 % sur les réseaux ErDF)

Demande d'avis techniques (réseaux secs)

Instruction de Permis de Construire, Déclaration de Travaux et suivi partiel en ce qui concerne les réseaux

Avis technique suite à des demandes de prise en charge de lotissements

Avis technique relatif à l'établissement de conventions d'occupation du domaine public ou privé de la commune

➤ Pour les Services administratifs :

Réponse aux courriers dans le domaine des réseaux secs (éclairage public, raccordement ErDF, illuminations de Noël, raccordements festifs, vidéoprotection...)

➤ Liaison avec ErDF/SDE04 :

Montage des dossiers sur les gros projets, recherche d'une cohérence avec les futurs projets (augmentation des demandes de 59 %)

Contrôle des factures éclairage public des 26 communes de la DLVA, en relation avec le service « Energie » en vue d'éventuelles économies

VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION DU PATRIMOINE RÉSEAUX SECS

4) Les DI et les DT/DICT concernant l'éclairage public

Le secteur Gestion Patrimoine Réseaux Secs a répondu sur l'année 2014 à :
-1 162 Demandes d'interventions (DI), dont 97 % pour la DLVA
-99 DICT (Déclarations d'intention de Commencement de Travaux)

Il n'est malheureusement pas permis de faire un comparatif des DT/DICT relatives au secteur Eclairage Public car le traitement administratif de ces DT/DICT a été transféré cette année à la cellule Instruction et Contrôle des Autorisations (service Administration, Technique et Ressources du Pôle Technique).

Toutefois, on peut estimer que leur nombre a augmenté du fait du transfert de compétence à la DLVA, territoire fort de 26 communes.

Tableau récapitulatif des DI et des DICT de l'Eclairage Public :

MOIS	Nbre DI DLVA	Nbre DI MAIRIE	Nbre réponses DICT	Action des opérations sur les mairies
Janvier	97	4	87	1 Saunerie, 2 Soubeyran, 1 Vannades
Février	90	6	9	1 Saunerie, 4 Soubeyran, 1 gens du voyage
Mars	101	4	3	1 Soubeyran, 1 stade A, 1 Vannades gens du voyage, 1 jeu de boules Drouille
Avril	67	4	0	1 Soubeyran, 1 Vannades, 1 stade A, 1 feu tricolore Pompidou
Mai	68	4	0	2 inter fontaine, feu tricolore Pompidou, porte Saunerie
Juin	83	1	0	1 Inter pour Fête de la Musique
Juillet	83	1	0	Eglise Saint Sauveur
Août	98	1	0	alimentation fontaine Guilhempiere
Septembre	89	3	0	pose prise 16A Mont d'Or, dépose motif Gare Routière, Fontaine avec P. Corraera
Octobre	169	4	0	Eclairage statut Saunerie, terrain de tennis, fontaine Esplanade Mitterrand, dépose prise Mont d'Or
Novembre	114	0	0	
Décembre	70	1	0	
TOTAL	1 129	33	99	

4) Objectifs 2015 pour la Gestion du Patrimoine Réseaux Secs

a) Réalisation d'un état du patrimoine sur l'ensemble du territoire de la DLVA, afin de répertorier avec exactitude :

- les candélabres ayant un problème de tenue mécanique sous 6 mois
- les lampes à mercure restantes, à changer au profit de lanternes plus économiques (en application du Règlement Européen 245/2009, publié le 23 mars 2009 au JOUE dans le cadre de la directive 2005/32, dite « EUP » (Energy using Products), touche les lampes fluorescentes sans ballast intégré, les lampes à décharge à haute intensité et les ballasts et luminaires qui peuvent faire fonctionner ces lampes) sous 9 mois

b) Finaliser la mise en place d'une GMAO sur les candélabres sous 6 mois

Rappel : l'Eclairage Public est classé en catégorie A.

Dans le cas de création de réseau ou d'implantation de nouveaux éléments cartographiques, le prestataire a l'obligation de relever ses données avec une précision de classe A (en X, Y et Z). Actuellement, seuls les travaux neufs ont l'obligation de résultats pour atteindre la classe A. Deux solutions sont pratiquées : repérage du X, Y avec un GPS précis (<30cm) et mesures en tranchée ouverte du Z, soit le détecteur de réseau associé au réseau. Cette obligation légale est décrite dans l'arrêté du 15 février 2013.

Cette réglementation nous impose, pour le 1er janvier 2019 en zone urbaine, de géo référencer les réseaux enterrés sensibles et de fournir des plans aux demandeurs de DT et de DICT. A partir de 2026, cette obligation s'étendra sur l'ensemble du territoire national.

Une possibilité d'effectuer ces relevés en régie impliquerait d'affecter une équipe de deux personnes à temps complet, équipée d'un GPS et d'un détecteur de réseau pendant une durée estimée à 3 ans.

c) Baisse de la consommation d'énergie électrique EP de 10 à 30 % selon le budget alloué

d) Maintien du délai d'intervention sur une DI « panne d'éclairage public » sous 48h maximum

Prise en charge, à la demande de la commune, de l'entretien (uniquement) sur l'éclairage monumental et sportif sous 8 mois



GESTION DU PATRIMOINE « RESEAUX SECS » : CONCLUSION

L'année 2014 fut une année difficile pour l'attribution des marchés, en raison du vote tardif des budgets dans une période électorale.

Ainsi, le secteur « Eclairage public » a été impacté sur l'attribution du marché de travaux neufs; de fait, l'objectif sur ce point n'a pas été forcément atteint dans toutes les communes. La Régie est formée d'un contrôleur de travaux et de 3 agents, dont un a prévu de partir en retraite en mars 2016. Il serait souhaitable de prévoir son remplacement dès le mois de juillet 2015, pour permettre une transmission nécessaire des connaissances et une bonne passation entre les deux agents.

A ce jour, ces personnels assurent l'entretien de 61 % des lanternes du territoire de la DLVA (d'autant que les éclairages sportifs et de mise en valeur du patrimoine devraient s'ajouter aux 12 600 sources lumineuses déjà en gestion). De plus, cette même Régie intervient en dehors des heures ouvrables, sur l'ensemble des 26 communes, dans le cadre de l'astreinte « éclairage public ».

Les communes demandeuses en termes de conseil technique sollicitent de plus en plus le secteur « Eclairage Public » pour des raccordements électriques, voire des commandes communes pour les illuminations de fin d'année...

Une personne supplémentaire au sein du groupe « Eclairage Public » nous permettrait de créer une 2ème équipe et ainsi pouvoir couvrir des prestations de maintenance curative sur l'ensemble du territoire, avec une qualité et un délai d'intervention que seule une Régie est en mesure de réaliser.

Il est également important que la Communauté d'Agglomération DLVA puisse avoir une connaissance très fine de l'ensemble de ses réseaux, d'autant que l'éclairage public est classé en catégorie A sur le guichet unique.

Pour ce faire, leur emplacement doit être répertorié sur le SIG. Ainsi, une personne du service SIG associée à une embauche ponctuelle permettrait, sur une durée estimée d'environ 2 ans, de relever l'ensemble des câbles « Eclairage Public ».

Enfin, l'achat d'un fourgon nacelle plus adapté à nos besoins est en cours de livraison ; ce véhicule spécialisé va notamment permettre d'optimiser le temps passé à dépanner, et surtout à limiter les allées et venues grâce à sa plus grande capacité de stockage en outils et matériels.



VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION 2014 DE L'ENSEMBLE DES CRÉDITS « FONCTIONNEMENT » ET « INVESTISSEMENT » DU SERVICE VRD & INGENIERIE

Fonctionnement - DLVA

Fonction	Nature	Lib. Fonction	Prévu	Engagé	Réalisé	Solde	Report	Annulé
611	611	ECLAIRAGE PUBLIC MANOSQUE	0,00 €	0,00 €	2 552,01 €	-2 552,01 €	0,00 €	0,00 €
6123	6123	ECLAIRAGE PUBLIC MANOSQUE	0,00 €	0,00 €	8 713,86 €	-8 713,86 €	0,00 €	0,00 €
611	611	ECLAIRAGE PUBLIC VALENTOISE	5 821,35 €	0,00 €	0,00 €	5 821,35 €	5 821,35 €	0,00 €
60612	60612	ECLAIRAGE PUBLIC RIEZ	5 000,00 €	0,00 €	19 831,40 €	-14 831,40 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ECLAIRAGE PUBLIC SAINTE JULIE	0,00 €	0,00 €	683,56 €	-683,56 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ECLAIRAGE PUBLIC PIERREVERT	0,00 €	0,00 €	713,82 €	-713,82 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ECLAIRAGE PUBLIC ORAISON	0,00 €	0,00 €	1 062,00 €	-1 062,00 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ECLAIRAGE PUBLIC VILLENEUVE	0,00 €	0,00 €	261,58 €	-261,58 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ECLAIRAGE PUBLIC ESPARRON DE VERDON	0,00 €	0,00 €	743,69 €	-743,69 €	0,00 €	0,00 €
6042	6042	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	2 222,00 €	0,00 €	0,00 €	2 222,00 €	0,00 €	0,00 €
60612	60612	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	800 000,00 €	0,00 €	788 308,31 €	11 691,69 €	0,00 €	0,00 €
60622	60622	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	10 000,00 €	0,00 €	758,12 €	9 241,88 €	0,00 €	0,00 €
60622	60622	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	1 097 613,54 €	18 413,82 €	58 873,19 €	56 451,13 €	9 761,54 €	25 976,60 €
611	611	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	214 079,36 €	0,00 €	84 123,82 €	129 955,74 €	10 079,36 €	0,00 €
61523	61523	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	20 000,00 €	0,00 €	712,45 €	19 287,55 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	Voies Intérêts communaux	50 000,00 €	0,00 €	21 540,00 €	28 460,00 €	0,00 €	0,00 €
617	617	AUTRES OPERATIONS AMENAG URBAIN	12 458,40 €	0,00 €	0,00 €	12 458,40 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	MANOSQUE ZONES ECONOMIQUES	45 000,00 €	+ 968,00 €	2 004,00 €	38 028,00 €	0,00 €	0,00 €
60611	60611	ST MAURICE MANOSQUE ZONE ECONOMIQUE	300,00 €	0,00 €	0,00 €	300,00 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ST MAURICE MANOSQUE ZONE ECONOMIQUE	0,00 €	0,00 €	12 624,87 €	-12 624,87 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ST JOSEPH MANOSQUE ZONE ECONOMIQUE	0,00 €	0,00 €	13 671,42 €	-13 671,42 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ZA VILLENEUVE	0,00 €	0,00 €	10 620,00 €	-10 620,00 €	0,00 €	0,00 €
60611	60611	PAS DE MENC YTON ZONE ECONOMIQUE	500,00 €	0,00 €	187,78 €	312,22 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	PAS DE MENC YTON ZONE ECONOMIQUE	15 402,33 €	7 900,33 €	3 253,19 €	4 750,00 €	7 402,33 €	541,19 €
61523	61523	ZONES ACTIVITES ECONOMIQUES DLVA	55 000,00 €	24 870,00 €	0,00 €	30 130,00 €	0,00 €	0,00 €
61523	61523	ZA SAINTE JULIE BASIDE BLANCHE	0,00 €	0,00 €	5 400,00 €	-5 400,00 €	0,00 €	0,00 €
Total:			1 345 524,98 €	56 152,15 €	1 036 658,87 €	277 231,75 €	45 502,98 €	24 517,79 €
			1 092 811,02 €					
			5,14%	94,86%				
			81,27%					

VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION 2014 DE L'ENSEMBLE DES CRÉDITS « FONCTIONNEMENT » ET « INVESTISSEMENT » DU SERVICE VRD & INGENIERIE

Investissement - DLVA

Fonction	Nature	Lib. Fonction	Prévu	Engagé	Réalisé	Salde	Report	Annulé
240	2031	ECO CAMPUS STE TULLE	1 522 649,54 €	1 074 947,76 €	448 532,46 €	-810,25 €	222 149,94 €	0,00 €
31400	23150	ECLAIRAGE PUBLIC MANGOSQUE	509 949,43 €	71 974,41 €	212 254,85 €	219 701,17 €	259 949,43 €	0,00 €
31401	23150	ECLAIRAGE PUBLIC VALENTOLE	40 064,79 €	13 063,20 €	26 657,30 €	-4,29 €	25 564,79 €	0,00 €
31402	23150	ECLAIRAGE PUBLIC GREOX LES BAINS	11 483,58 €	2 692,80 €	8 753,09 €	-7,99 €	8 753,88 €	0,00 €
31403	23150	ECLAIRAGE PUBLIC RIEZ	33 793,00 €	31 652,80 €	0,00 €	-7,20 €	9,00 €	0,00 €
31404	23150	ECLAIRAGE PUBLIC MONTFURON	60 000,00 €	17 328,00 €	42 672,00 €	0,00 €	69 000,00 €	0,00 €
31405	23150	ECLAIRAGE PUBLIC VOLX	98 760,00 €	98 757,20 €	0,00 €	2,80 €	2,00 €	0,00 €
31406	23150	ECLAIRAGE PUBLIC SAINTE TULLE	122 295,03 €	37 071,28 €	85 223,79 €	-0,04 €	34 795,05 €	0,00 €
31407	23150	ECLAIRAGE PUBLIC PIERREVERT	53 000,00 €	39 937,86 €	13 137,56 €	92,58 €	35 000,00 €	0,00 €
31408	23150	ECLAIRAGE PUBLIC ALLEAGNE EN PROVENCE	13 700,00 €	9 040,80 €	4 659,90 €	0,30 €	0,00 €	0,00 €
31409	23150	ECLAIRAGE PUBLIC ORAISON	108 000,00 €	95 930,40 €	11 954,80 €	104,80 €	32 000,00 €	0,00 €
31410	23150	ECLAIRAGE PUBLIC ST LAURENT DU VERDON	34 550,00 €	34 518,00 €	0,00 €	32,00 €	33 000,00 €	0,00 €
31411	23150	ECLAIRAGE PUBLIC VILLENEUVE	151 700,00 €	62 792,00 €	88 827,95 €	80,65 €	98 000,00 €	0,00 €
31412	23150	ECLAIRAGE PUBLIC MONTAGNAC MONTPEZAT	30 100,00 €	26 031,60 €	9 989,70 €	28,70 €	11 000,00 €	0,00 €
31413	23150	ECLAIRAGE PUBLIC LA BRILLANNE	5 000,00 €	1 396,00 €	3 305,99 €	95,01 €	0,00 €	0,00 €
31414	23150	ECLAIRAGE PUBLIC BRUNET	1 280,00 €	1 276,80 €	0,00 €	3,20 €	0,00 €	0,00 €
31415	23150	ECLAIRAGE PUBLIC LE CASTELLET	79 800,00 €	57 399,74 €	42 344,14 €	56,12 €	0,00 €	0,00 €
31416	23150	ECLAIRAGE PUBLIC CORBIERES	30 400,00 €	28 000,00 €	2 354,55 €	65,64 €	0,00 €	0,00 €
31417	23150	ECLAIRAGE PUBLIC ENTREVENNES	8 670,00 €	8 690,40 €	0,00 €	9,60 €	0,00 €	0,00 €
31418	23150	ECLAIRAGE PUBLIC ESPARON DE VERDON	15 200,00 €	4 346,40 €	10 826,92 €	32,65 €	0,00 €	0,00 €
31419	23150	ECLAIRAGE PUBLIC PUTMACHEL	670,00 €	689,60 €	0,00 €	0,40 €	0,00 €	0,00 €
31420	23150	ECLAIRAGE PUBLIC PUIMOISSON	14 500,00 €	11 340,00 €	2 280,42 €	79,55 €	0,00 €	0,00 €
31421	23150	ECLAIRAGE PUBLIC QUINSON	18 420,00 €	18 418,80 €	0,00 €	1,20 €	0,00 €	0,00 €
31422	23150	ECLAIRAGE PUBLIC ROUMOULES	10 500,00 €	9 493,20 €	1 390,91 €	9,89 €	0,00 €	0,00 €
31423	23150	ECLAIRAGE PUBLIC SAINT MAUR	1 460,00 €	1 459,20 €	0,00 €	0,80 €	0,00 €	0,00 €
31424	23150	ECLAIRAGE PUBLIC SAINT MARTIN DE BRÔMES	7 500,00 €	7 291,20 €	0,00 €	8,80 €	0,00 €	0,00 €
31425	23150	ECLAIRAGE PUBLIC VINON	1 600,00 €	0,00 €	1 589,09 €	10,94 €	0,00 €	0,00 €
31499	2159	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	27 049,16 €	0,00 €	10 442,80 €	16 606,36 €	8 049,16 €	0,00 €
31499	2150	ECLAIRAGE PUBLIC COMMUNES DLVA	275 128,84 €	148 173,60 €	0,00 €	126 955,24 €	109 388,84 €	0,00 €
31500	2150	TRANSPORTS URBAINS	8 172,26 €	-0,01 €	8 172,27 €	-0,01 €	8 172,26 €	0,00 €
32201	2150	LA VILLETTE MANGOSQUE	1 120 000,00 €	1 120 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
32223	2150	GIRATOIRE ZI ST JOSEPH - CANAL MANGOSQUE	724 582,89 €	0,00 €	724 290,35 €	292,34 €	223 582,89 €	0,00 €
32224	2150	AV JOSEPH CLUGNOT ZI ST JOSEPH MANGOSQUE	68 123,50 €	0,00 €	68 123,71 €	595,89 €	119 719,80 €	0,00 €
32385	23150	GIRATOIRE ZA LA CARRETIERE VOLX	300 000,00 €	0,00 €	3 120,60 €	256 880,00 €	0,00 €	0,00 €
32290	2317	ROUTE STE TULLE CORBIERES VOIRIE	9,20 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	864 265,62 €	0,00 €
32470	23150	PASSAGE A NIVEAU MOULIN NEUF MANGOSQUE	313 195,20 €	275 782,70 €	37 413,50 €	0,00 €	797 445,20 €	0,00 €
904	23150	ZA CARRETIERE VOLX	2 993,00 €	2 990,00 €	0,00 €	0,00 €	2 590,00 €	0,00 €
909	23150	ZONES ACTIVITES ECONOMIQUES DLVA	120 502,00 €	125 807,70 €	0,00 €	522,50 €	0,00 €	0,00 €
Total:			5 951 881,82 €	3 421 053,44 €	1 868 323,83 €	662 504,54 €	2 974 897,44 €	0,00 €
			5 289 377,27 €					
			64,68%					
			88,87%					

VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION 2014 DE L'ENSEMBLE DES CRÉDITS « FONCTIONNEMENT » ET « INVESTISSEMENT » DU SERVICE VRD & INGENIERIE

CONCLUSION GÉNÉRALE

Si l'année 2013 a été une période de réorganisation et d'adaptation, face aux enjeux et aux compétences transférées de la toute jeune DLVA, 2014 a été une année riche en études et en travaux pour le service VRD & Ingénierie.

De nombreux chantiers d'envergure ont été menés à leur terme, la phase 1 bis de la ZAC Chanteprunier, la viabilité de nouveaux lots au Technoparc des Grandes Terres ou encore le barreau d'accès du Pas de Menc à Vinon-sur-Verdon.

D'autres chantiers ont également permis, via les marchés à bons de commande, de valoriser le travail des équipes Régies VRD et Eclairage Public.

De fait, il convient pour l'année 2015 de conserver, voire de conforter les effectifs en place, pour répondre au mieux à l'augmentation des demandes d'intervention. Sans oublier la prise en compte des départs en retraite et les mises en restrictions médicales qui fragilisent les équipes...



VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION 2014 DE L'ENSEMBLE DES CRÉDITS « FONCTIONNEMENT » ET « INVESTISSEMENT » DU SERVICE VRD & INGENIERIE

Besoins 2015 du service VRD & Ingénierie : **D'une part, en personnel :**

- la pérennisation des 4 Agents techniques qui renforcent actuellement les Régies Municipales de la Gestion du Patrimoine Voirie
- 1 Agent technique (maçonnerie VRD) pour le remplacement de Roger LIPP (départ en retraite Gestion du Patrimoine Voirie)
- 1 Agent de maîtrise (électricien, conducteur nacelle) pour le Secteur Gestion du Patrimoine Réseaux Secs
- 1 Agent technique (électricien) pour le remplacement de Gil VERNET (départ en retraite Gestion du Patrimoine Réseaux Secs)
- 1 Technicien (dessinateur-projeteur) pour le Bureau d'études

D'autre part :

Il est souhaitable de munir le Service VRD & Ingénierie de moyens modernes et efficaces (véhicules, matériel informatique performant), en adéquation avec les missions lui afférant.

Dans ce sens, il est nécessaire de généraliser à l'ensemble du service la fourniture de tablettes tactiles, comme celles qui équipent la Gestion du Patrimoine Réseaux Secs.

Ce matériel informatique, doté de logiciels adaptés, permettrait notamment un suivi du patrimoine Voirie en temps réel (classification et diagnostic des voies, photos récentes, recensement des éléments de voirie et de leur état...).

Quant aux chargés d'opération, cet outil numérique aiderait à une plus grande réactivité dans le suivi des chantiers (fiche de renseignements « chantier », bibliothèque de plans, photothèque Avant/Après Travaux, comptes rendus quasi-immédiats...).

Enfin, dans un contexte budgétaire particulier, le suivi financier des opérations a été une préoccupation grandissante du service VRD & Ingénierie.

L'activité du Bureau d'études et les outils de planification mis en place dans chaque secteur ont commencé à porter leurs fruits en matière de priorisation des actions et d'aide à la décision.



VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION 2014 DE L'ENSEMBLE DES CRÉDITS « FONCTIONNEMENT » ET « INVESTISSEMENT » DU SERVICE VRD & INGENIERIE

Objectifs 2015 du service VRD & Ingénierie :

- Confortement des objectifs d'organisation et de traçabilité dans le service;
- Réalisation d'un diagnostic Voirie pour une programmation pluriannuelle d'intervention (DIAG sur l'ensemble des voiries communales + DIAG Voirie ZADLVA);
- Mise en place d'un état des travaux MBC (Marchés à Bons de Commande) et Régie (trimestriel);
- Finalisation de la programmation générale sous MS Project;
- Définition d'une charte graphique, en relation avec le SIG;
- Mise en route du logiciel VERDITECH, pour le montage des DCE (Dossiers de Consultation des Entreprises);
- Finalisation d'uniformisation des documents du service;
- Mise en place d'un fichier de suivi financier dans tous nos dossiers;
- Elaboration d'un cahier des charges d'état et de prise en compte des études et de leurs coûts;
- Mise en œuvre systématique d'un plan de communication « Pré-chantier » (DESC, points clefs, etc.) à faire suivre à l'élu référent.

En ce qui concerne la Communauté d'Agglomération DLVA, le service VRD & Ingénierie a géré un budget global 2014 de 7 297 406,80 €, dont il a été engagé la somme de 6 382 188,29 €, sachant que l'opération Ecocampus Ste-Tulle a été menée conjointement avec le service Bâtiment (1522 649,94 €).

Dans le détail:

- un budget FONCTIONNEMENT de l'ordre de 1345 524,98 €, dont il a été engagé et réalisé 1092 811,02 €
- un budget INVESTISSEMENT de l'ordre de 5 951 881,82 €, dont il a été engagé et réalisé 5 289 377,27 €

VRD & INGÉNIERIE

III. LA GESTION 2014 DE L'ENSEMBLE DES CRÉDITS « FONCTIONNEMENT » ET « INVESTISSEMENT » DU SERVICE VRD & INGENIERIE

Objectifs 2015 du service VRD & Ingénierie :

Là encore, certaines opérations ont été traitées budgétairement avec d'autres services du Pôle Technique ou du Pôle Développement Territorial, notamment avec les budgets annexes du service de l'Eau et de l'Assainissement et du service de l'Aménagement.

Au final, on a pu constater entre 2013 et 2014 une nette augmentation des budgets Ville et DLVA en ce qui concerne les dossiers VRD & Ingénierie, avec une hausse de 60 % pour le budget global Ville et une hausse de 75 % pour le budget global DLVA.

En période de crise économique et financière, cela démontre la volonté des élus de poursuivre leurs efforts en matière de travaux VRD, pour favoriser le développement communal et communautaire de ces territoires d'avenir. Cette année, le service VRD & Ingénierie a pu travailler sereinement sur la plupart des projets qui lui ont été confiés, utilisant ainsi 92 % du budget global de la Ville et 87 % du budget global de la DLVA.

Le souci budgétaire s'annonçant plus rigoureux encore sur l'année 2015, souhaitons que les restrictions annoncées n'impactent pas les projets déjà bien avancés et permettent la réalisation de nouveaux enjeux Ville et DLVA, avec une confiance renouvelée à l'ensemble des agents du service VRD & Ingénierie.

